

00381

CILSS

Comité Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel



Programme d'études de structure

**L'impact de l'urbanisation sur les modèles
de consommation alimentaire de base au Niger**

Annexes

Avril 1991

CILSS

Comité Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel



Programme d'études de structure

**L'impact de l'urbanisation sur les modèles
de consommation alimentaire de base au Niger**

Annexes

Avril 1991

Annexe 1

Les modèles de consommation selon les aspects socio-culturels

Introduction

L'analyse de la consommation alimentaire (quantités consommées, type de denrées utilisées, etc.) se présente certainement au centre de l'économie de la recherche, dans la mesure où elle a pour finalité une meilleure compréhension des besoins alimentaires de la population nigérienne et de l'évolution de ces besoins par rapport aux processus d'urbanisation au Niger.

Toutefois, il faut remarquer que les changements dans la consommation alimentaire, ne sont pas seulement déterminés par des facteurs économiques (augmentation/diminution des revenus, augmentation/diminution de la disponibilité sur le marché des denrées alimentaires, et ainsi de suite) et, de la même façon, ils n'ont pas seulement des effets sur le niveau de la qualité de la vie ou la santé. La conduite alimentaire, en effet, ne peut pas être expliquée uniquement à partir de la quantité et de la qualité de l'input alimentaire, mais seulement dans un cadre plus général comprenant le système de normes sociales, des valeurs et des institutions qui régissent et déterminent l'action d'une communauté ou d'un groupe social.

D'autre part, consommation et conduite alimentaire sont très liées l'une à l'autre. Il est difficile, par exemple, de penser qu'une augmentation sensible dans la consommation d'une denrée ne se reflète pas sur les formes et les technologies de cuisson, sur les modalités d'acquisition des aliments, sur les niveaux de consommation d'autres denrées, sur le goût, et, peut être, sur l'organisation même du repas. En même temps, la conduite alimentaire a une influence non secondaire sur l'évolution de la consommation. Il n'est pas nécessaire de citer les cas, très étudiés, des interdictions alimentaires pour le démontrer. Il est suffisant de considérer que chaque culture tend à hiérarchiser les différents aliments, non seulement sur la base de considérations techniques (facilité de cuisson, disponibilité, etc.), mais aussi à partir d'habitudes et de règles sociales qui donnent à chaque denrée ce que nous pouvons définir une "signification

sociale", selon laquelle cette denrée est considérée, par exemple, saine ou dangereuse pour la santé, mangeable par tout le monde ou seulement par certaines catégories de personnes (enfants, personnes âgées, femmes enceintes, etc), à cuire selon l'une ou l'autre technique de cuisson, à manger avec un condiment spécifique ou un autre, à consommer en de spécifiques occasions et ainsi de suite.

Dans ce cadre, la valeur d'une denrée n'est pas seulement celle qui est déterminée par des dynamiques économiques (en effet, le schéma "augmentation de la disponibilité + moyens nécessaires pour l'achat = augmentation de la consommation" n'est pas toujours valable), mais le produit d'une interconnexion entre différentes variables, naturellement économiques, mais aussi sociales et culturelles.

Il faut, en outre, souligner que ce mécanisme culturel de sélection se trouve aussi bien dans les sociétés industrielles les plus avancées que dans celles rurales ou en voie de développement. Ceci est témoigné, entre autre, par la publicité concernant les aliments, qui est surtout orientée à associer à l'aliment une connotation - à savoir une "signification sociale" - positive.

Un deuxième aspect qu'il faut mettre en évidence concerne la relation alimentation/milieu, ce dernier étant à la fois considéré du point de vue physique, mais aussi comme espace social. La littérature sociologique et anthropologique montre que les règles culturelles qui contrôlent et orientent la conduite alimentaire ont tendance à être fonctionnelles pour l'adaptation du groupe au milieu, c'est à dire à favoriser les solutions aux besoins alimentaires les plus équilibrés par rapport, à la fois, aux nécessités caloriques de l'individu et de reproduction de l'environnement et du système social.

Dans ce cadre, il est possible de comprendre, par exemple, les efforts d'un anthropologue comme M. Marvin Harris, qui a montré (et, dans la plupart de cas, démontré aussi) le fait que des conduites alimentaires à première vue folles ou

incompréhensibles, telles que l'interdiction de la viande bovine dans le contexte hindou ou les formes de cannibalisme répandues dans certains groupes de l'Amérique Latine, sont, en réalité, fonctionnelles pour la survie de la communauté qui les pratique, car elles rendent possible une optimisation des ressources alimentaires locales.

Naturellement, dans des situations caractérisées par des changements brusques et soudains, les risques que ces formes socio-culturelles de contrôle de la conduite alimentaire deviennent inadaptées augmentent très rapidement. Dans le Sahel, il est facile de trouver des exemples à ce sujet. La crise déterminée par la sécheresse du 1983/84 a rendu inadaptée, dans certaines zones, l'activité de la pêche fluviale, à cause des modifications du régime de l'eau. Pour plusieurs groupes ethniques (je me rappelle, personnellement, du cas des Bozo au Mali), une alimentation fondée sur le poisson est devenue, dans un bref délai, insoutenable. Pourtant, beaucoup de communautés de pêcheurs qui se sont trouvées dans cette situation, ont continué longtemps à rejeter toute intervention, étatique ou internationale, orientée à modifier leur organisation du travail et leur régime alimentaire. La même chose s'est passée chez certaines communautés nomades adonnées à l'élevage.

Dans le contexte urbain le cadre n'est pas trop différent. L'adaptation d'un régime alimentaire, ici, dépend sans doute, du niveau de disponibilité d'argent de la part du ménage ou de la présence (et du prix) des denrées sur le marché. Mais le mécanisme est, toutefois, le même. Des régimes alimentaires, adaptés, par exemple, dans le contexte rural, doivent se modifier sous la pression sociale de la ville.

Pour ces raisons, on peut justement considérer, à la limite, la conduite alimentaire comme une sorte de "indicateur", ou une clé de lecture de la culture et de la société, aussi bien que des processus de changement socio-économique.

Bien que les caractéristiques de l'enquête ne permettent

pas une analyse ponctuelle du système de règles et des institutions sociales concernant la consommation alimentaire, on a toutefois la possibilité, sur la base de certaines données recueillies au cours de la recherche, d'en considérer quelques aspects, à un niveau essentiellement de description et de montrer, au moins, l'importance, même dans le cadre des politiques alimentaires, de cette dimension "cachée" de l'alimentation.

La première partie de ce chapitre se base sur l'analyse des résultats de l'enquête concernant, respectivement, la structure des repas, les modalités de préparation des repas, les modalités d'approvisionnement des aliments et les préférences en matière d'alimentation.

Par la suite, on prendra en considération des hypothèses de relation entre ces domaines phénoménaux et une variable telle que la typologie du ménage (ancien urbain/nouveau urbain/villageois).

1. Le modèle alimentaire

1.1. **La structure des repas**

Une première série de questions posées aux ménages interviewés au cours de l'enquête concernait la structure des repas.

A ce propos, on peut citer quelques tendances.

1.1.1. Le schéma des repas journaliers

Presque la totalité des ménages (90,7% organise la consommation alimentaire selon un schéma qui prévoit chaque jour trois repas (repas du matin, repas du midi et repas du soir). Seulement dans 7,6% des cas nous avons deux repas journaliers (repas du matin et du soir) et dans le 1,7% un seul repas (repas du midi).

48% des interviewés considèrent le repas du midi comme le plus important, alors que le 42% indique, comme repas principal, celui du soir.

Un sondage, à caractère qualitatif, réalisé lors de l'enquête à travers l'administration d'un questionnaire à un groupe très restreint mais stratifié de 32 ménages nous montre que la durée moyenne du repas du soir et du repas du midi est presque la même (53 minutes contre 49), alors que la durée du repas du matin est beaucoup plus petite (26 minutes).

Il faut encore signaler que seulement une petite minorité de personnes a l'habitude de prendre un repas au dehors du ménage. En effet, on a enregistré seulement 152 cas de personnes (sur 770 ménages) qui prennent régulièrement le repas du matin hors de la maison, 136 qui font la même chose à midi et à peine 16 le soir. 198 personnes, enfin, ont l'habitude de manger quelque chose, au dehors, entre un repas et l'autre.

1.1.2. Les mets

Lors du repas du matin il y a la tendance à consommer les restes du repas du soir (553 cas sur 770). Un petit déjeuner est composé de bouillie (boule de farine de mil aigrie et mangée avec eau et sucre), des beignets de blé ou de niébé et/ou des galettes est très diffusée (352 cas), alors que le petit déjeuner de type français (thé, café, lait et/ou pain) représente une habitude de 150 ménages. La boule aussi est assez utilisée dans le repas du matin (154 cas).

(N.B. il faut préciser qu'un ménage pouvait indiquer plus d'un met pour chaque repas)

Le riz à la sauce et la boule de mil sont sûrement les plats les plus mangés au repas du midi (495 cas pour le premier, 416 pour le deuxième). Deux autres mets assez diffusés

sont le riz au gras (191 cas) et le touwo, composé principalement de semoule de maïs ou de mil, mais aussi de farine de manioc, de riz ou de sorgho (110 cas).

Pour les repas du soir la situation change considérablement. Le touwo, en effet, devient le plat le plus répandu (649 cas), suivi par le riz à la sauce (389 cas). Moins diffusé le riz au gras (71 cas), la boule (63 cas) et le niebé (61 cas).

En considérant les réponses données aux questions de la fiche "liste de commensaux", dans laquelle on a demandé au chef du ménage ou à sa femme de signaler les mets consommés le jour auparavant (il faut rappeler que l'enquête a entraîné le relevé des consommations dans chaque ménage pour trois jours consécutifs), nous avons la possibilité d'analyser la fréquence des mets principaux. Les résultats sont reportés dans le tab. 1 (élaboration de Raffaella D'Emilio).

Tab. 1. Mets les plus consommés dans les ménages enquêtés

Met	Fréquence
1. Riz à la sauce	1.417
2. Restes du repas	900
3. Boule	607
4. Touwo (sans spécifications)	380
5. Touwo de maïs	368
6. Riz au gras	295
7. Bouillie	268
8. Beignet	229
9. Pain	195
10. Touwo de riz	182
11. Sala/masa/galettes	177
12. Riz au niebé	172
13. Touwo de mil	117
14. Copto	108
15. Gari - farine de manioc	99
16. Macca - pâte alimentaire	77

Pour une analyse plus correcte de ce tableau, il est nécessaire de souligner que la donnée relative au point 4 (touwo sans spécifications), sur la base des observations directes, semble se référer au touwo de mil. Il faut donc considérer sous-estimée la diffusion du touwo de mil (point 13). Il faut aussi noter que, sur la base de ce que nous avons pu remarquer à propos des mets utilisés dans le repas du soir, le touwo (de riz, de mil ou de maïs) devrait être le principal plat qui compose les restes du repas qu'on consomme le lendemain. Ceci signifie que l'importance du touwo dans l'alimentation (et du touwo de mil en particulier) devrait être encore majeure.

Il faut noter aussi que, à part les différents plats de riz, la boule, la bouillie et le touwo, les autres items du tab. 1 ne correspondent pas à des plats complets, mais à des aliments, normalement vendus déjà prêts sur les marchés ou sur les tabliers, qui sont utilisés pour accompagner le met principal.

Par ailleurs, les plats de riz et les différents types de touwo ne sont pas préparés selon des recettes déterminées avec précision. Les aliments utilisés changent selon les disponibilités financières du ménage. Ainsi, le terme "riz à la sauce", par exemple, peut indiquer, à la fois, un met avec viande, bouillon-cubes, oignons, piments, poivrons, carottes, choux, aubergines et condiments et un met avec, seulement, cubes, pâte d'arachide et condiments, en ayant, comme aliments fixes, naturellement, le riz et la tomate (fraîche ou concentrée).

En ce qui concerne les condiments, les plus répandus sont le sel (626 cas), le piment (466 cas), la soumbala (terme qui indique aussi le dossomari et le maribi), une sorte de moutarde (459 cas), le gombo, frais ou séché (339 cas), le yagi, une mixture d'herbes et de grains (292 cas), l'oseille (224 cas), l'oignon sec (194 cas) et l'ail (117 cas). Il faut aussi remarquer la présence de 660 cas d'usage d'autres types de condiments tels que le gabou (oignons pilé et séché) ou diverses mixtures d'herbes séchées (fakou, koy-

ri, etc.). Parmi les condiments, il faut aussi considérer le copto (108 cas), dont nous avons déjà parlé auparavant. A noter, en outre, que l'oseille représente l'aliment de base pour préparer le soumbala.

Sur la base du sondage complémentaire (concernant 32 ménages), on relève que certains plats semblent avoir une valeur particulière. Par exemple, la viande (surtout de mouton, de poulet et de pintade), le couscous, la pâte alimentaire, le dambou ou le riz à la sauce avec la viande sont considérés des mets à préparer pour les jours de fête (soit religieuses, telles que la Tabaski ou le Ramadan, soit familiales, telles que des anniversaires ou des baptêmes) ou à destiner à des membres spécifiques du ménage (enfants, bébés, vieux, chef de ménage).

Des renseignements complémentaires concernant la valeur sociale de certains aliments nous parviennent d'une étude de la FAO de 1987, qui contient une liste des aliments interdits pour des raisons religieuses ou culturelles.

Au dehors des interdictions liées à l'Islam (viande de porc et alcool), qui ont un caractère permanent et universel, on a des interdictions qui touchent seulement certaines catégories, telles que les femmes enceintes (oeufs, viande de chameau, abats, aliments trop salés, trop épicés ou trop sucrés, viande et lait de chèvre), les femmes qui ont eu un bébé depuis peu de temps (beurre, couscous, manioc, oeufs, moelle de mouton), les enfants (sel et kola) et les jeunes filles (plats reçus en cadeau, mets trop sucrés, viande). Naturellement, chaque interdiction est liée à une croyance qui la justifie. Par exemple, la défense, pour les femmes enceintes, de manger des aliments trop salés se réfère à l'idée selon laquelle ces aliments rendent nerveux le bébé ou l'interdiction des plats trop sucrés pour les jeunes filles est justifiée par la croyance qu'ils entraînent des règles douloureuses.

1.1.3. L'organisation des repas

Seulement dans une minorité de cas (8%) les membres du ménage ont l'habitude de prendre les repas tous ensemble. Les schémas les plus répandus sont celui qui prévoit une division en deux groupes (un groupe composé par les hommes et les garçons et l'autre par les femmes, les filles et les petits enfants), indiqué par 35% des ménages, et celui qui prévoit une division en trois groupes (le groupe des hommes, le groupe des garçons et le groupe des femmes, des filles et des petits enfants), enregistré aussi dans 35% des ménages.

Il faut souligner la forte présence d'autres types de schémas (21% des ménages).

En utilisant les données du sondage complémentaire mené sur 32 ménages, on relève que, dans la plupart des cas, c'est la femme du chef du ménage qui est chargée de servir à table et qui est aussi la personne qui prépare, le plus souvent, le repas. Dans le cas où la personne qui prépare le repas change presque chaque jour (il s'agit d'une situation très répandue dans les ménages nombreux), celui qui prépare sert aussi à table. Plus rarement, le service est confié aux enfants ou aux filles du chef du ménage. C'est le chef du ménage qui décide, normalement, le menu du jour, mais, quelquefois, c'est sa femme.

1.2. La préparation des repas

1.2.1. L'organisation de la cuisine

Nous n'avons pas à notre disposition des données quantitatives relatives à l'organisation physique de la cuisine. Malgré tout, sur la base des observations directes effectuées lors de l'enquête, on peut faire une brève description de cette organisation.

Normalement, la cuisine est en dehors de la maison, dans un emplacement abrité par des murs en banco ou par une palissade en tige de mil et en bois. La plupart des ménages

(71%) ne dispose que d'un foyer traditionnel (à trois pierres) ou de type malgache (un cylindre en fer avec l'alimentation de bois dans la partie inférieure et le réchaud placé au-dessus). Le foyer amélioré commence à se répandre (on signale sa présence dans 23% des ménages), alors que seulement 2% des familles possède une cuisine à gaz ou électrique. Chaque maison de la concession dispose d'un foyer, avec, habituellement, deux réchauds, utilisés, l'un pour la préparation du met principal (riz, mil, etc.) et l'autre pour la cuisson du condiment (sauce, viande, etc.). La dotation des outils pour la cuisine est très limitée: deux marmites; une série de tasses pour la conservation des aliments; des assiettes; des louches; des Calebasses; le mortier.

1.2.2. Les temps de préparation des repas

Le sondage complémentaire montre que, moyennement, la préparation du repas du matin nécessiterait 24 minutes, pour celui du midi il en faudrait 116 et pour celui du soir 121. Ceci signifie que, chaque jour, plus de 4 heures et demie seraient utilisées pour préparer les mets à consommer, y compris le temps nécessaire pour la récolte du bois et, surtout, pour décortiquer et piler les grains (ce dernier travail est très long et très fatigant).

1.2.3. Les personnes chargées de la préparation des repas

La préparation des repas est assurée, dans 67% des cas, par la (ou par une des) femme(s) du chef de ménage et, dans 24% de cas, par un autre membre du ménage (la plupart du temps une fille du chef du ménage). Si la femme est absente ou malade, elle est remplacée par une autre femme (dans le cas de ménages polygamiques) ou par une de ses filles.

1.3. Les modalités d'approvisionnement des aliments

1.3.1. Les provisions alimentaires et l'achat quotidien

L'habitude de faire, de temps à autre, des provisions est plutôt répandue. Les aliments qui sont, le plus souvent, stockés sont le mil en grain (506 cas) et le riz en grain décortiqué (431 cas). On trouve aussi des provisions de maïs en grain (215 cas), de sel (142 cas), de soumbala (100 cas), de sorgho en grain (92 cas), d'huile (76 cas), de piment (74 cas), de riz en grain non décortiqué (70 cas), d'oignons secs (51 cas) et de gombo (43 cas).

La durée de ces provisions varie selon le produit. Dans le tableau qui suit on a reporté la durée moyenne de la provision par produit stocké (c'est à dire la durée moyenne de stockage, quand celui-ci a lieu).

Tab. 2. Durée moyenne des provisions par produit (en jours)

Produit	Durée moyenne
- Mil en grains	35
- Maïs en grains	42
- Riz en grains non décortiqué	19
- Riz en grains décortiqué	32
- Sorgho en grains	21
- Farine de manioc	48
- Haricots, niébé	10
- Huile	19
- Oignons	15
- Concentré de tomate	24
- Ail	13
- Soumbala	10
- Gombo	8
- Piment	14
- Oignon sec	11

Le manque d'argent, et surtout l'impossibilité d'avoir un montant moyen journalier assuré, empêche une grande partie des ménages de faire des provisions, qui impliquent des investissements relativement élevés. C'est pourquoi l'achat quotidien représente, pour ces ménages, la seule forme possible d'acquisition des denrées. On considère ici, donc, seulement les ménages qui n'ont pas l'habitude de faire des provisions pour une période supérieure à une semaine.

Le riz en grain est acheté régulièrement presque tous les jours par 211 ménages et l'huile par 210. Les autres aliments qui sont achetés habituellement chaque jour sont la viande de boeuf (163 cas), le mil en grains (139 cas), le piment (138 cas), le sel (120), la courge (118 cas), le concentré de tomate (114 cas), le soubala (105 cas) et l'oignon (105 cas).

Les acquisitions hebdomadaires sont, au contraire, très rares. En effet, seulement 69 interviewés ont déclaré d'avoir l'habitude d'acheter chaque semaine des haricots ou du niébé, c'est à dire les produits qui sont le plus souvent achetés selon une échéance hebdomadaire. Suivent les pâtes alimentaires (62 cas), la pâte d'arachide (61 cas) le sel (58 cas), l'igname (50), la viande de boeuf (38 cas), le mil en grains (33 cas), la viande de mouton (31 cas), le riz en grains décortiqué (29 cas), le copto (23 cas), le maïs en grains (23 cas) et, enfin, les beignets (22 cas).

Il y a, en outre, des aliments qui sont acquis exceptionnellement et sans régularité. Parmi ceux-ci, on peut signaler l'igname (53 cas), les pâtes alimentaires (23 cas), la salade (23 cas), la viande de mouton (20 cas), le poisson frais (16 cas) et les beignets (10 cas).

1.3.2. L'autoproduction

En ligne générale, l'autoproduction n'est pas très fréquente, si ce n'est que pour certains produits, et, notamment, le mil en épi (20,1% des ménages), le niébé (16,3%) et

le gombo (10,9%).

1.3.3. Les personnes chargées des provisions et de l'achat quotidien

En ce qui concerne la division des rôles dans le domaine de l'approvisionnement alimentaire, le chef de ménage semble avoir, en ligne générale, une position prédominante.

Dans les tableaux qui suivent on a reporté les données relatives aux personnes qui s'occupent des provisions (céréales-tubercules et autres denrées) et à celles qui se chargent des achats quotidiens.

Tab. 3. Personnes chargées des provisions

	Provisions de céréales et de tuber- cules	%(*)	Provisions des autres aliments	%(**)
1. Le chef du ménage	495	83	248	61,3
2. Le chef de ménage et la (une des) femme(s)	29	8,1	33	8,1
3. Le chef de mé- nage, la (une des) femme(s) et le domestique	-	-	8	1,9

(suite)

4. Le chef de ménage et une autre personne	7	1,1	5	1,2
5. La (une des) femme(s) du chef de ménage	25	4,1	54	13,3
6. Autre	40	6,7	56	13,8

(*) Sur la base de 596 réponses données

(**) Sur la base de 404 réponses données

Tab. 4. Personnes chargées des achats quotidiens

	Provisions de céréales et de tubercules	%(*)	Provisions des autres aliments	%(**)
1. Le chef du ménage	252	37,3	227	30,3
2. Le chef de ménage et la (une des) femme(s)	68	10	81	10,8

(suite)

3. Le chef de ménage, la (une des) femme(s) et le domestique	13	1,9	15	2
4. Le chef de ménage et une autre personne	6	0,8	7	0,9
5. La (une des) femme(s) du chef de ménage	25	33,7	266	35,6
6. Autre	108	16	151	20,2

(*) Sur la base de 675 réponses données

(**) Sur la base de 747 réponses données

A partir de ces données, on peut remarquer que le chef de ménage a un contrôle direct très fort sur les provisions de céréales (83% est un pourcentage qui ne laisse aucun doute à ce sujet). Ce contrôle est certainement plus faible pour les provisions d'autres aliments (61,3%), avec une augmentation du nombre des femmes (13,3%) et des autres membres du ménage (13,8%).

L'acquisition journalière des denrées alimentaires est partagée, en parties égales, par le chef de ménage (37,3% pour les céréales et 30,3% pour les autres produits) et sa femme (33,7% pour les céréales et 35,6% pour les autres produits), qui, dans 10% de cas environ, organisent ensemble l'achat quotidien.

1.4. Les préférences en matière d'alimentation

Le cadre que nous sommes en train de tracer ne peut pas ne pas comprendre la sphère des préférences et des désirs déclarés en matière d'alimentation. Ceci nous permet d'avoir des renseignements ultérieurs sur la valeur attribuée par les interviewés aux différents aliments.

1.4.1. Les préférences alimentaires

Le tableau qui suit montre les produits qui ont été indiqués par les interviewés comme les plus consommés et les motivations déclarées à la base de ces préférences.

Tab. 5. Les produits alimentaires les plus consommés (première citation) et les motivations de la préférence.

Motivations(*)	1	2	3	4	5	6	7	8	9	TOT.	TOT.
Produits											
- Mil	15	6	160	131	7	14	41	30	6	410	53,3
- Sorgho	-	-	2	1	-	1	1	-	-	5	0,6
- Mais	4	1	20	7	2	1	2	2	3	40	5,3
- Riz	25	34	100	63	27	46	6	6	1	308	40,0
- Pâtes	2	-	-	-	1	-	1	1	-	5	0,6
- Autre	-	-	1	-	-	-	-	-	-	1	0,1
TOTAL	46	41	283	202	37	62	51	40	7	769	100,0

- (*) 1. Goût
 2. Prix
 3. Habitude
 4. Disponibilité
 5. Facilité d'achat
 6. Facilité d'utilisation
 7. Qualités nutritionnelles
 8. C'est nourrissant (sensation de satiété)
 9. Autres motivations

Le tableau 5 montre très clairement la prédominance de la consommation du mil et du riz (410 réponses pour le premier et 308 pour le deuxième, soit 93% au total).

Les motivations qui sont à la base de ces préférences sont diversifiées. Pour le mil, 39% des réponses se fondent sur l'habitude, 31% sur la disponibilité et 10% sur la qualité du produit, alors que, pour le riz, on a 32% de motivations liées à l'habitude, 20,4% à la disponibilité, 14,9% à la facilité d'utilisation et 8,1% au goût.

Aux interviewés on a demandé aussi de citer un deuxième aliment en ordre d'importance. Les résultats sont reportés dans le tableau 6.

Tab. 6. Produits alimentaires les plus consommés (deuxième citation) et motivations de la préférence.

Motivations(*)	1	2	3	4	5	6	7	8	9	TOT.	TOT. %
Produits											
- Mil	6	4	138	20	6	8	12	6	3	203	27,0
- Sorgho	3	2	25	42	-	4	5	10	1	92	12,2
- Mais	9	5	42	17	3	5	7	18	3	109	14,5
- Riz	11	15	93	104	15	57	6	16	6	323	42,8
- Pâtes	6	-	-	2	-	1	3	-	1	13	1,7
- Autre	3	-	1	-	1	1	-	8	-	14	1,8
TOTAL	38	26	299	185	25	76	33	58	14	754	100,0

- (*) 1. Goût
 2. Prix
 3. Habitude
 4. Disponibilité
 5. Facilité d'achat
 6. Facilité d'utilisation
 7. Qualités nutritionnelles
 8. C'est nourrissant (sensation de satiété)
 9. Autres motivations

On peut remarquer que la plupart des personnes qui avaient cité le mil, en premier, ont indiqué, à la deuxième place, le riz (323 sur 410 réponses) et, viceversa, la majorité des interviewés qui avait cité le riz, à indiqué, à la suite, le mil (203 sur 308 réponses). Ensuite, on a le maïs (109 citations) et le sorgho (92 citations).

En ce qui concerne les motivations citées, on peut noter que, en général, l'habitude et la disponibilité représentent, globalement, plus de 64% de réponses (39,6% la première et 24,5% la deuxième). On remarque encore 10% de réponses motivées par la facilité d'utilisation du produit et 7,6% par la sensation de satiété donnée par l'aliment.

En examinant les motivations, produit par produit, on remarque des différences. Par exemple, 67,9% des personnes qui ont cité le mil en deuxième lieu a exprimé la motivation de l'habitude (et seulement 9,8% la disponibilité), alors que, parmi ceux qui ont indiqué le maïs en deuxième lieu, seulement le 27,1% cite la motivation de l'habitude, 16,5% celle de la sensation de satiété et 15,5% celle de la disponibilité de la denrée. Pour le riz, on a 32,1% de motivations qui se réfèrent à la disponibilité, 28,7% à l'habitude et 17,6% à la facilité d'utilisation et, pour le sorgho, 45,6% la disponibilité et 27,1% l'habitude.

1.4.2. Les expectatives et les désirs en matière d'alimentation

Deux questions posées aux chefs de ménages ou à leurs femmes concernaient les désirs d'augmentation de consommations de certains produits et les motivations à la base de ces désirs. Les résultats de la saisie des réponses données à ces questions sont reportés dans le tableau 7.

Tab. 7. Désir d'augmentation dans la consommations et motivations relatives (Dix premier produits les plus cités)

Motivations (*)	1	2	3	4	5	6	7	TOTAL	TOT. %
Produits									
- Riz en grain décortiqué	83	45	101	10	2	36	3	280	36,3
- Mil en grains	51	72	123	2	12	12	7	279	36,2
- Mais en grains	31	26	88	-	-	4	2	151	19,6
- Igname	90	40	5	1	2	3	-	141	18,3
- Haricots et niébé	56	74	8	-	2	1	-	141	18,3
- Sorgho en grains	16	28	17	1	-	6	2	70	9,1
- Boeuf	37	19	4	-	-	-	-	60	7,8
- Poisson frais	48	10	-	-	-	-	-	58	7,5
- Pomme de terre	26	7	13	1	-	1	-	48	6,2
- Mouton	26	7	1	1	-	-	-	35	4,5
TOTAL	464	328	360	16	18	63	14	1162	

* 1. Goût

2. Motif nutritionnel

3. Nécessité de nourriture
plus abondante

4. Facilité d'achat

5. Facilité de stockage

6. Facilité de préparation

7. N.S.P.

Il est presque inutile de dire que les désirs d'augmentation se concentrent essentiellement sur le riz et sur le mil. Le manque de viande n'est pas trop souligné par les interviewés. En effet, parmi les premières denrées citées, on a seulement deux aliments de viande à la septième (boeuf) et à la dixième place (mouton).

Les motivations des désirs d'augmentation déclarés sont principalement de trois types: le goût (464 cas), la nécessité d'une nourriture plus abondante (360 cas) et la conviction que l'aliment représente une nourriture saine qui est utile à la santé.

L'ordre de choix de ces trois types de motivations change selon les produits. Par exemple, le riz est désiré surtout parce qu'il est considéré un aliment sain et pour son goût; le mil et le maïs en grains parce qu'ils sont sains; l'igname, les pommes de terre, le poisson frais, le mouton et le boeuf surtout pour leur goût (il s'agit évidemment des aliments à consommer en occasion de fêtes).

1.4.3. Les désirs frustrés

Un des thèmes que l'enquête a touché est celui des difficultés des ménages à satisfaire le désir d'augmentation de certains produits alimentaires.

Tab. 8. Motifs qui empêchent une augmentation de la consommation et produits concernés

Motivations (*)	1	2	3	4	TOTAL	TOT. %
Produits						
- Riz en grains décortiqué	205	34	11	30	280	36,3
- Mil en grains	186	49	10	25	270	35,0
- Pâtes aliment.	194	9	6	2	211	27,5
- Mais en grains	118	15	13	5	143	18,6
- Haricots et niébé	100	34	4	5	143	18,6
- Igname	119	12	9	1	141	18,3
- Sorgho en grains	30	28	4	8	70	9,1
- Boeuf	57	-	1	2	60	7,8
- Poisson frais	54	3	1	-	58	7,5
- Pomme de terre	31	14	1	2	48	6,2
TOTAL	1086	198	60	80	1424	

- (*) 1. Prix trop élevé
 2. Non disponibilité sur le marché local ou de la zone
 3. Théorie nutritionnelle
 4. N.S.P.

Le prix trop élevé est le motif le plus largement déclaré par les interviewés (cinq fois de plus que le manque de disponibilité de la denrée sur le marché local).

Si, encore une fois, le mil et le riz sont les produits les plus cités, il est intéressant de remarquer aussi que les pâtes alimentaires sont à la troisième place dans l'ordre de citations. Cette donnée est significative si on considère que cet aliment semble avoir un caractère particulier, étant plus lié à la festivité qu'à la vie quotidienne.

1.5. Description synthétique de la conduite alimentaire

Avant de passer à l'analyse d'une façon plus approfondie des relations entre les résultats que nous venons de présenter et les données de base des ménages, il nous semble nécessaire d'essayer de fournir une description synthétique de la conduite alimentaire, en résumant les points exposés jusqu'ici.

- a. En ce qui concerne **la structure des repas**, on relève une nette prédominance d'un schéma qui prévoit trois repas par jour, avec les repas du midi et du soir qui sont considérés les plus importants. Le ménage mange partagé en deux (hommes et garçons/femmes, filles et petits enfants) ou en trois groupes (hommes/garçons/femmes, filles et petits enfants).
- b. En considérant **les rôles relatifs à l'alimentation**, on remarque une division claire de tâches. La femme est chargée de la préparation des repas, de servir à table et, en collaboration avec son mari, des acquisitions alimentaires quotidiennes, surtout pour les produits non céréaliers; le chef du ménage décide du menu journalier, s'occupe des provisions alimentaires (avec un contrôle presque total sur les céréales) et, avec sa femme (ou une des ses femmes), organise les achats du jour. Parmi les autres membres du ménage, seulement les filles sont chargées de quelques tâches (préparation des repas dans certains ménages à la place de leur mère).
- c. Du point de vue **des temps dédiés à l'alimentation**, la consommation des repas exige, en moyenne, deux heures environ (dont seulement 26 minutes pour le repas du matin, 49 minutes pour le repas du midi et 53 minutes pour le repas du soir), alors que, pour leur préparation, les femmes utilisent, en moyenne, plus que quatre heures et demi (dont 24 minutes pour le repas du matin, 116 pour celui du midi et 121 pour celui du soir). On ne se trompe donc pas en affirmant que la femme est soumise à un surmenage très lourd, avec presque la moitié de sa journée (préparation, acquisition des denrées, service table et

consommation), qui tourne autour de l'alimentation.

- d. **Les aliments consommés** peuvent être partagés en trois groupes. Un premier groupe est composé par les aliments considérés indispensables. Dans ce groupe on a, surtout, le mil, le riz et, avec une importance mineure, le maïs. Ce groupe comprend aussi une série de condiments (tomate, sel, piment et, peut être, soumbala). Le deuxième groupe est composé par les garnitures, c'est-à-dire par les aliments qui ne sont pas nécessaires, mais qui sont répandus. On peut considérer dans ce groupe, par exemple, des légumes, des légumineuses et une série de condiments (le cop-to, le gombo, le yagi, l'ail, l'oignon, le koyri, etc.). Le dernier groupe est formé par les aliments de luxe ou considérés "spéciaux", pour une raison particulière (par exemple, parce qu'ils sont consommés dans certaines occasions ou par des membres spécifiques du ménage, tels que les bébés, les enfants, les femmes enceintes ou les vieux). Ce groupe comprend la viande en général (surtout le boeuf, le poulet, la pintade et le mouton), le poisson frais, l'igname, les pommes de terre, la salade ou, encore, des plats particuliers tels que le couscous, les pâtes alimentaires et, en partie, la bouillie. A la limite, on pourrait aussi ajouter un quatrième groupe composé par les aliments soumis à des interdictions (beurre, manioc, encore le couscous, et ainsi de suite).
- e. **Les préférences et les désirs en matière d'alimentation** ont tendance à se concentrer encore une fois sur le riz, sur le mil et sur le maïs. En outre, l'igname, les haricots et le niébé sont aussi des aliments dont de nombreux interviewés ont déclaré avoir un désir particulier. Les motivations avancées comme justification des préférences sont surtout liées à l'habitude et à la disponibilité du produit, alors que celles relatives aux désirs exprimés sont surtout le goût, l'exigence d'une nourriture plus abondante et l'idée que le produit a des effets positifs sur la santé.

2. La diversification des modèles de conduite alimentaire

Le cadre que nous avons brièvement tracé ne reflète pas, évidemment, les différenciations de conduite entre les divers groupes sociaux et ethniques qui composent la population cible de l'enquête (les habitants de Niamey - anciens et nouveaux urbains - de Sarakoira, de Dessa et de Them). Pour une meilleure compréhension des dynamiques sociales propres de l'alimentation, il est nécessaire d'approfondir l'analyse afin d'essayer d'identifier, à l'intérieur d'un modèle général, des formes diversifiées de conduite alimentaire.

Il faut souligner, par ailleurs, qu'une analyse de ce genre n'est pas facile à réaliser sur la base des données à disposition, à cause des finalités et de la structure même de l'enquête. En effet, l'enquête était essentiellement finalisée à la quantification de la consommation alimentaire et à l'interprétation de ses relations avec les mouvements migratoires et les caractéristiques socio-démographiques des ménages. Dans cette perspective, l'étude de la conduite alimentaire n'a eu qu'un rôle marginal.

Tous ceci pour dire que, finalement, nous ne pouvons espérer reconstruire, avec les informations recueillies, une situation culturelle et sociale complexe qui est soumise à une série très large de variables.

Toutefois, les relations entre certaines données peuvent nous permettre d'obtenir, au moins, des indications très générales sur la diversification de la conduite alimentaire entre des groupes sociaux. Il est souhaitable que des études plus spécialisées à ce sujet puissent être réalisées dans un futur proche.

En particulier, on prendra en considération deux variables de base, à savoir le statut migratoire du ménage (ancien urbain/nouveau urbain/villageois) et l'activité de travail du chef du ménage.

2.1. Diversifications au niveau de la structure des repas

2.1.1. Le schéma des repas journaliers

En ce qui concerne le schéma des repas, on peut remarquer des différences entre les anciens urbains, les nouveaux urbains et les ménages villageois, du point de vue de l'importance donnée au repas du matin, à celui du midi et à celui du soir.

Tab. 9. Distribution des ménages selon la primauté accordée aux repas du matin, du midi et du soir selon le statut migratoire.

Repas	AU %	NU %	VIL %	TOTAL %
Matin	1,8	1,6	38,5	10,0
Midi	51,5	37,8	42,0	48,0
Soir	46,7	60,6	19,5	42,0
	-----	-----	-----	-----
	100,0	100,0	100,0	100,0

AU - Anciens urbains NU - Nouveaux urbains
VIL - Ménages villageois

En effet, les ménages de "nouveaux" et d'"anciens" urbains organisent la journée autour des repas du soir et du midi (les nouveaux urbains surtout autour du celui du soir), alors que la journée des ménages villageois repose surtout sur les repas du matin et du midi.

2.1.2. Les mets

En examinant les données relatives aux plats consommés, nous avons aussi la possibilité de noter des différences significatives entre les ménages urbains d'ancienne immigration, ceux de nouvelle immigration et, enfin, ceux des villages.

Lors du repas du matin, les anciens urbains consomment surtout les restes du repas du soir (41,2% des citations), la bouillie, les beignets et les galettes (34,9%) ou un petit déjeuner avec café, thé, lait et pain (16,6%). Chez les ménages de récente immigration le cadre est semblable, avec une présence plus élevée de la boule (9,6% contre 3,6% dans les ménages d'anciens urbains) et une forte diminution de la diffusion du petit déjeuner de style européen (4,7%). Le cadre, au contraire, change beaucoup chez les ménages villageois. La diffusion de l'habitude de manger le reste du repas du soir est ici encore plus marquée (52,7%), alors que le recours à la bouillie, aux beignets et aux galettes est très limité (seulement 3,1% des ménages contre 33,9% des NU et 34,9% des AU). Par contre, la présence de la boule augmente fortement (40,9%) et, en même temps, on a une égale diminution de la diffusion du repas basé sur le café, le lait, le thé et le pain.

Le tableau qui suit montre l'ensemble des données relatives au repas du matin.

Tab. 10. Mets consommés pendant le repas du matin ventilés par statut migratoire des ménages (citations en pourcentage)

	AU %	NU %	VIL %
- Café, thé, lait, pain	16,6	4,7	2,2
- Bouillie, beignets, ga- lettes	34,9	33,9	3,1
- Restes du repas du soir	41,2	44,1	52,7
- Boule	3,6	9,6	40,9
- Autre	3,7	7,7	1,1
	-----	-----	-----
	100,0	100,0	100,0

En ce qui concerne le repas du midi (voir le tableau 11), en effet, on peut remarquer, chez les ménages d'ancienne immigration, une préférence vers le riz à la sauce (38,6%) qui devient plus faible chez les ménages de récente immigration (31,6%), pour presque disparaître dans les ménages villageois (seulement 12,0%). La même chose se passe pour le riz au gras: 16,4% pour les ménages AU, 8,2% pour les ménages NU et 2,6% pour les ménages VIL. La boule est aussi très répandue auprès des ménages AU, mais elle l'est encore plus dans les ménages NU (43,9%) et aux villages (36,5%). Les pâtes alimentaires sont peu diffusées dans les ménages AU, mais sont presque absentes dans les ménages NU et VIL. Au contraire, le touwo est répandu seulement dans les villages (13,0%) et est peu consommé en ville (5,1% dans les ménages AU et 4,1% dans ceux NU).

Tab. 11. Mets consommés à midi ventilés par statut migratoire des ménages (citations en pourcentage)

	AU %	NU %	VIL %
- Riz au gras	16,4	8,2	3,6
- Riz à la sauce	38,6	31,6	16,4
- Touwo	5,1	4,1	18,2
- Pâtes alimentaires, pain	6,7	1,1	1,4
- Niébé	5,1	2,9	8,6
- Boule	19,8	43,9	49,7
- Autre	8,3	8,2	2,1
	-----	-----	-----
	100,0	100,0	100,0

En prenant en considération, finalement, le repas du soir, nous pouvons voir que le touwo est le plat le plus consommé, suivi par le riz à la sauce. Il n'y a pas de grandes différences de conduite parmi les trois groupes considérés relativement à ces deux mets. Il y en a, par contre, pour le niébé et la boule, qui sont répandus dans les villages, mais pas en ville, et pour le riz au gras, plus consommé à Niamey et très peu présent dans les villages. Le tableau qui suit nous donne un cadre synoptique des données concernant les mets consommés lors du repas du soir.

Tab. 12. Mets consommés dans le soir ventilés par statut migratoire des ménages (en pourcentage).

	AU %	NU %	VIL %
- Riz au gras	6,2	6,0	2,9
- Riz à la sauce	30,9	33,8	23,2
- Touwo	49,5	51,9	46,3
- Pâtes alimentaires, pain	3,9	1,6	0,9
- Niébé	2,2	2,8	12,0
- Boule	2,8	1,6	11,8
- Autre	4,5	2,3	2,9
	-----	-----	-----
	100,0	100,0	100,0

En conclusion, on peut remarquer l'existence de trois modèles assez diversifiés.

Le premier, celui des anciens urbains, est ainsi organisé:

- repas du matin: prédominance de la bouillie, avec beignets et galettes et large diffusion du petit déjeuner de type européen; forte utilisation des restes du repas du soir;
- repas du midi: nette prédominance du riz à la sauce et large diffusion de la boule et du riz au gras;
- repas du soir: prédominance du riz à la sauce et du touwo.

Le deuxième modèle, celui des ménages de récente immigration, est ainsi organisé:

- repas du matin: forte prédominance de la bouillie, avec des beignets et des galettes; diffusion sensible de la boule; forte utilisation des restes du repas du soir;
- repas du midi: prédominance de la boule et du riz à la sauce;
- repas du soir: prédominance du touwo et du riz à la sauce.

Enfin, dans le villages, on peut identifier un troisième modèle:

- repas du matin: nette prédominance de la boule; recours important aux restes du repas du soir;
- repas du midi: prédominance de la boule et forte diffusion du touwo et du riz à la sauce;
- repas du soir: prédominance du touwo et du riz à la sauce, avec une forte diffusion du niébé et de la boule.

Il est facile de noter que le deuxième est un modèle "de transition", comme on peut constater à partir des données du tableau 13.

Tab. 13. Synoptique concernant l'utilisation des certains produits ventilés par statut migratoire des ménages (4 = met prédominant - > de 20%; 3 = met diffusé < 20% et > de 10%; 2 = met peu consommé - < de 10% et > de 5%; 1 = met absent ou presque absent - < de 5%).

	AU	NU	VIL
Repas du matin			
- Café, thé, lait, pain	3	1	1
- Bouillie	4	4	1
- Reste du repas du soir	4	4	4
- Boule	1	2	4
Repas du midi			
- Riz au gras	3	2	1
- Riz à la sauce	4	4	3
- Touwo	2	1	3
- Pâtes alimentaires	2	1	1
- Niébé	2	1	2
- Boule	3	4	4
Repas du soir			
- Riz au gras	2	2	1
- Riz à la sauce	4	4	4
- Touwo	4	4	4
- Pâtes alimentaires	1	1	1
- Niébé	1	1	3
- Boule	1	1	3

On peut voir que le deuxième modèle partage avec le premier certains traits (l'utilisation de la bouillie dans le repas du matin, la consommation du riz à la sauce à midi ou le schéma du repas du soir tout entier) et d'autres traits avec le troisième (l'absence du petit déjeuner de type européen ou la diffusion de la boule, au matin et, surtout, à midi).

Il faut ajouter que l'écart moyen entre les données de la colonne AU et celles de la colonne VIL est de $\pm 19,4\%$ pour le repas du matin, de $\pm 11,1\%$ pour le repas du midi et $\pm 5,3\%$ pour le repas du soir, tandis que l'écart entre les données de la colonne AU et celles de la colonne NU est de 5% pour le repas du matin, $6,8\%$ pour celui du midi et $1,6\%$ pour celui du soir.

On peut tirer, alors, deux conclusions ultérieures:

- a. les différences entre les modèles AU et VIL sont plus marquées en ce qui concerne les repas du matin du midi, alors que les différences relatives au repas du soir sont peu importantes;
- b. le modèle des ménages de récente immigration semble être plus semblable à celui des villages pour le repas du midi et plus semblable à celui des anciens urbains pour les repas du matin et du soir.

Une autre source d'informations est représentée par la liste des menus recueillie lors du premier passage de l'enquête et élaborée par Raffaella D'Emilio.

L'élaboration concerne seulement les plats consommés à Niamey. On peut donc analyser les différences entre les ménages AU et NU.

Tab. 14. Liste des mets les plus consommés ventilés par ménages AU et ménages NU (en pourcentage)

Produits	AU	NU
	%	%
- Riz à la sauce	31,1	25,6
- Boule	10,9	26,4
- Touwo (sans spécif.)	8,2	7,5
- Touwo de maïs	7,9	7,4
- Riz au gras	6,3	6,4
- Bouillie	6,5	1,3
- Beignets	4,8	5,6
- Pain	4,6	1,6
- Touwo de riz	3,9	4,2
- Sala/masa/galette	4,0	2,0
- Riz au niébé	3,5	4,2
- Touwo de mil	2,2	3,7
- Copto	2,5	0,7
- Gari, farine de manioc	1,8	3,4
- Macca, pâtes aliment.	1,8	-
	-----	-----
	100,0	100,0

On retrouve ici les principales différences que nous avons déjà remarquées: la consommation de la boule est très élevée auprès des ménages de récente immigration (plus du double par rapport à celle des ménages AU); la bouillie est consommée par les ménages d'ancienne urbanisation, mais presque absente auprès des immigrants récents. Il y a d'autres différences, mais moins marquées, concernant le pain, les galettes, le copto et les pâtes alimentaires, aliments plus consommés par les ménages AU, et la farine de manioc, plus répandue chez les ménages NU.

En ce qui concerne les recours aux condiments, on peut

d'abord relever que la diffusion de ceux-ci est plus forte en ville que dans les villages. En effet, chaque ménage AU a cité, en moyenne, presque 5 types de condiment, chaque ménage NU plus de 5 types et chaque ménage villageois 3 types à peu près.

La situation, produit par produit, est montrée dans le tableau 15.

Tab. 15. Diffusion de certains condiments ventilée par statut migratoire des ménages

Produits	AU %	NU %	VIL %
- Ail	4,3	2,9	1,5
- Poivron	2,5	2,2	1,5
- Oseille	7,8	3,9	0,7
- Sel	15,7	18,1	27,4
- Tomate séché	2,5	1,4	0,7
- Soumbala	12,3	13,2	15,9
- Gombo	10,5	9,7	4,2
- Yagi	10,0	6,9	1,6
- Piment	13,7	14,5	8,7
- Oignons secs	3,8	8,3	10,7
- Autres	16,8	18,9	27,1
	100,0	100,0	100,0

Sur la base de ces données, il est possible d'isoler quelques tendances intéressantes.

Premièrement, encore une fois le modèle propre des ménages NU semble se montrer comme un modèle intermédiaire entre celui des ménages AU et celui des ménages VIL. Presque

régulièrement, en effet, ses pourcentages se placent entre ceux de la colonne AU et ceux de la colonne VIL. Les cas les plus significatifs sont certainement ceux de l'oseille (AU = 7,8%; NU = 3,9%; VIL = 0,7%), du gombo (10,6%; 9,7%; 4,2%), du yagi (10,0%; 6,9%; 1,6%), des oignons secs (3,8%; 8,3%; 10,7%) et des autres types de condiments (16,8%; 18,9%; 27,1%).

En deuxième lieu, on peut relever que, au total, l'écart moyen entre les pourcentages des ménages AU et ceux des ménages VIL est de $\pm 6,1\%$ (avec un maximum de 11,7% pour le sel et un minimum de 1,0 pour la tomate séchée), alors que l'écart entre les pourcentages des ménages AU et ceux des ménages NU est de 1,8% (max. = 4,5% pour le piment; min. = 0,3% pour le poivron). Le modèle des nouveaux urbains semble donc être plus proche à celui des anciens urbains qu'à celui des villages.

2.1.3. L'organisation du repas

Dans le par. 1.3., nous avons vu que les schémas d'organisation du repas les plus répandus sont la division en deux groupes (hommes et garçons/femmes, filles et petits enfants) et la division en trois groupes (hommes/garçons/femmes, filles et petits enfants), avec une forte présence aussi d'autres types d'organisation.

Nous pouvons, maintenant, passer à examiner l'organisation des repas par rapport au statut migratoire des ménages, dont les données sont resumées dans le tableau 16, pour voir si la distribution est homogène ou si, au contraire, des tendances spécifiques sont présentes.

Tab. 16. L'organisation des repas ventilée par statut migratoire des ménages

	AU %	NU %	VIL %
- Tous ensemble	8,3	11,9	4,2
- Deux groupes: hommes et garçons/femmes, filles et petits en- fants	33,1	40,4	39,7
- Trois groupes: hom- mes/garçons/femmes, filles et petit en- fants	39,8	24,8	25,2
- Autres cas	18,8	22,9	30,9
	100,0	100,0	100,0

En ligne générale, on peut remarquer qu'il y a des différences particulièrement significatives entre les trois groupes considérés. En effet, l'écart moyen entre les données de la colonne AU et celles de la colonne VIL est de $\pm 9,3$, avec un maximum pour les pourcentages relatifs à la division en trois groupes (+14,6) et à l'existence d'autres types d'organisation (-12,1).

On peut faire, sur la base de ces informations, quelques considérations très rapides.

- a. L'habitude de prendre le repas tous ensemble est très peu répandue. Dans les villages elle est pratiquement absente et parmi les ménages d'ancienne urbanisation elle est diffusée dans une minorité de cas.

- b. La division en deux groupes est, en général, l'organisation adoptée par plus d'un tiers des ménages, surtout dans les villages et par les ménages NU où elle est aussi prédominante.
- c. La division en trois groupes est la formule la plus diffusée dans les ménages AU, mais elle a aussi une grande diffusion dans les deux autres catégories de ménages.
- d. Enfin, on peut remarquer que, dans les villages, il y a de nombreux ménages qui ont adopté des formes d'organisation de repas différentes.

On peut soupçonner que ces différences puissent être expliquées à partir d'un ensemble d'informations à caractère socio-culturel, dont, malheureusement, nous ne disposons pas, à cause du manque de recherches spécifiques à ce sujet.

Malgré tout, il est possible d'imaginer que:

- la présence, par ailleurs très faible, de l'habitude de manger tous ensemble est une trace d'un processus d'acculturation avec la culture européenne (et est naturellement pratiquée par les ménages européens interviewés);
- la forte diffusion de formules différentes de la division en deux ou en trois groupes est un signe de la permanence, surtout dans les villages, de structures familiales traditionnelles élargies;
- l'organisation des repas des ménages de récente immigration correspond à un modèle culturel de transition entre celle des anciens urbains et celle des ménages villageois et est plus semblable au deuxième qu'au premier (en effet, l'écart moyen des pourcentages entre les données de la colonne AU et celles de la colonne NU dans le tableau 16 est de 7,5%, alors que celle entre la colonne NU et la colonne VIL est de 4,5%).

2.2. Diversifications au niveau des modalités d'approvisionnement des aliments

2.2.1. Les provisions alimentaires et l'achat quotidien

Nous avons déjà eu l'occasion de remarquer que l'habitude de faire de temps à autre des provisions alimentaires est assez diffusée, au moins pour certains aliments, malgré la difficulté que de nombreux ménages paraissent avoir dans la collecte de l'argent nécessaire.

Pourtant, il faut signaler des différences très significatives de conduite parmi les groupes sociaux, comme il est montré dans le tableau qui suit, où sont reportés, pour les produits principaux, les pourcentages de ménages, partagés par statut migratoire, qui ont l'habitude de faire des provisions.

Tab. 17. Ménages qui ont l'habitude de faire des provisions, ventilés par produit concerné et status migratoire des ménages (valeurs en pourcentage)

	AU(*) %	NU(**) %	VIL(***) %
Produits			
- Mil en épi	0,4	0,0	5,5
- Mil en grains	65,7	29,9	93,7
- Mais en grains	39,5	7,9	2,8
- Riz en grains non décortiqué	0,3	0,0	46,9
- Riz en grains décortiqué	70,1	24,6	31,0

(suite)

- Sorgho en grains	3,9	0,9	49,0
- Farine de manioc	2,3	0,0	2,8
- Haricots, niébé	2,3	0,0	15,9
- Huiles	11,3	3,5	9,7
- Dignons	3,5	0,0	10,3
- Conc. de tomate	5,1	0,0	0,0
- Sel	7,6	1,7	69,7
- Soumbala	3,7	0,0	55,9
- Gombo	2,0	0,0	22,8
- Piment	5,1	0,0	33,1
- Dignons secs	1,4	0,0	30,3

(*) 511 ménages

(**) 114 ménages

(***) 145 ménages

Sur la base de ces données, on peut faire quelques remarques.

- a. Il est facile de constater que l'habitude de faire des provisions est beaucoup plus répandue dans les villages plutôt que dans la ville. Ce phénomène peut être expliqué, en partie, par le manque de marchés ouverts tous les jours (à Dessa et à Sarakoira) ou par l'absence d'un marché (à Them), qui oblige les ménages à faire des provisions, et par la présence, beaucoup plus importante que dans la ville, de formes d'autoproduction alimentaire (il faut considérer qu'on a considéré dans les villages comme "provision" seulement la partie du stock déjà prête pour la consommation).
- b. Les provisions sont, au contraire, très rares dans les ménages d'immigration récente, probablement pour le manque de moyens qui caractérise ce groupe social. En effet, si nous prenons en considération certains "indicateurs" de bien être, nous pouvons voir que, par exemple, seule-

ment 11 ménages "nouveaux urbains" vivent dans une maison en dur ou en semi-dur et que seulement un chef de ménage NU est cadre supérieur, ou employé de bureau ou ouvrier qualifié (à savoir les catégories qui peuvent être considérées les plus élevées, au moins parce que correspondant à un salaire plus au moins régulier).

- c. Au niveau villageois, nous pouvons constater la présence d'un nombre très élevé de ménages qui ont l'habitude de faire des provisions de mil en grains (93,8%), de sel (69,7%), de soubala (55,9%), de sorgho en grain (49%) et de riz en grains non décortiqué (46,9%). Un fait intéressant est l'habitude diffusée de faire des provisions de condiments (sel, gombo, soubala, piment, oignons sec et oignons), qu'on peut expliquer, en général, avec le manque de marchés quotidiens.
- d. Dans la ville, en considérant seulement les ménages "anciens urbains", les provisions concernent principalement le riz en grains décortiqué (70,1%), le mil en grains (65,7%) et le maïs en grains (39,5%). On peut souligner l'importance du riz dans la ville par rapport au mil, alors que dans les villages, l'habitude de faire des provisions concerne surtout le mil plutôt que le riz (93,8% contre 47%).
- e. En ce qui concerne les ménages de récente immigration, les provisions sont surtout relatives au mil en grain (29,8%) et au riz décortiqué (24,6%), selon un modèle qui paraît être plus proche de celui des ménages des villages qu'à celui des ménages d'anciens urbains.

2.2.2. L'autoproduction

L'incidence de l'autoproduction est très forte dans les ménages des villages, secondaire dans ceux de récente immigration et presque nulle chez les ménages d'anciens urbains.

Les pourcentages des ménages, ventilés par statut migra-

toire, qui pratiquent l'autoproduction alimentaire sont reportés dans le tableau qui suit.

Tab. 18. Ménages concernés par des activités d'autoproduction alimentaire ventilés par produit considéré et par statut migratoire

Produit	AU %	NU %	VIL %
- Mil en épi	3,1	6,1	91,0
- Mil en grains	6,5	6,1	8,3
- Riz en grains non décortiqué	0,1	0,0	28,3
- Sorgho en grains	0,1	6,1	42,8
- Sorgho en épi	0,0	2,6	37,9
- Haricots, niébé	3,7	8,8	66,9
- Oseille	0,4	0,9	9,0
- Soumbala	0,2	0,0	11,0
- Gombo	0,8	1,7	53,7

2.2.3. Les personnes chargées des provisions et de l'achat quotidien

L'analyse de la diversification par statut migratoire des données relatives à la division de rôle à l'intérieur des ménages en ce qui concerne les provisions et les achats quotidiens nous permet d'obtenir des informations importantes sur la conduite alimentaire dans la ville et dans les villages.

Dans les tableaux 19 et 20, les données sur les person-

nes chargées des provisions céréalières et non céréalières sont rassemblées.

Tab. 19. Personnes chargées des provisions des aliments céréalières ventilés par statut migratoire du ménage d'appartenance (en pourcentage)

	AU %	NU %	VIL %
- Chef du ménage	84,7	82,3	78,7
- Chef du ménage et femme(s)	4,1	2,4	7,6
- Chef du ménage, la (une des) femme(s) et le domestique	0,0	0,0	0,0
- Chef du ménage et une autre personne	1,2	0,0	1,3
- La (une des) femme(s)	5,1	4,9	1,3
- Autre	4,9	9,7	11,1
	100,0	100,0	100,0

Tab. 20. Personnes chargées des provisions des aliments non
céréaliers ventilés par statut migratoire du ménage
d'appartenance (en pourcentage)

	AU %	NU %	VIL %
- Chef du ménage	67,5	82,4	48,7
- Chef du ménage et femme(s)	5,8	0,0	13,2
- Chef du ménage, la (une des) femme(s) et le domestique	2,8	0,0	0,6
- Chef du ménage et une autre personne	1,2	0,0	1,3
- La (une des) fem- me(s)	15,3	11,8	10,5
- Autre	7,4	5,8	25,7
	100,0	100,0	100,0

Sur la base de ces pourcentages, il est possible de faire quelques considérations.

- a. Il faut d'abord noter l'importance du chef du ménage dans la provision alimentaire, importance qui est très claire surtout pour l'achat des céréales.
- b. Toutefois, il faut remarquer aussi des différences entre les ménages AU, ceux NU et ceux VIL. En effet, parmi les chefs des ménages VIL, seulement 48,7% sont chargés de faire les provisions non céréalières, contre 82,4% des chefs des ménages NU et 67,5% des chefs de ceux AU. Dans

les ménages VIL on relève, en même temps, une présence particulière des autres membres des ménages (27,5%), très forte si on pense que, dans les ménages urbains la réponse "autres" représente seulement 7,4% chez les ménages AU et 5,8% des NU. Une interprétation de ce phénomène est celle selon dont celui-ci dérive dans une certaine mesure, à savoir la majeure complexité de la structure familiale typique de la culture villageoise.

Les tableaux qui suivent montrent les données relatives à la division des rôles dans les ménages par rapport aux achats quotidiens.

Tab. 21. Personnes chargées de l'achat quotidien des aliments céréaliers ventilés par statut migratoire du ménage d'appartenance (en pourcentage)

	AU %	NU %	VIL %
- Chef du ménage	29,9	38,3	63,0
- Chef du ménage et femme(s)	10,9	6,8	10,3
- Chef du ménage, la (une des) femme(s) et le domestique	2,7	1,0	0,0
- Chef du ménage et une autre personne	0,1	1,9	0,0
- La (une des) femme(s)	42,7	33,4	4,7
- Autre	13,7	18,6	22,0
	100,0	100,0	100,0

Tab. 22. Personnes chargées de l'achat quotidien des aliments non céréaliers ventilés par statut migratoire du ménage d'appartenance (en pourcentage)

Personne chargée	AU %	NU %	VIL %
- Chef du ménage	28,1	33,9	37,2
- Chef du ménage et la (une des) femme(s)	11,3	8,7	11,4
- Chef du ménage, la (une des) femme(s) et le domestique	2,9	1,0	0,0
- Chef du ménage et une autre personne	0,0	1,9	0,7
- La (une des) femme(s)	41,5	34,9	16,5
- Autre	16,1	22,3	34,2
	100,0	100,0	100,0

Dans les ménages AU et, en mesure plus réduite, même dans les ménages NU, la femme a un rôle spécifique et, apparemment, reconnu dans l'achat quotidien, surtout par rapport aux achats non céréaliers. Dans le village, au contraire, la situation ne change pas beaucoup, à part une augmentation des solutions différentes à celles qui sont proposées dans le questionnaire (34,2% pour les achats céréaliers et 22% pour ceux non céréaliers).

Il faut constater, encore une fois, que les données relatives aux ménages d'immigration récente se placent entre celles de la colonne AU et celles de la colonne VII.

2.3. Diversifications concernant les préférences en matière d'alimentation

Nous pouvons continuer, maintenant, l'analyse de la diversification dans la conduite alimentaire de la part des différents groupes sociaux, que l'on peut identifier à l'intérieur de l'ensemble des ménages touchés par l'enquête.

2.3.1. Les préférences alimentaires

Les différentiations dans le domaine des préférences alimentaires nous permettent d'avoir des informations complémentaires sur la valeur sociale attribuée par les groupes considérés aux divers aliments.

Nous pouvons examiner d'abord les déclarations faites en première et en deuxième citation par les interviewés en ce qui concerne les plats les plus consommés, dont les réponses sont reportées dans les tableaux 23 et 24.

Tab. 23. Les produits alimentaires les plus consommés (première citation) ventilés par statut migratoire des ménages

	AU	NU	VIL
	%	%	%
Produits			
- Mil	37,2	69,3	97,2
- Sorgho	0,3	0,0	2,1
- Mais	6,9	4,4	0,0
- Riz	54,4	26,3	0,7
- Pâtes alimentaires	1,0	0,0	0,0
- Autres	0,2	0,0	0,0
	-----	-----	-----
	100,0	100,0	100,0

Tab. 24. Les produits alimentaires les plus consommés (deuxième citation) ventilés par statut migratoire des ménages

	AU	NU	VIL
	%	%	%
Produits			
- Mil	35,2	22,2	4,1
- Sorgho	1,8	0,8	57,3
- Mais	20,1	8,0	0,7
- Riz	39,3	68,2	36,5
- Pâtes alimentaires	2,6	0,0	0,0
- Autres	0,8	0,8	1,4
	-----	-----	-----
	100,0	100,0	100,0

Les données reportées ci-dessus nous permettent d'identifier certaines tendances.

On peut remarquer d'abord la grande différence de conduite alimentaire par rapport aux deux aliments les plus importants, à savoir le mil et le riz, parmi les trois groupes considérés.

Le mil est la denrée la plus largement consommée dans les villages (97,2% des interviewés villageois ont indiqué le mil en première citation). Le riz reste un aliment secondaire, moins important que le sorgho, qui, en deuxième citation, "obtient" 57,3% de citations contre 36,5% du riz.

La situation change beaucoup chez les ménages d'ancienne immigration. Le riz est prédominant, avec 54,4% de citations, mais le mil aussi recouvre un rôle certainement non périphérique dans le cadre global de l'alimentation, avec 37,2% de citations. Il est intéressant de constater que, parmi les aliments cités en deuxième place, on retrouve aussi le maïs, avec 20,1%, pratiquement absent, à la fois en première et en deuxième citation parmi les ménages des villages.

La situation des ménages NU est, encore une fois, intermédiaire. En effet les ménages d'immigration récente partagent, avec ceux des villages, une nette préférence pour le mil, mais n'ont pas exclu, dans leur conduite alimentaire, l'utilisation du riz, vers lequel se concentrent 26,3 % des "préférences".

En ce qui concerne les motivations avancées pour justifier les préférences citées, nous pouvons relever, à partir des données du tableau 25, une certaine homogénéité parmi les réponses des trois groupes considérés. Les seules différences qui, à notre avis, méritent une attention particulière sont:

- le pourcentage très élevé de la motivation "Disponibilité"

enregistrée chez les ménages des villages (51,8%), lié, probablement, à la haute présence des activités d'autoproductions alimentaires;

- le pourcentage très élevé de la motivation "Habitue" chez les ménages de récente immigration (46,5%).

Il faut aussi remarquer des différences, par exemple, au point 7 (11,2% dans la colonne AU), au point 9 (11% dans la colonne VIL) ou au point 3 (l'absence de réponses dans la colonne VIL), mais il s'agit de valeurs trop petites pour être retenues comme des indicateurs fiables de tendances réelles.

Tab. 25. Motivations données par les interviewés vis-à-vis de la consommation des produits cités en premier

Produits	AU	NU	VIL
	%	%	%
1. NSP	0,2	0,0	0,0
2. Goût	7,4	3,5	2,7
3. Prix	6,4	7,0	0,0
4. Habitude	37,8	46,5	25,5
5. Disponibilité	19,2	25,4	0,0
6. Facilité d'achat	5,9	5,4	0,0
7. Facilité d'utilisation	11,2	2,7	2,1
8. Qualités nutritionnelles	8,0	1,7	5,5
9. C'est nourrissant (sensation de satiété)	3,5	5,2	11,0
10. Autre	0,4	2,6	1,4
	100,0	100,0	100,0

2.3.2. Les attentes et les souhaits en matière d'alimentation

Dans le paragraphe 3.2., nous avons vu que la plupart des souhaits et des attentes en matière d'alimentation se concentrent sur le riz et sur le mil. Au cours de l'analyse conduite dans les derniers paragraphes, en particulier, on a pu constater que le riz représente un aliment de large utilisation dans la ville, alors que, dans les villages, la consommation alimentaire se base presque totalement sur le mil.

En considérant, toutefois, la question des désirs d'augmentation dans la consommation alimentaires, nous pouvons voir que, relativement au mil et au riz, on retrouve une certaine homogénéité, alors qu'il y a des différences remarquables pour d'autres produits. Les données, à ce sujet, sont résumées dans le tableau 26.

Tab. 26. Desirs d'augmentation dans la consommation par produits, ventilés par statut migratoire des ménages.

	AU %	NU %	VIL %
Produits			
- Riz en grains décortiqués	21,0	20,8	26,9
- Mil en grains	20,6	23,2	22,8
- Mais en grains	12,6	17,1	6,9
- Igname	16,3	8,4	0,4
- Haricots et niébé	9,5	8,4	18,4
- Sorgho en grains	1,3	6,4	16,1
- Boeuf	5,6	7,9	0,3
- Poisson frais	5,9	3,2	2,1
- Pommes de terre	5,1	1,8	1,7
- Mouton	2,1	2,8	4,5
	100,0	100,0	100,0

Certaines données du tableau attirent, en particulier, notre attention.

- a. Nous avons déjà remarqué la générale homogénéité des données relatives au mil et au riz, phénomène qui semble être en contradiction avec les informations relatives à la plupart des items examinés jusqu'ici. Nous pouvons, en effet, imaginer une tendance en faveur du riz à la ville et une préférence du mil dans les villages.
- b. Les pourcentages relatifs à l'igname sont très intéressants puisqu'ils montrent une orientation vers cet aliment dans la ville qui est complètement absente dans les villages.
- c. Les ménages villageois éprouvent plutôt un intérêt important vis-à-vis du niébé et des haricots (18,3%) et vers le sorgho en grains (16,1%), intérêt qui n'est pas partagé par les ménages "anciens urbains" et est beaucoup plus faible chez les ménages d'immigration récente.
- d. Le poisson frais et le boeuf sont des aliments dont l'augmentation de consommation est souhaitée surtout par les ménages "anciens urbains", bien qu'il s'agisse d'un pourcentage toujours faible (5,9% et 5,1%).

Après avoir demandé aux interviewés d'indiquer les produits pour lesquels ils souhaiteraient une augmentation, on les a invités à exprimer aussi les motifs de leur choix et les raisons que empêchent l'accomplissement de leur désirs en la matière.

Les réponses obtenues sont résumées dans les tableaux 27 et 28.

Tab. 27. Motifs exprimés par les interviewés pour justifier leurs désirs d'augmentation dans la consommation, ventilés par statut migratoire

	AU %	NU %	VIL %
Produits			
- Motif référé au goût	45,5	32,9	54,2
- Motif nutritionnel	25,5	22,9	29,4
- Nécessité de nourriture plus abondante	21,0	36,7	8,3
- Facilité d'achat	1,5	0,7	0,5
- Facilité de stockage	0,1	5,6	0,2
- Facilité de préparation	5,7	1,2	5,6
- NSP	0,7	0,0	1,8
	100,0	100,0	100,0

Tab. 28. Motifs qui empêchent l'augmentation désirée, ventilation par statut migratoire

	AU %	NU %	VIL %
Produits			
- Prix trop élevé	85,0	88,4	42,7
- Manque de disponibilité sur le marché local	4,5	2,3	49,9
- Théorie nutritionnelle	4,8	5,0	1,8
- NSP	5,7	4,3	5,6
	100,0	100,0	100,0

En lisant le tableau 27, nous pouvons constater une forte homogénéité entre les données des trois colonnes, exception faite pour :

- a. une exigence de nourriture plus abondante chez les ménages de nouveaux urbains (justifiée, peut être, par la situation particulière de pauvreté qui caractérise ce groupe), qui semble être, au contraire, très faible dans les villages;
- b. une importance particulière attribuée dans les villages au goût, surtout par rapport au nouveaux urbains.

En ce qui concerne les motifs qui empêchent l'augmentation désirée, nous pouvons observer que, si dans la ville les prix trop élevés constituent largement la motivation la plus fréquente, dans les villages, à la première place nous

avons la question du prix et, ensuite, le manque de disponibilité du produit sur le marché.

2.4. Description synthétique de la diversification des modèles de conduite alimentaire

Il nous paraît nécessaire, maintenant, de décrire synthétiquement la diversification des modèles de conduite alimentaire qu'on a constaté.

- a. En ce qui concerne **la structure des repas**, on peut dire que les ménages "nouveaux" et "anciens" urbains ont tendance à privilégier les repas du soir et du midi, tandis que les ménages villageois organisent la journée autour des repas du matin et du midi. L'analyse des mets et de l'organisation des repas montre, en outre, l'existence d'une sorte de modèle alimentaire de transition (de la campagne à la ville), qui intéresse les ménages de nouveaux urbains.
- b. En considérant **les modalités d'approvisionnement des aliments**, on peut remarquer que l'habitude de faire provision des produits est surtout typique du milieu rural, tandis qu'en ville - chez les anciens urbains - la provision est pratiquée seulement pour les produits de première nécessité. L'autoproduction est d'ailleurs très forte en contexte villageois et moins en ville (même si elle reste assez importante chez les ménages d'immigration récente). L'examen des personnes chargées de l'approvisionnement et de l'achat des aliments montre une prédominance des chefs de ménage, à côté desquels, pourtant, les femmes tendent à jouer un rôle de plus en plus important.
- c. Quant aux **préférences et aux attentes en matière d'alimentation**, on peut dire que le mil est à la première place chez les ménages de village et que le riz joue un rôle plus important en ville, avec une tendance intermédiaire - même dans ce cas - de la part des ménages nouveaux urbains. Des différences sont pourtant évidentes en

ce qui concerne d'autres aliments. A signaler aussi, entre autres, les doléances formulées par les interviewés du point de vue des difficultés que l'on rencontre quant à l'amélioration de l'alimentation (à savoir: problèmes de prix en ville; problèmes de prix mais aussi manque de disponibilité sur le marché en milieu rural).

3. La reconstruction du modèle alimentaire

Au cours de ce chapitre, nous avons eu la possibilité d'analyser la diversification de la conduite alimentaire parmi les trois groupes considérés dans la recherche, à savoir les anciens urbains, les nouveaux urbains et les ménages des villages.

Les points remarquables ont permis l'identification de certaines tendances qui nous permettent de parler, non pas de trois modèles différents de conduite alimentaire, mais au moins de trois sous-modèles, correspondants à trois conditions sociales déterminées: la condition rurale, la condition d'immigration récente et la condition urbaine stabilisée.

Dans notre exposition, nous avons nécessairement divisé la matière en quatre secteurs (structure des repas, préparation des repas, modalité d'approvisionnement alimentaire, préférences alimentaires), opération qui a rendu possible une analyse comparative entre les trois sous-modèles (AU, NU et VIL), mais qui risque de nous faire perdre la vision unitaire de chacun d'eux et, par conséquent, du modèle même.

Pour cette raison, dans les paragraphes qui suivent, on essaiera de "reconstruire" les trois sous-modèles identifiés, en les reliant à leur contexte social (celui du monde rural, celui de l'immigration vers la ville et celui de la culture urbaine stabilisée). Autrement dit, on reprendra en considération dans un cadre de synthèse ce que nous avons déjà traité de façon analytique.

Il faut souligner que ce changement de perspective implique aussi le passage à un degré supérieur d'abstraction. En effet, si, dans les deux premières parties du chapitre, nous avons surtout enregistré des variations qualitatives et quantitatives, dans cette troisième, pour retrouver des liaisons "systémiques" à l'intérieur des trois sous-modèles, nous sommes obligés d'avancer des hypothèses, d'utiliser des schémas d'explication et d'insérer dans nos commentaires un taux plus élevé d'interprétation.

3.1. Le sous-modèle VII

Dans une perspective générale, le sous-modèle VII semble se baser sur trois tendances très marquées:

- a. du point de vue de l'organisation familiale, un fort contrôle de la part du chef de ménage sur le domaine de l'alimentation;
- b. du point de vue alimentaire, une cuisine peu variée en ce qui concerne les aliments de base et très articulée par rapport à la modalité de préparation des repas;
- c. du point de vue économique, une gestion de l'alimentation centrée sur l'autoproduction et sur la faible influence du marché.

En ce qui concerne la première question, il faut considérer que, dans les villages, la plupart de ménages vit d'agriculture (dans l'échantillon, plus de 81% des chefs de ménage sont agriculteurs). Pour cette raison, il y a une continuité technique et culturelle entre la sphère du travail et celle de l'alimentation, dans le sens que le produit de la récolte passe, dans la plupart de cas, dans le grenier sans la médiation du système de distribution et de personnes étrangères au noyau familial (par exemple, les commerçants).

Cette liaison entre travail rural et organisation alimentaire semble favoriser un contrôle direct de l'alimenta-

tion de la part du chef de ménage, déjà exercé sur l'exploitation des terres agricoles.

Cette hypothèse se base surtout sur l'engagement personnel du chef de ménage dans l'approvisionnement alimentaire céréalier (il se charge, dans 78,7% de cas, des provisions céréalieres et dans 63% des achats quotidiens de céréales) et de l'importance de l'autoproduction au niveau villageois (91% des ménages sont concernés par la production de mil, 28,3% dans la production de sorgho en grains, 42,8% dans la production de sorgho en épi, 66,9% dans la production de niébé et d'haricots et 53,7% dans la production de gombo).

Ceci signifie que le chef de ménage a la possibilité de régler les flux d'entrée de denrées céréalières, en étant en position stratégique pour la gestion des acquisitions par achat (provisions et achat quotidien) et par production.

Au contraire, le contrôle du chef de ménage devient plus faible pour les acquisitions non céréalières, surtout en ce qui concerne l'achat quotidien, et le rôle des femmes augmente. A ce propos, on peut remarquer que dans presque 25% de ménages ruraux, les personnes chargées des provisions ne sont, ni le chef de ménage, ni sa femme ou une des ses femmes, ni le domestique, mais d'autres membres du ménage (fait qui peut être probablement lié à la complexité typique de la structure de la famille rurale).

La deuxième tendance se réfère aux produits consommés. Dans une autre partie du rapport, la consommation alimentaire est analysée en détails. Ici, il est suffisant de mettre en évidence le manque de variété dans les denrées de base: 97,2% des chefs de ménage villageois interviewés ont indiqué dans le mil l'aliment le plus consommé, suivi par le sorgho (57,5%) et le riz (36,5%).

Le manque de diversification se retrouve aussi dans les mets consommés lors des trois repas journaliers. Dans les villages, le repas du matin prévoit, ou les restes du repas du soir précédent (52,7%), ou la boule (40,9%); celui du

midi, la boule (49,7%), le touwo (18,2%) ou le riz à la souce (16,4%); celui du soir, le touwo (46,3%), le riz à la souce (23,2%), le niébé (12%) et, encore un fois, la boule (11,8). En considérant que les premiers deux repas sont considérés les plus importants, on peut noter que, dans plusieurs ménages, un aliment différent du mil est rarement consommé et que, dans une partie des cas, la forme presque unique de préparation est la boule. Il faut aussi noter que l'utilisation du mil augmente encore dans la saison suivant la recolte.

Pour contre-balancer cette homogénéité dans l'alimentation, les ménages villageois utilisent une grande variété de condiments, probablement disponibles directement dans leurs terres: 27% des interviewés ont, en effet, affirmé utiliser des condiments autres que ceux proposés dans le questionnaire (une liste de 10 types de condiments, tels que la tomate séchée, le gombo, le yagi et le piment). Les autres condiments les plus diffusés sont le sel (27,4%) le soumbala (15,9%) et les oignons secs (10,7%).

Cette homogénéité de choix en faveur du mil est, naturellement, à relier avec la présence de l'autoproduction, centrée sur ce céréale, qui détermine aussi l'attribution d'un rôle périphérique au marché dans la structuration du sous-modèle VIL. A ce propos, on peut rappeler les réponses données par les chefs de ménage villageois sur les facteurs qui empêchent l'augmentation de l'acquisition de certaines denrées alimentaires. La plupart de motivations concernant le mil, le maïs, le sorgho et les haricots et le niébe se réfèrent au manque de disponibilité de la denrée sur le marché plutôt qu'au prix trop élevé, considéré une contrainte seulement pour l'augmentation de la consommation des pâtes alimentaires, du riz, de l'igname, de la viande de boeuf et du poisson, à savoir des aliments qui ne sont pas cultivés. On verra plus tard que la question du prix est largement la motivation la plus forte donnée par les chefs de ménage urbains. Ceci signifie qu'une partie considérable de la structure alimentaire des villages se base sur des règles qui ne sont pas dictées par le marché, mais par des dynamiques fa-

miliales et communautaires.

En conclusion, le sous-modèle VIL semble avoir dans la superposition entre production et alimentation l'élément le plus caractéristique, qui, d'un point de vue sociologique, se traduit dans une organisation familiale articulée, qui trouve dans le chef de ménage le point d'équilibre et de coordination.

3.2. Le sous-modèle AU

Le caractère principal qui, plus que les autres, résume l'ensemble du sous-modèle AU est la diversification.

Par rapport au sous-modèle VIL, en effet, le modèle urbain se fonde sur une ventilation d'opportunités différenciées. On retrouve cette tendance déjà au niveau des structures du travail. A la situation monolithique du travail rural, où on a seulement deux catégories possibles (agriculteurs et personnes sans profession), s'oppose, en ville, une pluralité de types d'occupation: travail dans le secteur des services (20,5%), travail ouvrier (18,2%), commerce (17,8%), travail supérieur dans l'administration publique (10,6%), etc..

Cette diversification dans le travail se reflète aussi au niveau du régime alimentaire, basé surtout sur l'introduction dans le régime alimentaire du riz, qui dépasse, par importance, le mil même. Pour avoir une idée quantitative (la question est traitée en détails dans un autre chapitre de ce rapport), on peut rappeler que le pourcentage des ménages AU qui utilisent le riz en grains est autour de 94%, contre 45% parmi les ménages des villages, alors que le mil est utilisé par 52% environ de ménages AU contre 95,5% des ménages VIL.

La diversification touche aussi le domaine de la préparation des mets. Nous avons vu que, dans les zones rurales, les trois repas tendent à se ressembler en ce qui concerne

les mets consommés: boule et touwo sont les plats préparés, soit pour le repas du matin, soit pour celui du midi, soit, finalement, pour celui du soir. La situation est bien différente pour les ménages AU. La boule est presque absente de la table le matin. On mange, plutôt, les restes du repas du soir (touwo et riz à la sauce surtout) dans 41,2% de cas, mais aussi la bouillie, beignets et gallettes (34,9%) et le café, le thé, le lait et le pain (16,6%). Le riz (à la sauce ou au gras) est la base du repas du midi (55% des ménages), et le touwo (49,5%) et le riz à la sauce (30,9%) de celui du soir. Les trois repas sont alors trois structures différenciées, centrées sur des aliments différents, alors que dans les villages, ce sont trois moments pour manger plus ou moins les mêmes denrées.

Aussi au niveau de l'organisation de l'acquisition des aliments, on peut relever une tendance différente par rapport à celle qui nous pouvons observer en milieu rural.

Dans ce dernier, le chef de ménage contrôle entièrement l'acquisition de céréales (provisions et achat quotidien), alors que, en ville, le domaine de contrôle du chef de ménage s'étend sur les provisions (céréalières ou pas) et non pas sur les achats journaliers, qui sont effectués principalement par la ou les femmes du chef de ménage.

La raison principale de cette diversification de conduite est à rechercher dans la position de l'alimentation en ville et dans les villages. En milieu rural, l'alimentation est surtout liée au travail du ménage et la médiation du marché est faible; ceci signifie que l'argent a un statut social secondaire dans le domaine de l'alimentation, et très élevé dans les autres domaines (par exemple, l'acquisition de bien de prestige ou comme moyen d'autonomie des femmes). En ville, l'argent a, pour les anciens urbains, qui ont abandonné la pratique agricole, un statut social très élevé dans le domaine de l'alimentation, le marché étant presque l'unique source d'approvisionnement alimentaire.

Nous pouvons alors comprendre la raison pour laquelle

l'habitude de faire des provisions est plus répandue parmi les ménages VIL que chez les AU (voir tab. 17). Faire des provisions, dans les villages, signifie surtout transférer des aliments des champs à la concession, alors que, en ville, ceci correspond à une opération commerciale. Le manque d'argent force alors le ménage AU à faire des achats quotidiens de petites quantités d'aliments.

Par conséquent, le pouvoir de contrôle du chef des ménages AU sur le flux alimentaire est limité par rapport à celui de son homologue rural, puisqu'il gère simplement, à travers le contrôle des provisions, seulement certains flux (il s'agit, pourtant, des plus importants, tels que ceux du riz et du mil), mais non plus les achats journaliers, qui, en ville, sont un moyen d'acquisition d'aliments important.

La liaison entre aliments et argent est clairement montrée par les réponses données par les interviewés AU à la question concernant les facteurs qui empêchent l'augmentation de consommation de certains produits alimentaires. Le motif presque uniquement indiqué est le prix trop élevé, à la fois pour les aliments céréaliers (mil, 80,9%; maïs, 85,8%; riz, 81,5%), que pour la viande et le poisson (93,3% et 92%), ou, enfin, pour les légumineuses et les tubercules (igname, 85,9%; haricots et niébé, 90,9%).

Le sous-modèle AU, en conclusion, est basé sur une attribution d'une valeur sociale à l'alimentation qui est bien différente par rapport à celle qu'elle recouvre à l'intérieur de la société rurale. Si, dans cette dernière, le problème de l'alimentation se pose dans le cadre du ménage et est réglé, grosso modo, par les normes sociales sur lesquelles les rapports intra-familiaux sont fondés, dans les ménages AU les aliments représentent un "input" extérieur, dont le statut social doit être reconduit à l'ensemble des rapports socio-économiques de la ville.

On peut avancer l'hypothèse, alors, selon laquelle l'aliment, en tant que facteur qui entre de l'extérieur dans la structure familiale, est doué d'une capacité de produire

des changements dans les règles sociales liées à l'alimentation. L'introduction d'un nouveau aliment entraîne de nouvelles procédures de cuisson, l'adoption de nouveaux condiments, une modification dans le menu des repas journaliers et l'abandon des autres mets. Mais, surtout, le nouveau aliment acquiert une "valeur" sociale à l'intérieur d'une hiérarchie d'aliments et il est associé à des conduites, à des périodes de l'année ou de la journée, à des rôles.

La diversification que nous avons relevé, alors, est liée au fait que la circulation et la disponibilité élevée d'aliments dans la ville produit une forte articulation de conduites et de règles alimentaires, qui ne peuvent plus être contrôlées par la structure familiale, mais par des systèmes de contrôle de complexité majeure.

3.3. Le sous-modèle NU

Dans les paragraphes précédents, nous avons remarqué plusieurs fois que la conduite alimentaire des nouveaux urbains se posait comme une sorte de "hybride", en partie semblable à celle des ménages des villages et pour l'autre à celle des ménages urbanisés depuis longtemps.

En effet, les nouveaux urbanisés montrent un système de gestion des ressources alimentaires et d'organisation de la vie alimentaire que l'on peut définir "de transition".

Il s'agit d'une transition qui, premièrement, se reflète déjà sur les caractéristiques socio-économiques des ménages. Les agriculteurs sont 19% de l'échantillon de NU, qui est un pourcentage faible par rapport aux 81% des ménages VIL, mais sensiblement plus élevé vis à vis des 3,6% que nous trouvons parmi les ménages AU. En même temps, ces derniers, pour 18% environ ont le chef de ménage qui est occupé comme ouvrier, alors que les ouvriers sont très rares parmi les ménages NU (8,6% seulement) et absents auprès des ménages VIL.

Ces chiffres nous semblent aussi montrer le passage pro-

gressif d'une situation de division du travail très peu développée, dans laquelle on ne connaît pas de spécialisation, à une autre dans laquelle celle-ci est beaucoup plus répandue. Mais, aussi, ils montrent la difficulté, pour les nouveaux urbains, d'entrer dans le marché du travail: les 32,7% d'eux sont sans une occupation stable, contre les 22,6% des ménages AU.

Couche défavorisée de la population, les nouveaux urbains sont alors le groupe social qui vit la difficulté de l'immigration, de l'abandon progressif d'un style de vie rural sans avoir encore acquis complètement celui de type urbain.

On peut parler, alors, d'un sous-modèle NU par différence, la conduite alimentaire de ce groupe étant ni de type rural, ni de type urbain, mais caractéristique des groupes qui sont soumis à des facteurs de stress socio-culturel forts et soudains.

On peut mettre en évidence certains secteurs où cette situation de transition se montre plus clairement.

- a. Au point de vue de la structure du repas, nous trouvons une diversification parmi les trois repas semblable à celle que nous avons relevé auprès des ménages AU. Les nouveaux urbains ont acquis l'habitude de manger la bouillie, les beignets et les galettes du repas du matin et ils ont abandonné la boule, qui devient le mets principal du repas du midi, alors que le repas du soir se base sur le touwo. Le riz est déjà entré fortement dans la structure alimentaire, mais il reste encore en position secondaire.
- b. Du point de vue de l'organisation familiale, le contrôle du chef de ménage se limite aux provisions. Mais il faut souligner que, par rapport aux ménages AU, l'importance des provisions est très faible (seulement 29,9% des ménages NU font provision de mil en grains et seulement 24,6% de riz en grains décortiqués, contre, respectivement,

65,7% et 70,1% des ménages AU). La gestion des flux alimentaires est alors, auprès des nouveaux urbains, presque totalement dans les mains de personnes différentes du chef de ménage.

- c. L'autoproduction a été enregistrée, auprès des ménages NU, mais seulement dans une minorité de cas (6,1% pour le mil, 8,8% pour le niébé, 6,1% pour le sorgho). L'acquisition des aliments est alors liée à l'achat, mais avec une disponibilité de moyens financiers très réduite, aussi par rapport aux ménages AU.

4. Conclusions

En concluant ce chapitre, nous tenons à rappeler les motivations qui sont à la base d'une étude qui ne veut pas se limiter à l'analyse des flux commerciaux et de la consommation, mais qui vise à souligner les modalités concrètes avec lesquelles les ménages s'alimentent et s'approvisionnent.

Malheureusement, les contraintes de temps, d'espace, de littérature disponible en la matière et le caractère sous certains aspects expérimental de cette recherche, nous ont un peu limité dans nos ambitions et dans nos possibilités d'approfondissement d'un phénomène si complexe, tel que le rapport entre urbanisation et consommation alimentaire.

Malgré tout, on a essayé de montrer la nécessité d'une analyse de ce phénomène qui n'est pas seulement quantitative et basée sur des critères économiques (d'ailleurs indispensables) mais aussi qualitative, basée sur des concepts sociologiques.

En particulier, il faut mettre en évidence la nécessité d'une intégration des études sur la consommation alimentaire avec l'analyse des deux aspects centraux de l'alimentation, à savoir, en utilisant la terminologie adopté par l'anthropologue américain Jack Goody, la "cuisine" (la préparation

des repas) et la "table" (les modalités de consommation).

En effet, seulement sur la base de cette intégration, on a la possibilité de déduire la valeur sociale des différents denrées alimentaires, dont l'importance dans le contexte des stratégies alimentaires est aussi élevée que leur valeurs commerciales.

Les mécanismes du marché et d'autres facteurs tels que les infrastructures ou les réseaux de transport peuvent anticiper ou faciliter mais non engendrer les nécessités et les expectatives alimentaires des ménages, lesquelles - comme on a essayé de le montrer - tendent à varier sensiblement selon des règles sociales et culturelles. Cette remarque est encore plus valable dans un contexte de changement, par exemple dans une situation d'urbanisation accélérée, là où des institutions et des modèles de comportement alimentaires (et non alimentaires) nouveaux, et parfois ambigus, se produisent, rendant impossible toute prévision à-prioristique et toute décision qui ne se base pas sur des données fiables.

Les changements du régime alimentaire a, alors, des conséquences sociales tout à fait secondaires, que la recherche n'a pas pu considérer, si ce n'est que d'une façon très limitée. On peut essayer d'indiquer certaines questions qui devront être prises en considération pour une évaluation plus complète des stratégies alimentaires.

Une première question est celle des modalités de préparation de repas. Dans la recherche, nous n'avons pas eu l'occasion de réaliser des observations directes des procédures de préparation des mets. Mais il est facile d'imaginer que l'amélioration de la qualité de l'alimentation se joue aussi au niveau d'une amélioration préalable des conditions de préparation des aliments et des moyen disponibles pour le stockage, la préparation et la cuisson des aliments. Par exemple, une politique alimentaire qui se prend pour objectif un changement de la condition de la femme ou une croissance des conditions sanitaires et hygiéniques de la

population doit nécessairement passer par une analyse de cet aspect de la consommation.

Un deuxième point est représenté par un approfondissement de l'alimentation, considérée comme "échange symbolique". La valeur symbolique des aliments est plusieurs fois soulignée par la littérature sociologique et anthropologique (il est suffisant de rappeler les travaux de Roland Barthes, Mary Douglas, Marvin Harris, Jack Goody et Marshall Sahlins à ce propos), mais rarement considérée dans le secteur de la recherche sur le développement et dans les politiques alimentaires. Pourtant, la valeur symbolique des aliments, qui les rend porteurs d'un statut social déterminé, a une influence très forte sur la consommation, soit au niveau de choix des aliments, soit au niveau des quantités acquises.

Une troisième ligne de recherche qui devra être suivie est celle concernant la diversification des modalités de consommation alimentaire parmi les différents groupes sociaux. L'enquête, menée à Niamey et dans trois villages entre la capitale et Tillabery, nous a permis de sonder les modèles de consommation des ménages villageois, des ménages de nouveaux immigrants et des ménages des anciens urbains. Mais il y a de nombreuses variables que l'enquête n'a pas pu considérer, telles que les variables ethniques, les variables géographiques ou celles liées à la condition économique, qui sont trop importantes pour être oubliées au moment d'envisager des actions politiques de grande envergure.

Nous souhaitons, donc, qu'à l'avenir l'approche des problèmes de l'urbanisation et de l'alimentation deviendra de plus en plus consciente de l'intégration multi-disciplinaire et du rôle que les différentes sciences de l'homme peuvent jouer pour mieux comprendre le changement social et pour fournir des outils pour ceux qui veulent mieux décider.

Annexe 2

**Quelques considérations sociologiques:
urbanisations, conditions de vie et
alimentation**

Cette enquête nous permet d'étudier, de façon sommaire, les processus d'urbanisation dans le département de Niamey.

Dans les pages qui précèdent nous avons analysé, d'un côté ses relations avec la consommation alimentaire (des céréales en particulier), de l'autre, ses caractéristiques démographiques (type de migration, fréquence, durée, etc.). Dans les pages qui suivent, nous nous pencherons plutôt sur les aspects socio-culturels et, parfois, économiques du phénomène.

Après l'exposition de quelques thèses sur les principaux facteurs socio-culturels et économiques des processus d'urbanisation et une introduction sur l'urbanisation au Niger et à Niamey, nous essayerons d'étudier le rapport de telle urbanisation avec le territoire, en croisant les données sur les caractéristiques sociales et économiques des ménages "A.U." (anciens urbains) et "N.U." (nouveaux urbains) avec celles relatives aux zones de résidence (ou d'implantation). Ensuite ces données seront mises en relation avec celles relatives à la consommation non seulement pour avoir un cadre particulier de la situation dans les cinq districts de la ville, mais pour essayer de fournir d'autres éléments sur les relations existantes entre ces variables.

1. Quelques thèses sur les principaux facteurs socio-culturels et économiques des processus d'urbanisation

Avant de reprendre, l'étude approfondie du phénomène de l'urbanisation à Niamey, nous allons essayer de passer rapidement en revue quels sont les principaux facteurs sociaux, culturels, institutionnels et politiques qui peuvent être considérés comme les causes de l'urbanisation, plus généralement, en Afrique occidentale.

Plutôt que de tenter de dresser une liste, nous allons

reporter quelques opinions de spécialistes experts, surtout africains, qui, dans leur ensemble, nous paraissent faire le "tour" de ces facteurs. Les thèses que nous allons illustrer ont été exposées au cours de deux importants séminaires internationaux sur le rapport entre ville et campagne. Le premier - organisé par l'AMRAD, le CERFE et la Malaya University - s'est déroulé à Bamako en 1985. Le deuxième - constituant la première session d'un Forum international sur les problèmes du développement - a été organisé par le CERFE à Rome, en 1986.

Selon plusieurs points de vue, le phénomène de l'immigration vers les centres urbains peut s'expliquer à partir de la différence entre le revenu de l'immigrant chez lui et en ville et entre le niveau de l'emploi en milieu rural et en milieu urbain. Il y aurait, en plus, le manque d'argent, le manque de terres disponibles et fertiles et le paiement d'impôts.

Mamadou Keita, Directeur National de l'Urbanisme à Bamako, souligne que la majorité de la population rurale demeure dans l'incapacité matérielle de se procurer certains besoins et services et a, à cet égard, un niveau de vie on ne peut plus bas. La ville, notamment la ville capitale, cadre des activités dispensatrices de revenus monétaires, apparaît alors aux yeux des ruraux comme le réceptacle sauveur. La concentration industrielle, le sous-équipement des villages, le problème de l'eau, la pénurie alimentaire, aggravés par la sécheresse, sont autant de facteurs favorables à une urbanisation progressive.

Mohamed Lamine Gakou, de l'UNITAR (Dakar) remarque, d'une manière générale, que les revenus moyens urbains dépassent de beaucoup les revenus ruraux. Le PNB par actif en Afrique est, en moyenne, six fois plus élevé dans l'économie urbaine que dans l'économie rurale. Cela est d'autant plus aggravé que les infrastructures minimales de santé, d'éducation et de loisir sont largement insuffisantes et inexistantes dans certains cas. Si les difficultés s'accumulent au niveau d'une famille, certains de ses membres préféreront

aller vers les villes. Ce démembrement des familles conduit à l'érosion des liens séculaires de lignage et de famille étendue. Progressivement, l'appauvrissement et l'abandon des campagnes conduit donc à la déstructuration sociale.

Selon Giuseppe Barbieri, de l'Université de Pescara (Italie), ce qui pousse les hommes vers la ville est la recherche d'une patrie, lorsque le rapport entre ville et campagne est contradictoire et que c'est la ville qui représente, sur le plan pratique et même symbolique, le lieu de la concentration maximale des valeurs (qu'on est en train d'affirmer.). Etre en dehors de la ville, donc, veut dire avoir moins d'opportunités économiques; cela signifie sentir de ne pas faire partie d'une communauté dont l'existence peut être reconnue là où se font les changements les plus significatifs.

Ignacy Sachs, de l'École des Hautes Etudes en Sciences Sociales (Paris) ajoute, à son tour, que les villes continueront à croître grâce à l'arrivée de "refugiés ruraux" et de tous ceux qui considèrent justement que, malgré leurs problèmes, les grandes villes représentent la dernière plage. Elles offrent aux émigrants et à leurs fils une sorte de "loterie de la vie" et, dans la pire des hypothèses, un lieu où l'on peut attendre un peu de "panem et circenses" .

Le point de vue du sociologue brésilien Fernando Cardoso est que les migrants sont poussés vers les villes par le mirage de nouvelles opportunités économiques, sociales, éducatives et par l'appel irrésistible d'un lieu où il est possible de jouir d'une liberté réelle.

Giancarlo Quaranta, du CERFE, suppose que les processus d'urbanisation peuvent aussi s'expliquer en considérant trois fonctions productives de la ville elle-même: a. c'est un lieu à haute productivité, si l'on considère "productives" même des activités concernant l'information, le commerce, la communication, la formation, la recherche scientifique, etc; b. c'est un ensemble de processus technologiques ou de technologies (traditionnelles, transférées, importées) en

considérant ce terme dans son sens, non seulement strictement technique, mais aussi institutionnel et social; c. c'est le lieu, par excellence, où se manifeste le changement culturel et social, qui est essentiellement un changement technologique.

Sur la base de cette sommaire exposition on peut, donc, affirmer que les processus d'urbanisation peuvent être expliqués seulement en faisant recours à une série complexe d'instruments théoriques et conceptuels. Facteurs démographiques, économiques, socio-culturels contribuent à rendre l'urbanisation un processus à plusieurs dimensions, parfois ambigu, mais qu'on ne peut pas ni exorciser, ni accepter sans réserve. Au niveau international on commence à comprendre que le processus d'urbanisation est une réalité à gérer, soit pour mieux exploiter les potentialités de la ville pour le bien être du territoire dans son ensemble, soit pour rééquilibrer le rapport entre milieu urbain et milieu rural.

C'est donc avec un point de vue qui cherche de tenir compte de ce défi pour l'avenir, que nous procédons dans notre analyse du rapport entre urbanisation et alimentation.

2. L'urbanisation au Niger et à Niamey

La population urbaine en Afrique se développe à un rythme très accéléré. Dans la presque totalité des Pays, la tendance est à la concentration dans la capitale nationale et, en moindre mesure, dans quelques autres villes.

La population urbaine, qui était de 20% en 1960, a atteint les 30% en 1980, avec un taux d'accroissement annuel moyen de 5% (entre 1920 et 1960, il n'a été que de 2,6%), alors que le taux d'accroissement de l'ensemble de la population est de 2,5% environ.

Au Niger, selon les résultats provisoires du deuxième recensement général de la population, la population résiden-

te était de 7.250.383 habitants, dont 1.113.582 (15,4%) habitant dans les 39 Centres urbains du Pays. En 1977, la population urbaine n'était que d'un peu plus de la moitié (656.203 unités dans 42 Centres urbains: les 12,9% de la population résidente totale).

Pour analyser la situation de la zone de Niamey, il faut avant tout considérer que, en 1987, le département homonyme a été scindé en deux: le département de Tillabery, d'une part, et la Communauté urbaine de Niamey, de l'autre. En 1977, la population de ce territoire était de 1.171.822 habitants, pour passer à 1.730.663 en 1988, avec une augmentation moyenne du 3,61% par année. Dans ce même laps de temps, la population urbaine passait de 274.335 (23,4%) à 448.179 (25,9%), avec une augmentation moyenne du 4,56%.

Les données présentées sont récapitulées dans le tableau qui suit.

TAB. 1. population urbaine au Niger et dans la zone de Niamey en 1977 et en 1988

	Ensemble du Niger	Zone de Niamey
Rec. 1977 (%)	12,9	23,4
Rec. 1988 (%)	15,4	25,9
% annuel d'augmentation	4,93	4,56
% annuel augmen. populat. totale	3,24	3,61

On peut constater ce qui suit:

- la population urbaine est plus importante dans la zone de Niamey, par rapport à l'ensemble du Pays;
- le % de population urbaine s'est accru, entre 1977 et

1988, à la fois pour la zone de Niamey que pour l'ensemble du Pays (plus sensiblement pour ce dernier);

- entre 1977 et 1988, dans la zone de Niamey, le taux d'accroissement de toute la population a été supérieur à celui de l'ensemble du Pays.

Bien entendu, dans la zone de Niamey, la grande partie de la population urbaine habite dans la capitale (233.414 sur 274.335 - 85,1% en 1977; 398.265 sur 448.179 - 88,9% en 1988). Le taux d'accroissement moyen annuel de la ville de Niamey a donc été de 4,98%..

La croissance de la population de la ville de Niamey, entre 1977 et 1988, est donc plus forte que celle de l'ensemble des Centres urbains du Niger, des Centres urbains de la zone de Niamey et, naturellement, de l'ensemble du Niger. On peut toutefois signaler que ce taux est nettement inférieur à celui qu'on avait prévu, non seulement après le recensement de 1977, mais aussi dans le "Schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme de Niamey" (SDAU). Dans le premier, sur la base de la série historique du nombre de ses habitants, on avait, en effet, calculé, à l'époque, que la capitale du Pays aurait connu une augmentation de la population supérieure à 10% par an et aurait dépassé les 600.000 unités en 1988. Selon le deuxième, le taux d'accroissement aurait été plus modeste (entre 6,54 et 7,05%), mais toujours supérieur à celui qui a été, ensuite, calculé en 1988.

En outre, contrairement à ce qu'on aurait pu s'imaginer, Niamey n'est pas le centre urbain du Niger dont la population croît le plus rapidement. En effet, entre 1977 et 1988, les populations de Maradi, de Zinder et de Diffa ont augmenté avec des taux considérablement supérieurs (respectivement 8,85%, 7,62% et 5,58% par an).

En s'intéressant aux processus d'urbanisation, il est important de voir quel est, dans ce taux, l'apport des migrations. Les données du recensement de 1988 n'ont pas encore été suffisamment exploitées à ce propos et ne peuvent donc être utilisées.

Par contre, selon le livre blanc du SOAU de Niamey (1984), à partir de 1932, la population de la ville aurait augmenté de la façon suivante:

	Acc. total	dont	
		mouv. naturel	migrations
	%	%	%
* entre 1932 et 1942	5	2	3
* entre 1942 et 1952	12	2	10
* entre 1952 et 1962	10	2,5	7,5
* entre 1962 et 1972	10	3	7
* entre 1972 et 1982	8	3,5	4,5

En outre, selon le recensement de 1977, le taux naturel de croissance de la population de Niamey était de 3,4% par an.

On peut donc supposer que le taux annuel moyen global d'accroissement de la population (qui est, comme nous l'avons vu plus haut, de 4,98%) est donné par un mouvement naturel de 3%/3,5% et par un apport migratoire qui serait limité à 1,5%/2%.

Si ces données sont exactes, il y aurait une forte tendance à la diminution de l'urbanisation. La situation de Niamey apparaîtrait donc fort différente de celle de beaucoup d'autres villes de l'Afrique de l'Ouest, telles que Nouakchott, Lagos ou Abidjan, ou (sauf vérification ultérieure) même du Niger, telles que Zinder, Maradi ou Diffa.

Il semblerait donc que le processus d'urbanisation au Niger, entre 1977 et 1988, ait été, en partie, orienté vers les villes secondaires (en particulier, Zinder et Maradi, qui sont la deuxième et la troisième ville du Pays) et moins (par rapport à ce que l'on attendait) vers la capitale, naturellement en termes relatifs et non absolus.

On peut se demander quelles sont les raisons de ce phé-

nomène. Elles peuvent être multiples, mais il est probable que l'une d'entre elles réside dans la tentative du gouvernement, entre 1974 et 1985, de gêner les flux de la population vers la capitale avec des mesures administratives, juridiques et même, parfois, policières.

3. Urbanisation et aménagement du territoire à Niamey

Comme on l'a vu dans le premier paragraphe, Niamey est actuellement (1989) une ville de 400.000 habitants, dont la plupart sont nés à Niamey.

Selon l'enquête RIUMCA, par contre, la grande majorité des chefs de ménage ont migré durant leur vie. En effet, parmi les 625 ménages enquêtés, seulement 86 ont le chef de ménage (C.M.) qui est né à Niamey, alors que 349 sont nés dans un village, 96 dans une ville secondaire du Niger (il faut noter qu'avant 1960 toutes ces localités avaient moins de 10.000 habitants) et, enfin, 90 à l'étranger.

Même en considérant que l'enquête a utilisé un échantillon supplémentaire de 95 "Nouveaux urbains" (ménages dont le C.M. réside à Niamey ou dans une autre ville depuis moins de 5 ans), le pourcentage de C.M. émigrés reste très fort.

Ce résultat de l'enquête est confirmé par le fait que Niamey avait, en 1950, moins de 12.000 habitants et en 1960, moins de 35.000 habitants.

Niamey est actuellement partagée, d'un point de vue administratif, en cinq districts, dont les quatre premiers sont sur la rive gauche du fleuve Niger, alors que le cinquième est sur la rive droite. Un seul pont relie les deux parties de la ville. Chaque district est dirigé par un Chef de district qui relève directement du maire de la ville.

Cette subdivision est récente (elle a été décrétée en mars 1979).

Selon la tradition, Niamey est formée par plusieurs quartiers qui peuvent se distinguer en :

- quartiers africains souche;
- extensions des quartiers africains;
- vieux quartiers européenisés;
- extensions des quartiers européenisés.

Les extensions sont considérables. Entre 1979 et 1986, en effet, 8236 parcelles, correspondant à 1923,8 hectares, ont été loties.

Les conditions de l'habitat, de la viabilité, des services, ainsi que la densité de population, diffèrent fortement d'une zone à l'autre de la ville.

Les quartiers africains souche (Maourey, Kalley, Zongo et Gaweye, ce dernier récemment "transféré" d'une rive à l'autre du fleuve) sont caractérisés par un habitat rudimentaire (presque toutes les constructions sont en banco), une forte concentration humaine et des conditions hygiéniques défectueuses. Par ailleurs, ils ont l'avantage d'être assez bien fournis en services sociaux collectifs (écoles, maisons de commerce, centres administratifs) et en équipements.

Les extensions des quartiers souche (Kalley est, Kalley sud, Kalley nord, Lacouroussou, Balafoni, Nouveau marché, Mariama, Filingué, Médina, Bandabari, Talladjé, Aéroport, Lamordé, Rond-point, Kirkissoye, Lazaret - mais il n'y a pas toujours homogénéité dans les dénominations) ont un habitat à densité forte, mais avec plus de ciment et de béton dans les constructions. Par contre, il y a beaucoup moins de services et d'équipements.

Les premiers quartiers européenisés ont été le Plateau et le Terminus. D'autres se sont ajoutés par la suite (Poudrière, cité Faycal, etc.). Ici il y a surtout des maisons en dur, des préfabriqués, des villas. Ces quartiers sont totalement équipés (électrification, adduction d'eau) et la

densité est faible.

La différence profonde entre les zones de la ville peut ressortir de la confrontation de plusieurs paramètres. A titre indicatif, nous reportons, pour quelques quartiers, les données concernant la densité (habitants par hectare; ménages par parcelle) et la distribution entre emplois "formels" (liés surtout à l'administration, mais aussi au TP-bâtiments et à l'industrie) et "informels" (liés surtout au commerce, mais aussi aux services divers et aux TP-bâtiments).

TAB. 2. Habitants par hectare et ménages par parcelle pour quelques quartiers de la ville, en 1981

	hbt/ha	m/p	catégorie (*)
Nouveau marché	422	6,15	EA
Lacouroussou/Kalley	306	4,61	A/EA
Zongo/Maourey	293	2,67	A
Aviation	300	1,90	EA
Lazareth	206	1,88	EA
Plateau	42	1,13	E
Poudrière	57	1,00	EE

- (*) A - quartiers africains souche
EA - extensions des quartiers africains
E - vieux quartiers européens
EE - extensions des quartiers européens
-

 TAB. 3. Localisation des emplois (quelques quartiers) 1981

	Formels	Informels	Catégorie
Plateau	4430		E
Zone Industrielle	5590		EA
Rive droite	480		divers
Petit Marché	7640		divers
Grand Marché	3440	8440	A
Extension nord est	540	4950	EA
Terminus-Podrière	3950		E/EE

On a vu que l'enquête RIJMCA a concerné la ville de Niamey dans sa totalité. Les cinq districts dont elle est composée (ainsi que les secteurs qu'ils comprennent) sont, proportionnellement par rapport au nombre d'habitants, tous représentés dans l'échantillon.

On a vu aussi que l'enquête RIJMCA a concerné, à Niamey, 625 ménages, dont 114 "N.U." et 511 "A.U.".

Le tableau qui suit reporte la distribution des 625 ménages de Niamey, selon ces deux variables.

 TAB. 4. Distribution des ménages de Niamey selon le district de résidence et la variable A.U./N.U.

District	1	2	3	4	5	Tot
A.U.	95	132	160	65	59	511
N.U.	5	29	69	0	11	114
Tot.	100	161	229	65	70	625

La répartition des ménages enquêtés dans les cinq districts dérive de la base de sondage utilisée et ne constitue pas un résultat de l'enquête.

Par contre, on peut constater que les ménages "N.U.", fort minoritaires (encore plus, si on se rappelle que 95 sur 114 appartiennent à l'échantillon "ad hoc") tendent à se concentrer surtout dans le troisième district et sont quasi absents du premier et du quatrième.

C'est donc dans les quartiers souche et surtout dans leurs extensions (Abidjan, Filingué, Grand Marché, Nouveau marché) et où la densité est plus élevée (supérieure même à 420 hbt/ha.) que se concentrent les migrants récents qui, au contraire, n'habitent presque pas les zones plus "riches" et à densité plus basse telles que le Plateau (42 hbt/ha en 1981) ou Terminus.

Le deuxième et le cinquième district présentent une situation intermédiaire. Cela pourrait être dû à la co-présence, à l'intérieur de ces deux unités administratives, à la fois de quartiers comme Boukoki, Kirkissoye ou Lazareth (populaires et à haute densité d'habitation) et des zones européanisées (tels que les alentours du collège Mali Béro), qui ressemblent plutôt au Plateau.

Le phénomène de l'urbanisation concerne aussi la plupart des ménages "anciens urbains" qui, comme nous avons vu, ont leur C.M. nés dans des villages ou dans un centre secondaire (qui, à l'époque, ne devait pas, presque sûrement, dépasser les 10.000 habitants). Nous allons donc essayer de compléter, autant que possible, cette analyse en considérant la distribution croisée des "A.U." (et des "N.U.") selon le district de résidence et le lieu de naissance du C.M., afin de vérifier où résident les ménages qui peuvent, au delà des "N.U.", être considérés des "urbanisés de plus vieille date", mais non d'origine.

TAB. 5. Distribution des "A.U." et des "N.U." selon le district de résidence et le lieu de naissance

	ANCIENS URBAINS					NOUVEAUX URBAINS			
	1	2	3	4	5	1	2	3	5
Lieu de naissance									
Niamey	29	14	15	11	16	0	1	0	0
Autre vil-									
Le Niger	7	33	34	11	9	0	1	3	0
Village	35	64	97	30	23	5	24	61	10
Etranger	24	20	13	13	11	0	3	5	1
N.D.	0	1	1	0	0	0	0	1	0

Dans sa partie "N.U.", ce tableau n'apporte guère d'informations nouvelles. Comme on pouvait s'y attendre, presque tous les chefs des ménages "N.U." sont nés dans des villages.

Par contre, la partie "A.U.", nous apprend que pour le troisième district, moins des 10% des C.M. sont nés à Niamey (et plus du 60% dans les villages). Pour le premier, les données sont fort différentes: les 30% des C.M. sont nés à Niamey (et seulement les 37% dans les villages). Le deuxième et le cinquième district (mais ici aussi le quatrième) présentent une situation intermédiaire.

Ces résultats renforcent ceux que nous avons présenté juste auparavant. Les immigrants (à la fois les vieux - c'est à dire qui habitent la ville depuis plus de 5 ans et sont donc classés parmi les "AU" - et les récents - c'est à dire les "NU"-) se sont concentrés et se concentrent encore surtout dans les quartiers "populaires" et à haute densité d'habitation (et, en particulier, dans le troisième district) et sont beaucoup moins présents dans les zones "ri-

ches" et à mineure densité (et, en particulier, dans le premier district).

A ce propos, il faut aussi rappeler les énormes différences de condition et de coût de la vie dans les différentes parties de la ville. Un exemple valable pour tous est le prix du loyer mensuel, qui est de 6.000/10.000 F.CFA pour une maison en banco dans le deuxième ou le troisième district et de 250.000/350.000 F.CFA pour une villa à Poudrière ou au Plateau.

Si, comme dans le reste de l'Afrique, les migrants qui arrivent à la capitale sont, en reprenant Ignacy Sachs (cfr. par. 1) des "réfugiés ruraux" qui "recherchent dans la ville la dernière plage" et si, comme dit Mamadou Keita, la population rurale "demeure dans l'incapacité matérielle de se procurer certains besoins et services et a, à cet égard, un niveau de vie on ne peut plus bas", il est bien évident que ceux-ci s'installent dans les zones les plus pauvres.

Sur la base de ces remarques préliminaires (et, en particulier, de l'impact des processus d'urbanisation récents ou plus anciens sur les différentes zones de la ville), nous allons essayer de poursuivre notre étude sur le rapport entre urbanisation et aménagement du territoire en analysant certains caractères socio-culturels et économiques des ménages, tels que l'ethnie, la religion, le niveau d'instruction, l'occupation du chef du ménage, ainsi que d'autres variables, telles que les caractéristiques du logement, selon une double distribution qui tient compte:

- du district (1, 2, 3, 4 ou 5) où le ménage réside;
- de son caractère de "ancien urbain" ou "nouveau urbain".

TAB. 6. Distribution des ménages "A.U." et "N.U." selon la religion et le district de résidence

	ANCIENS URBAINS					NOUVEAUX URBAINS			
	1	2	3	4	5	1	2	3	5
RELIGION									
Islam.	85	129	156	59	55	5	29	69	11
Chrét.	9	3	3	4	4	0	0	0	0
Animiste	1	0	0	0	0	0	0	0	0
Autre	0	0	0	2	0	0	0	0	0
N.D.	0	0	1	0	0	0	0	0	0
TOTAL	95	132	160	65	59	5	29	69	11

TAB. 7. Distribution des ménages "A.U." et "N.U." selon l'ethnie et le district de résidence

	ANCIENS URBAINS					NOUVEAUX URBAINS			
	1	2	3	4	5	1	2	3	5
ETHNIE									
Hausa	10	43	65	23	7	1	7	30	4
Djerma	56	56	69	25	23	2	17	25	5
Peulh	3	6	3	6	13	1	1	6	0
Touareg	3	8	8	0	2	1	1	4	0
Kanouri	1	1	3	0	2	0	0	0	0
Bougadjé	1	4	3	0	2	0	0	1	0
Autres	21	14	8	11	10	0	3	3	2
N.D.	0	0	1	0	0	0	0	0	0
TOTAL	95	132	160	65	59	5	29	69	11

 TAB. 9. Distribution des ménages "A.U." et "N.U." selon
 l'occupation du C.M. et le district de résidence
 (occupations groupées) (%)

	ANCIENS URBAINS					NOUVEAUX URBAINS			
	1	2	3	4	5	1	2	3	5
OCCUPAT. DU C.M.						(*)			(*)
Cadres, employ. services	39	26	33	41	29	20	3	21	19
Commerce	10	17	19	9	22	20	10	14	36
Ouvriers	21	20	15	14	19	40	10	6	-
Agriculteurs	6	3	2	-	7	20	24	16	36
Autres / NI	2	7	1	7	3	-	-	1	-
Sans profes.	22	24	30	29	20	-	53	62	9

(*) Les données de ces deux colonnes n'ont presque pas de
 signification, du moment que les % sont calculés sur
 un nombre trop petit de cas (respectivement 5 et 11)

 Quelques considérations peuvent être formulées à partir
 des données exposées dans les tableaux qui précèdent.

* Du point de vue de la distribution ethnique de la popula-
 tion, seul le premier district, qui est, à la fois, la
 zone la plus riche, la moins concernée (cfr. tab. 4 et 5)
 par les processus d'urbanisation et, enfin, celle où l'ad-
 ministration publique est plus présente, manifeste une
 situation particulière. Les 3/4 des enquêtés sont des Dje-
 rma (l'ethnie qui, historiquement, a fourni le plus grand
 nombre de fonctionnaires au Niger) ou "autres" (ceux-ci,
 pour la plupart, étrangers - cfr. aussi la présence de 10%
 de chrétiens -). Dans les autres districts, les Djerma et
 les "autres" sont moins présents (environ 50%) et plus
 nombreux sont les Hausa (surtout dans le 3ème district) ou

Les Peulh (5ème).

- * Les CM Haussa, toutefois (surtout "NU" - 71,4% -, mais aussi "AU" - 43,4% -) sont plus nombreux dans le troisième district. Cela peut dériver du fait que dans cette zone se trouve le marché le plus important de la ville (le "Grand marché") ainsi que de nombreux autres lieux de commerce. En effet, l'activité commerciale a été toujours très importante chez les Haussa (une enquête de 1981 a relevé que 28% des Haussa actifs de Niamey exerçait des activités commerciales, contre 13% pour l'ensemble des autres ethnies). En poussant, peut-être un peu trop loin, on pourrait supposer que les migrants Hausa, suivant un espèce de réseau tendent, arrivés à Niamey, à se rendre dans la zone où ils sont les plus nombreux et à y rester pour une certaine période, pour se transférer, éventuellement, ensuite, dans un autre district.
- * Parmi les nouveaux urbains, les Djerma (qui peuplent les alentours de Niamey) ne représentent que le 40%. Les Hausa sont presque aussi nombreux. Ce résultat laisserait supposer, que Niamey joue son rôle de centre urbain par excellence qui exerce une attraction, via-à-vis non seulement du département de Tillabery, mais aussi de zones plus éloignées telles que Dosso, Maradi et Zinder. A ce propos, on peut signaler que, selon une enquête de 1982 (dont les résultats sont sommairement reportés dans le livre blanc du SDAU), 28,3% des migrants provenaient du département de Niamey (aujourd'hui de Filingué), 29,3% de celui de Dosso, 33% environ de ceux de Tahoua, Maradi et Zinder, 0,4% d'Agadez et 0,7% de Diffa.
- * Parmi les "anciens urbains", les Djerma sont les plus nombreux (45%) et, surtout, les Hausa le sont beaucoup moins (28,9%). Ce résultat n'est guère surprenant: Niamey, étant en zone Djerma, a été, en premier lieu, peuplée surtout par cette ethnie.
- * Au delà de ces maigres remarques, il ne semblerait pas exister de relations entre ethnie et résidence, au moins

au niveau des districts.

- * Par rapport, à la religion, encore une fois, seulement le premier district, avec 10% de chrétiens, se distingue du reste. Il n'y a pas de différences significatives entre les "A.U." et les "N.U."
- * Si on considère l'occupation du C.M., nous avons, d'un côté, le premier et le quatrième district où dominent les cadres supérieurs, les employés de bureau et des services et où le commerce est peu important et, de l'autre, le deuxième et le troisième district où, en considérant globalement les "A.U." et les "N.U.", les "sans profession" sont les plus présents (bien que cadres supérieurs et employés aussi soient nombreux) et où le commerce a une importance supérieure. La situation du cinquième ressemble à celle du 2ème et du 3ème, sauf que les "sans profession" sont beaucoup moins importants.
- * La raison de l'importance des cadres, des employés et des services dans le premier et le quatrième district est évidente: ces deux districts englobent essentiellement les quartiers européenisés qui, justement, sont habités par les fonctionnaires qui sont surtout Djerma (ou parfois blancs).
- * Le grand nombre de commerçants et, surtout parmi les "NU", des "sans professions" dans le deuxième et le troisième district, peut dépendre du poids considérable des Hausa parmi les habitants. Cette ethnie est, en effet, moins "puissante" (si ce terme peut être utilisée) et, en même temps, plus tournée vers le commerce.
- * Nous ne pouvons faire valablement la distinction entre "A.U." et "N.U." que pour le 2ème et le 3ème district et noter, tout de suite, que parmi les "N.U." les "sans profession" sont très nombreux et plus du double que chez les "A.U." (53% contre 24% dans le 2ème et 62% contre 30% dans le 3ème). Encore une fois, nous avons une donnée qui témoigne que l'urbanisation n'est presque jamais guidée par

une perspective déterminée (un nouvel emploi), mais, en reprenant Cardoso, par le "mirage" de nouvelles opportunités économiques, sociales, éducatives. Pourtant, les opportunités économiques peuvent ne pas se concrétiser pour longtemps (du moins stablement). En effet, dans le 2ème et le 3ème district, environ les 30% des C.M. (qui, dans la grande majorité des "C.M." sont aussi des migrants, à Niamey depuis 5 ans au moins) est sans profession.

- * En bref, la variable "NU"/"AU" "explique" une grande partie (mais non pas la totalité) des différences des pourcentages des sans profession parmi les cinq districts, mais n' "explique" guère les variations relatives au "commerce" ou aux "cadres, services" qui seraient donc plus liées à la zone de résidence et, en partie aussi, aux caractéristiques ethniques de leurs habitants.
- * L'enquête RUMCA n'a pu prendre en considération la distinction entre travail "formel" et travail "informel". Ce dernier, selon les données du livre blanc du SDAIJ est très important. En 1981, on pouvait compter 29.870 emplois "informels" (surtout dans le commerce, les bâtiments et les services divers, concentrés surtout dans le 3ème district et dans la partie est du 2ème - voir tab.3) contre 34.460 "formels" (surtout dans l'administration, le bâtiment et l'industrie, concentrés surtout au Plateau - 1er district et dans la zone industrielle (périphérie du 3ème). Une confrontation avec les résultats de l'enquête RUMCA est difficile, parce que les ménages sont localisés selon la résidence et non pas selon le lieu de travail du C.M.. Il est toutefois utile de souligner que c'est dans les zones les plus concernées par les migrations (auparavant des "A.U.", puis des "N.U.") que se concentre le travail informel.
- * En ce qui concerne l'occupation, l'enquête RUMCA a aussi relevé les données concernant les autres membres du ménage à partir desquelles il est difficile de tirer des informations ultérieures. En effet (voir le tab. qui suit) la quasi totalité d'entre eux sont "sans profession" à cause

de leur jeune âge (ce qui ne comporte pas nécessairement la fréquentation de l'école). On peut, toutefois remarquer que le pourcentage de "sans professions" est plus considérable, ici aussi, chez les "NU" que parmi les "AU", alors qu'il n'y a guère de différence entre les cinq districts (ni parmi les "AU", ni parmi les "NU"; bien sûr il y a une différence si on considère ensemble les "NU" et les "AU", mais celle-ci dépend de cette dernière variable - cfr. chapitre précédent).

TAB. 10. Occupation des autres membres du ménage (% , calculés à partir du nombre des ménages)

	ANCIENS URBAINS					NOUVEAUX URBAINS			
	1	2	3	4	5	1*	2	3	5*
OCCUPAT.									
Cadres, employ.	9	12	22	13	5	0	0	0	0
services	21	8	29	5	13	0	0	5	0
Commerce	3	10	6	4	12	0	5	4	3
Ouvriers	17	17	8	6	3	0	0	2	1
Agriculteurs	7	7	1	0	1	0	3	3	3
Autres / NI	30	45	74	39	12	0	0	2	0
Sans profes.	607	762	978	424	336	10	134	322	45

(*) Les données de ces deux colonnes n'ont presque pas de signification, du moment que les % sont calculés sur un trop petit nombre de cas.

En ce qui concerne l'instruction du C.M., on peut avant tout constater que le niveau chez les "N.U." est extrêmement plus bas: 79,8% n'a aucune instruction, contre le 50,1% parmi les "A.U."; seulement le 7% a au moins une instruction primaire, contre le 30,5% chez les "A.U.". Ces différences restent aussi significatives si on considère seulement le deuxième ou seulement le troisième districts (les seuls pour lesquels une comparaison entre "AU" et "NU" puisse avoir un

sens).

Relativement à la subdivision du territoire, encore une fois, le premier et le quatrième district se distinguent. Les C.M. non instruits sont environ de 45% et les C.M. qui ont au moins un diplôme secondaire sont plus de 15%. Dans les trois autres districts, le premier % dépasse 50% (en ne considérant que les "A.U.") ou même 60% (en considérant les "A.U." et les "N.U.") alors que le deuxième tombe à 10%.

 TAB. 11. Distribution des ménages "A.U." et "N.U." selon
 l'instruction du C.M. et le district de résidence

	ANCIENS URBAINS					NOUVEAUX URBAINS			
	1	2	3	4	5	1	2	3	5
NIVEAU INSTR.C.M..									
Aucune	42	76	81	30	37	3	24	54	10
Primaire	16	15	28	17	8	1	1	3	0
Second.	8	6	10	9	5	0	0	1	0
Univers.	6	8	8	1	1	0	2	0	0
Ec.coran.	21	26	26	8	8	1	2	11	1
Autres	2	1	7	0	0	0	0	0	0
TOTAL	95	132	160	65	59	5	29	69	11

Ce sont donc les zones les plus concernées par l'immigration qui sont aussi celles où le niveau d'instruction des C.M. est le plus bas. Toutefois, au niveau des descendants des C.M., il y a une certaine homogénéisation (voir tab. 12). On peut toutefois remarquer que le pourcentage de ceux qui n'ont aucune instruction est, parmi les "AU" sensiblement plus élevé dans le troisième district par rapport au reste de la ville. En outre, une différence très remarquable à ce sujet subsiste entre les "AU" et les "NU". Si les perspectives d'occupation, pour les migrants, restent souvent un mirage (voir tab. 8 et 9), même cinq ans après leur arrivée

en ville, celles relatives à l'éducation tendent un peu plus à se concrétiser. Au delà des résultats de l'enquête, selon un relevé de 1981, en effet, Niamey avait déjà un taux de scolarisation du 58% - pourcentage tout à fait compatible avec les résultats de l'enquête RUMCA - (61% pour les garçons et 54% pour les filles), contre 20% pour l'ensemble du Niger.

TAB. 12. Niveau d'instruction des descendants du C.M., selon la distribution des ménages par district et par "A.U." et "N.U."

	ANCIENS URBAINS					NOUVEAUX URBAINS			
	1	2	3	4	5	1	2	3	5
Aucune	182	236	374	122	75	2	61	102	23
Prim.	138	170	185	76	71	1	8	17	7
Second.	48	47	89	37	18	0	3	8	0
Univers.	1	6	8	3	4	-	-	-	-
Ec.coran.	22	36	32	2	3	-	4	13	1
Autres									
TOTAL	395	500	695	242	173	3	79	221	31

Il semblerait, donc, que plus un district est peuplé par des migrants (même anciens), moins la qualité moyenne de l'occupation et de l'instruction du C.M. est élevée et vice-versa. En effet, en termes très généraux, le premier et le quatrième district, qui sont les moins peuplés par d'anciens ou récents migrants, sont caractérisés:

- par un niveau d'instruction des C.M. plus élevé;
- par un niveau moins élevé de "sans profession";
- par une occupation liée surtout au secteur formel, aux services et à l'administration.

Par contre, le troisième (surtout), le second et le cinquième district, où la présence d'immigrés (anciens et

récents) est plus importante, ont des niveaux moyens d'instruction des C.M. plus bas, une présence plus remarquable de "sans profession" et une occupation plus liée au secteur informel et à des travaux moins stables et moins rémunérés.

Les nouveaux urbains, dont la distribution ethnique reflète, en gros, celle du Pays, et dont les conditions d'occupation et d'instruction sembleraient être les pires, tendent à se rendre dans les quartiers où les conditions de vie, comme le prouvent, à la fois, les données générales et celles particulières de l'enquête RUMCA, sont les plus basses et qui sont surtout habitées par des migrants.

L'enquête RUMCA peut fournir des données ultérieures pour continuer cette analyse. Il s'agit des conditions de logement et de la composition des ménages.

Cette dernière a été déjà étudiée (selon une répartition villages/N.U./A.U.) d'un point de vue démographique.

 TAB. 13. Distribution des ménages "A.U." et "N.U." selon la
 numérosité des ménages et le district de résidence

	ANCIENS URBAINS					NOUVEAUX URBAINS				
	1	2	3	4	5	1	2	3	5	
1 - 5	31	55	48	19	20	5	14	37	6	
6 - 10	42	48	81	29	30	0	14	27	4	
11 - 15	12	18	17	11	6	0	1	4	1	
16 - 20	5	8	10	2	1	0	0	1	0	
+ 20	5	3	4	4	2	0	0	0	0	
N.D.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Total	95	132	160	65	59	5	29	69	11	

Ici, nous nous intéresserons, d'un point de vue socio-culturel, seulement à son nombre selon la répartition

"A.U."/"N.U.", dans les cinq districts de Niamey.

La première remarque que l'on peut faire en lisant le tableau qui précède est qu'il n'y pas de différences significatives dans le quantité, entre les ménages des différents districts de la ville. Une différence significative, par contre, apparaît entre les "A.U." et les "N.U.". Chez les premiers, les ménages entre 1 et 5 membres ne sont que de 34%, alors que parmi les derniers, ce pourcentage dépasse les 55%. Ces données peuvent, en quelque sorte, souligner la thèse de Mohamed L. Gakou (cfr. par. 1) selon laquelle les migrations comportent, en premier lieu, un démembrement des familles dont une partie des membres sont poussés vers la ville (c'est à ce stade que se trouveraient les ménages "N.U."). Par la suite, le reste de la famille rejoint aussi la ville (situation propre des ménages "A.U."). Elles confirment, en même temps, une des principales thèses concernant les migrations en général (et que nous avons repris plus haut), à savoir que la migration se fait sur la base de réseaux pré-existants composés par des personnes qui ont des liens sociaux entre elles.

Suivant cette thèse on ne peut donc pas supposer que chez les "N.U." les ménages tendent plus à se "nucléariser" que chez les "A.U.". Les ménages "N.U." auraient moins de membres, simplement parce qu'une partie de ces familles est restée à la campagne pour le moment.

Ceci dit, en ne se référant donc qu'aux données des "A.U.", on peut remarquer qu'une partie non négligeable des familles a une composition de type nucléaire ou semi-nucléaire et qu'il n'y a pas de variations sensibles entre les différents districts, si ce n'est une accentuation de la classe 1-5 dans le deuxième qui ne semble guère explicable sur la base des variables prises en considération jusqu'ici.

Les données relatives à la situation des logements sont reportées dans les tableaux qui suivent.

TAB. 14. Type d'habitation selon la caractéristique "A.U." / "N.U." et le district de résidence des ménages

	ANCIENS URBAINS					NOUVEAUX URBAINS				
	1	2	3	4	5	1	2	3	5	
Dur	10	19	41	1	4	1	6	0	0	
Semi-dur	8	16	30	11	8	0	2	2	0	
Banco	72	77	81	53	44	3	9	7	0	
Paille	3	12	7	0	3	0	11	29	5	
Secco	2	6	0	0	0	1	7	21	5	
Tente	0	1	0	0	0	0	0	4	0	
Autre	0	1	1	0	0	0	0	0	1	
TOTAL	95	132	160	65	59	5	29	69	11	

TAB. 15. Equipement des habitation selon la caractéristique "A.U." / "N.U." et le district de résidence des ménages (%)

	ANCIENS URBAINS					NOUVEAUX URBAINS				
	1	2	3	4	5	1	2	3	5	
Electri.	40	19	31,3	38,5	8,5	(*)	0	2,9	0	
WC mod.	8,4	6,1	5	3,1	6,8	(*)	0	0	0	
Latrine	63,2	75	90,6	89,2	81,4	(*)	41,4	23,2	0	

(*) % non significatifs

TAB. 16. Approvisionnement en eau selon la caractéristique "A.U."/"N.U." et le district de résidence des ménages

	ANCIENS URBAINS					NOUVEAUX URBAINS			
	1	2	3	4	5	1	2	3	5
Eau cour.	20	35	37	22	7	2	1	4	0
Achat	67	86	102	43	52	3	17	43	6
Puit/for.	8	11	21	0	0	0	11	22	5
TOTAL	95	132	160	65	59	5	29	69	11

TAB. 17. Equipement pour cuisine selon la caractéristique "A.U."/"N.U." et le district de résidence des ménages

	ANCIENS URBAINS					NOUVEAUX URBAINS			
	1	2	3	4	5	1	2	3	5
cuisinière gaz/élect.	5	6	4	2	0	0	0	0	0
foyer amélioré	36	30	49	18	16	1	3	15	1
foyer malgache/tradit.	48	94	107	43	38	4	25	42	5
autre	6	1	0	2	5	0	1	12	5
TOTAL	95	132	160	65	59	5	29	69	11

Les données reportées dans les tableaux qui précèdent mettent avant tout en évidence une grande différence entre les conditions de vie des "A.U." et des "N.U.". Moins sensibles sembleraient les différences entre les ménages des cinq districts de la ville.

Afin de mieux apprécier ces différences, nous avons construit un index de "situation de habitation" selon la procédure suivante.

a) attribution de points

maison en dur = 4
maison en semi-dur = 3,5
maison en banco = 3
maison en paille ou en secco = 2
tente ou autre = 1

présence d'électricité = 3

présence de WC moderne = 2
présence de latrine = 1
présence d'eau courante = 3
achat d'eau, puit ou forage = 1

cuisinière à gaz ou à électricité = 2
foyer amélioré = 1,5
foyer traditionnel ou malgache = 1
autre = 0,5

b) calcul de l'index pour chaque ménage = somme des points attribués

c) calcul de l'index moyen pour chaque ensemble de ménages (ex "A.U." du 1er district; "N.U." du 2ème district; etc)
= somme des indices de chaque ménage / nombre de ménages.

Les résultats obtenus sont reportés dans le tableau qui suit.

 TAB. 18. Index de "situation d'habitation"

	1	2	3	4	5	Moyenne
A.U.	7,75	6,89	7,88	8,05	6,42	7,48
N.U.	n.s.	5,75	4,38	-	3,72	4,47
Moyenne	7,75	6,69	6,83	8,05	6,17	6,93

Effectivement, la moyenne des index pour les ménages "A.U." est supérieure du 67% à celle relative aux ménages "N.U.", ce qui prouve, encore une fois, que les nouveaux urbains, en général, vivent à Niamey dans des conditions très précaires et que les ménages "AU" sont, généralement, mieux placés.

Par contre, les moyennes des index par district, sont assez semblables. Toutefois, les valeurs pour le premier et le quatrième sont légèrement supérieures... mais ce n'est que parce que dans ces districts il n'y a guère de "N.U.". Si on limite l'analyse aux "A.U.", il y a une différence sensible entre le 1er, le 3ème et le 4ème district, d'un côté, et le 2ème et le 5ème, de l'autre. Mais cette différence n'est pas très marquée (20%).

Il semblerait donc que, malgré les diversités dans le type et le niveau moyen d'occupation et d'instruction, il y a une certaine homogénéité en ce qui concerne la situation du logement et des équipements parmi les Anciens Urbains.

Cette étude sur "urbanisation et aménagement du territoire" nous amène donc, pour le moment, à supposer que:

- le phénomène de l'urbanisation a concerné et concerne toujours surtout le 3ème district; en second lieu le 2ème et le 5ème et, de façon très réduite (surtout dans les dernières années) le 1er et le 4ème;
- les conditions de vie des "A.U." sont sensiblement supé-

rieures à celles des "N.U.", à la fois sous le profil de l'occupation, de l'instruction (à la fois du CM que des autres membres du ménage), de la situation familiale, du logement et de ses équipements;

- il y a des différences sensibles relativement à l'occupation et au niveau d'instruction moyens du C.M. entre les cinq districts, mais il n'y en a presque pas en ce qui concerne, toujours en moyenne, l'occupation des autres membres du ménage, le niveau d'instruction des descendants du C.M., la dimension de la famille, le logement et ses équipements;
- il n'y a aucune corrélation significative entre ethnies, urbanisation et lieu de résidence.

Pour poursuivre notre étude et pouvoir passer, ensuite, d'un niveau surtout descriptif à une analyse essentiellement explicative, il est maintenant nécessaire d'introduire un troisième pôle, celui de l'alimentation, qui, par ailleurs a représenté l'objet principal de l'enquête RUMCA.

4. Urbanisation, aménagement du territoire et alimentation

Dans le paragraphe précédent, nous avons essayé de cerner les principales différences et constantes qui caractérisent les ménages "A.U." et "N.U." des cinq districts de la ville. Nous allons maintenant reprendre cette analyse en introduisant un nouvel ensemble de variables, tout autre que secondaire à l'intérieur de cette enquête: les variables de l'alimentation.

Ce type de variables sera analysé en considérant d'une façon comparative la situation en temps de "pénurie" (vers juillet-août, i.e. le premier passage de l'enquête) et la situation en temps d'"abondance" (vers janvier-février, i.e. le deuxième passage).

Nous n'allons pas nous intéresser ici au régime alimentaire des habitants de Niamey en général, ni de la différence, à ce niveau entre "AU" et "NU". Le chapitre précédent, rédigé par le prof. Dionisia Maffioli, est dédié à cette question. Ce qui nous intéresse ici, c'est de confronter la situation entre les différents quartiers de la ville et d'essayer d'identifier les éventuelles relations entre l'alimentation et les caractéristiques des quartiers et des ménages qui y habitent.

4.1. Situation en temps de pénurie tous ménages urbains confondus

Dans le tableau qui suit, nous reportons les quantités moyennes consommées, par membre de ménage - au cours des trois jours de l'enquête en période de pénurie (juillet-août) - dans les cinq districts de la ville, pour les principaux produits utilisés.

 TAB. 19. Quantités moyennes consommées par membre du ménage
 sur trois jours

	1	2	3	4	5
CEREALES (kg)					
mil en grains	0,46	0,67	0,53	0,30	0,57
farine de mil	0,00	0,00	0,00	0,00	0,02
gallet de mil	0,01	0,01	0,29	0,02	0,01
cruba-cruba	0,03	0,00	0,01	0,00	0,01
mais en grains	0,26	0,10	0,14	0,15	0,16
farine de mais	0,08	0,09	0,05	0,11	0,06
farine de blé	0,00	0,00	0,01	0,00	0,00
riz en grain					
non décortiqué	0,00	0,00	0,01	0,00	0,11
riz en grain					
décortiqué	0,62	0,64	0,63	0,52	0,65
riz à la sauce	0,01	0,01	0,05	0,00	0,01
sorgho grains	0,00	0,01	0,03	0,06	0,02
pain	0,03	0,02	0,02	0,05	0,03
pâtes aliment.	0,01	0,00	0,02	0,01	0,02
TUBERCULES (kg)					
manioc	0,01	0,01	0,01	0,02	0,00
farine manioc	0,02	0,02	0,01	0,02	0,01
igname	0,06	0,02	0,01	0,08	0,01
pomme de terre	0,00	0,01	0,01	0,01	0,00
LEGUMINEUSES (kg)					
haricots, niébé	0,02	0,02	0,03	0,04	0,03
beignet	0,00	0,01	0,00	0,01	0,01
arachides	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
couli-couli	0,00	0,01	0,00	0,00	0,00
tigadegué	0,02	0,01	0,01	0,01	0,02

(suite)

(suite)

VIANDE ET POISSON (kg)

mouton	0,01	0,02	0,02	0,05	0,01
boeuf	0,08	0,08	0,10	0,09	0,11
poisson frais	0,01	0,01	0,00	0,00	0,00
poisson séché	0,00	0,00	0,00	0,01	0,01

LEGUMES (kg)

copto	0,02	0,01	0,00	0,01	0,01
tomates	0,02	0,01	0,01	0,03	0,01
oignons	0,04	0,05	0,04	0,05	0,03
oignons cuits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
poivrons	0,00	0,01	0,00	0,01	0,00
aubergines	0,00	0,01	0,00	0,01	0,00
courge	0,06	0,05	0,08	0,06	0,08

SUCRES ET CONSERVES (kg)

sucré	0,01	0,01	0,01	0,01	0,02
conservé tomate	0,01	0,01	0,01	0,01	0,02

AUTRES (litres)

lait frais	0,01	0,00	0,00	0,00	0,00
lait caillé	0,04	0,04	0,07	0,05	0,08
huiles	0,06	0,10	0,07	0,04	0,05

Pour avoir une vision plus complète de la consommation alimentaire à Niamey, nous avons reporté aussi, dans le tableau qui suit, les données relatives au nombre de ménages (en %) qui, pour chaque district, ont consommé (ou simplement stocké) durant les trois jours de l'enquête, même en petite quantité, chacun des produits mentionnés.

 TAB. 20. Nombre de ménages ayant consommé (ou stocké) chacun
 des produits indiqués, sur trois jours

	1	2	3	4	5
CEREALES					
mil en grains	50	57	54	44	70
farine de mil	3	1	3	4	7
gallet de mil	22	11	26	23	24
cruba-cruba	4	4	3	5	7
mais en grains	27	14	20	19	26
farine de mais	19	17	11	23	16
farine de blé	1	3	2	1	1
riz en grain non décortiqué	0	1	0	1	1
riz en grain décortiqué	92	91	90	95	90
riz à la sauce	12	12	18	12	14
sorgho grains	2	2	4	6	3
pain	25	16	19	42	24
pâtes aliment.	12	5	11	9	11
TUBERCULES					
manioc	6	7	5	3	3
farine manioc	24	22	20	24	15
igname	10	5	3	9	4
pomme de terre	2	4	6	5	1
LEGUMINEUSES					
haricots, niébé	28	23	33	36	24
beignet	8	14	8	17	14
arachides	3	3	3	5	1
couli-couli	6	19	8	6	7
tigadegué	57	15	46	51	56

(suite)

(suite)

VIANDE ET POISSON

mouton	10	15	6	5	4
boeuf	71	55	58	73	64
poisson frais	6	9	4	3	1
poisson séché	17	3	9	20	20

LEGIJMES

copto	14	19	25	14	12
tomates	38	31	31	41	19
oignons	62	51	59	78	74
oignons cuits	7	7	8	3	-
poivrons	12	11	16	17	21
aubergines	5	3	5	12	5
courge	61	45	54	61	63

SUCRES ET CONSERVES

sucré	18	9	16	24	40
concent. tomate	67	44	56	67	85

AUTRES

lait frais	2	3	5	3	1
lait caillé	27	23	32	34	54
huiles	89	93	93	87	100

Si nous lisons les deux tableaux d'une façon comparative - en considérant que les deux séries de données peuvent s'intégrer et se compléter l'une avec l'autre - nous pouvons tout de suite constater que les produits alimentaires mentionnés se partagent, grosso modo, en quatre groupes:

- a. ceux qui ne sont consommés que par un petit nombre de ménages et dans une zone déterminée de la ville (ou pour lesquels il y a de grandes différences dans les quantités moyennes);
- b. ceux qui ne sont consommés que par un petit nombre de mé-

nages répandus dans toute la ville;

- c. ceux qui sont consommés partout de façon significative, mais différenciée entre les cinq districts;
- d. ceux qui sont consommés partout de façon significative et homogène.

Dans le premier groupe, nous trouvons:

- * des céréales et, en particulier, la farine de mil (4ème district), le cruba-cruba (1er district), le riz en grain non décortiqué (5ème district) et le sorgho en grains (4ème district);
- * la pomme de terre;
- * des dérivés de légumineuses (les beignets de niébé et le couli-couli);
- * le lait frais (1er district);
- * l'igname (1er et 4ème districts);
- * le mouton (4ème district).

Dans le deuxième groupe, nous avons:

- * des céréales (les pâtes alimentaires, le riz à la sauce, le sorgho en grains);
- * le manioc et la farine de manioc;
- * des légumineuses et dérivés (le niébé et le tigadégué);
- * des légumes (le copto, le poivron et les aubergines);
- * le sucre.

Les produits qui suivent forment le troisième groupe:

- * des céréales
 - le mil en grain (priorité dans le 2ème, 3ème et 5ème district);
 - les gallets de mil (priorité dans le 3ème district)
 - le maïs - farine et en grain - (priorité dans le 1er et le 4ème district);
 - le pain (priorité dans le 4ème district);

- * des légumes
 - les tomates (priorité dans le 1er et 4ème district);
 - la courge (priorité dans le 3ème et le 5ème district);
- * le lait caillé (priorité dans le 3ème, 4ème et 5ème district);
- * les huiles (priorité dans le 2ème et 3ème district).

Dans le quatrième groupe, nous avons:

- * le riz en grain décortiqué;
- * le boeuf;
- * des légumes (oignons et courge);
- * le concentré de tomates.

Si on néglige les aliments qui ne sont consommés que dans une petite minorité de ménages, la situation semble être assez claire. Au delà d'une base commune formée essentiellement par le riz et le boeuf (et, en mesure mineure, par les oignons et les courges), il y a une certaine différentiation entre le deuxième, le troisième et le cinquième district d'un côté (où on consomme surtout le mil et plus d'huile) et le premier et le quatrième district de l'autre (où la consommation du mil, qui reste importante, est accompagnée de façon significative par celle du maïs, du pain, de l'igname et du mouton).

Il semblerait donc, à première vue, que l'alimentation moyenne est assez homogène entre les différents districts de la ville de Niamey, mais que, toutefois, dans le premier et le quatrième district, elle est un peu plus abondante et différenciée (à ce propos, on peut constater aussi que les produits du premier groupe sont plus répandus dans le 1er et le 4ème district que dans les trois autres).

Pour approfondir cette hypothèse, nous avons essayé d'élaborer deux indicateurs:

- le premier (IC), relatif à la quantité moyenne de céréales consommée par jour par personne (tous produits confondus);

- le deuxième (IV), relatif à la consommation de viande et de poisson par jour par personne (tous produits confondus);

et de trois index, à savoir l'index de diffusion moyenne (ID nombre moyen des produits - sur la base des 38 qui ont été pris en considération dans les tabb. 19 et 20 - consommés ou stockés dans les ménages), celui de diffusion moyenne des produits céréaliers (IDC, calculé suivant la même procédure, mais en ne considérant que les céréales) et celui de diffusion des produits non céréaliers (IDN, calculé, suivant la même procédure, mais à partir des autres produits).

Les résultats obtenus sont les suivants.

 TAB. 21. IC, IV, ID, IDC et IDN dans les cinq districts de Niamey (période de pénurie)

	1	2	3	4	5
IC	0,53	0,54	0,60	0,51	0,57
IV	0,04	0,04	0,04	0,05	0,04
ID	9,2	7,7	8,6	9,9	9,9
IDC	2,7	2,3	2,6	2,8	3,0
IDN	6,5	5,3	6,0	7,1	6,9

Les variations de IC et de IV ne sont pas très significatives. Le quatrième district, qui pourrait sembler pénalisé pour IC a, par contre, la valeur plus forte pour IV. Pour ce que ces deux indicateurs très rudimentaires permettent de conclure, on peut supposer que, tous ménages confondus, le district de résidence ne serait pas en relation avec la quantité d'aliments consommés.

Par contre, des différences plus significatives caractérisent les trois indices de diffusion, qui sont nettement plus élevés dans le premier, le quatrième, mais aussi le cinquième district, où l'alimentation en ce qui concerne, à

la fois les céréales que les produits non céréaliers, serait donc plus diversifiée.

En définitive, le niveau quantitatif de consommation alimentaire (céréales et viandes) semblerait, en moyenne, sans distinctions importantes entre les districts. Pourtant, les ménages de certains districts - tels que le 1 et le 4 - paraissent avoir plus de chances en termes de qualité de consommation et de possibilité de stockage de produits (on peut lire dans ce sens aussi la quantité majeure de viande dans le quatrième district).

Mais il faudrait, maintenant, procéder à une comparaison de ces données avec celles relatives à la période d'abondance.

4.2. Situation en temps d'abondance - tous ménages urbains confondus

En ce qui concerne la période que nous avons appelée "d'abondance" (janvier-février), nous allons reporter, même dans ce cas, d'abord les quantités moyennes consommées par membre de ménage - au cours de la période de l'enquête - dans les cinq districts de Niamey, pour les principaux produits.

TAB. 22. Quantités moyennes consommées par membre du ménage sur trois jours

	1	2	3	4	5
CEREALES					
mil en grain	0.654	0.866	0.768	0.641	0.790
farine de mil	0.035	0.030	0.062	0.003	0.041
gallet de mil	0.002	0.026	0.008	0.060	0.001
cruba-cruba	0.004	0.033	0.010	0.000	0.002
mais en grains	0.226	0.076	0.179	0.365	0.154
farine de mais	0.057	0.073	0.044	0.034	0.048
farine de blé	0.001	0.010	0.018	0.000	0.000
riz en grain					
non décortiqué	0.003	0.013	0.038	0.000	0.016
riz en grain					
décortiqué	0.634	0.583	0.543	0.761	0.589
riz à la sauce	0.014	0.024	0.014	0.000	0.019
sorgho en grain	0.040	0.008	0.041	0.991*	0.009
pain	0.024	0.008	0.014	0.019	0.016
pâtes alimentaires	0.004	0.006	0.008	0.005	0.002
TUBERCULES					
manioc	0.000	0.004	0.002	0.000	0.000
farine manioc	0.035	0.016	0.019	0.012	0.005
igname	0.057	0.017	0.046	0.047	0.050
pomme de terre	0.000	0.002	0.001	0.006	0.028
LEGIUMINEUSES					
haricots, niébé	0.057	0.067	0.073	0.037	0.040
beignet	0.000	0.000	0.000	0.000	0.000
arachides	0.000	0.002	0.000	0.000	0.008
couli-couli	0.000	0.001	0.001	0.001	0.000
tigadegué	0.014	0.009	0.009	0.014	0.009
VIANDE ET POISSON					
mouton	0.007	0.048	0.020	0.015	0.041
boeuf	0.082	0.070	0.069	0.131	0.074
poisson frais	0.004	0.005	0.009	0.006	0.004
poisson séché	0.003	0.001	0.001	0.004	0.006

(suite)

LEGUMES

copto	0.00A	0.00A	0.047	0.00A	0.001
tomates	0.047	0.032	0.027	0.063	0.024
oignons	0.027	0.019	0.014	0.034	0.021
oignons cuits	0.001	0.000	0.001	0.004	0.001
poivrons	0.004	0.002	0.007	0.003	0.002
aubergines	0.000	0.000	0.000	0.000	0.000
courge	0.000	0.000	0.000	0.000	0.000

SUCRE ET CONSERVES

sucré	0.005	0.00A	0.007	0.001	0.00A
concentré tomates	0.020	0.014	0.01A	0.020	0.020

AUTRES

lait frais	0.005	0.047	0.000	0.001	0.009
lait caillé	0.021	0.049	0.040	0.025	0.074
huiles	0.037	0.04A	0.041	0.055	0.051

(*) cette donnée semble invraisemblable

Le tableau qui suit concerne, à son tour, les données relatives au nombre de ménages (en %) qui, district par district, ont consommé ou bien stocké, chacun des produits mentionnés, durant les trois jours de l'enquête (en période d'abondance).

TAB. 23. Nombre de ménages ayant consommé (ou stocké) chacun des produits indiqués, sur trois jours (%)

	1	2	3	4	5
CEREALES					
mil en grain	63.0	82.9	76.0	60.0	80.3
farine de mil	10.0	11.0	12.0	1.5	12.7
gallet de mil	10.0	13.4	18.2	7.7	5.6
cruba-cruba	2.0	10.4	3.1	0.0	2.8
mais en grains	18.0	16.5	16.9	20.0	19.7
farine de mais	10.0	7.3	8.0	12.3	11.3
farine de blé	1.0	1.2	0.4	0.0	0.0
riz en grain					
non décortiqué	1.0	3.7	2.7	0.0	1.4
riz en grain					
décortiqué	91.0	82.9	80.9	92.3	84.5
riz à la sauce	4.0	9.8	6.7	0.0	7.0
sorgho en grain	3.0	1.2	3.6	7.7	2.8
pain	27.0	14.0	15.6	27.7	14.1
pâtes alimentaires	3.0	2.4	4.9	3.1	2.8
TUBERCULES					
manioc	2.0	0.6	0.9	0.0	1.4
farin de manioc	30.0	21.3	26.7	24.6	22.5
igname	9.0	1.8	6.7	7.7	9.9
pomme de terre	0.0	1.8	1.8	4.6	1.4
LEGUMINEUSES					
haricots, niébé	33.0	31.1	28.9	27.7	38.0
beignet	0.0	0.6	0.0	0.0	0.0
arachides	2.0	1.8	0.0	0.0	1.4
couli-couli	2.0	3.7	4.9	3.1	2.8
tigadegué	58.0	39.6	45.8	56.9	43.7
VIANDE ET POISSON					
mouton	7.0	16.5	18.2	9.2	16.9
boeuf	74.0	47.6	52.9	83.1	63.4
poisson frais	8.0	3.7	2.7	7.7	2.8
poisson séché	11.0	4.3	5.3	16.9	14.1

(suite)

LEGUMES

coptu	7.0	12.8	10.2	12.3	4.2
tomates	58.0	42.1	45.3	72.3	38.0
oignons	66.0	50.0	51.1	75.4	53.5
oignons cuits	6.0	2.4	8.9	7.7	8.5
poivrons	24.0	14.0	19.6	20.0	23.9
aubergines	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
courge	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0

SUCRES ET CONSERVES

sucré	13.0	10.4	17.3	4.6	21.1
concentré de tomates	77.0	53.0	66.2	83.1	77.5

AUTRES

lait frais	1.0	14.6	5.8	3.1	5.6
lait caillé	20.0	34.1	37.8	27.7	43.7
huiles	91.0	91.5	89.3	96.9	97.2

Ci dessous nous reportons aussi le tableau des index déjà appliqués au point 4.1., concernant la deuxième période de l'enquête.

TAB. 24. IC, IV, IO, IDC et IDN dans les cinq districts de Niamey (période d' "abondance")

	1	2	3	4	5
IC	0,566	0,585	0,582	0,629*	0,562
IV	0,032	0,041	0,033	0,052	0,042
IO	8,42	7,56	7,95	8,77	8,37
IDC	2,43	2,57	2,49	2,32	2,45
IDN	5,99	4,99	5,46	6,45	5,92

(*) dans le quatrième district, la quantité de sorgho en grains consommée par habitant n'a pas été considérée

Si maintenant on compare les données relatives aux deux périodes, on peut confirmer, dans l'ensemble, les remarques déjà effectuées au point 4.1..

Le riz, le boeuf et l'oignon demeurent parmi les aliments le plus consommés et répandus dans les ménages des différents quartiers. Mais les quantités moyennes dans les cinq districts ont des variations plus amples avec une nette priorité de consommation dans le 1er et le 4ème district. A ces trois produits, il faut ajouter aussi, relativement à cette période, au moins - des aliments tels que le mil en grains, en premier lieu (dont la consommation moyenne augmente partout et pour lequel la nette priorité dans le 2ème, 3ème et 5ème district se maintient) et ensuite les tomates (prioritaires, comme avant, dans le 1er et le 4ème), le concentré de tomates (surtout dans le 1er, 4ème et 5ème), le niébé (priorité dans le 2ème et le 3ème). La courge et les aubergines, au contraire, ont disparu. Le pain, en période de pénurie, consommé en quantité nettement majeure dans le 4ème district, l'est, maintenant aussi dans le 1er. La consommation du maïs (farine et en grain) se maintient importante et sa prédominance dans les 1er et 4ème district est renforcée. Le lait caillé devient prioritaire dans le 2ème, 3ème et 5ème district.

En général, on peut dire que, en période d'"abondance", - à cause de la majeure disponibilité de produits agricoles sur le marché et de l'augmentation de disponibilité d'argent - la consommation individuelle ou par ménage de mil, de farine de mil, de tomates, de concentré de tomate, de mouton, de poivrons et de lait frais tend à augmenter presque dans tous les districts.

Il faut souligner que, en même temps, la consommation de riz - qui reste, comme on l'a dit, importante - tend à diminuer dans les 2ème, 3ème et 5ème, mais à augmenter dans les 1er et 4ème districts. Même tendance pour d'autres aliments tels que le boeuf.

Les différences entre le 1er et le 4ème district d'une

part et le 2ème, le 3ème et, parfois, le 5ème d'autre part concernant les produits à forte consommation non égalitaire (ceux du troisième groupe, cfr. p. 37) sont grosso modo confirmées, voir renforcées. Le deuxième, le troisième et le cinquième districts sont caractérisés par une forte consommation de mil, tandis que le premier et le quatrième en consomment, en moyenne, une quantité plus limitée. Les deux autres principaux produits - du point de vue des quantités utilisées - c'est à dire le maïs et, maintenant aussi le riz, y sont nettement prédominants. De façon plus globale, le premier et le quatrième district - moins intéressés au processus d'urbanisation en comparaison des autres - montrent une tendance à une alimentation plus riche et diversifiée.

En revanche, si les produits à plus faible consommation non égalitaire (ceux du premier groupe) sont, dans l'ensemble, les mêmes (à remarquer, cependant, une nette augmentation de l'utilisation du sorgho en grains), leur distribution parmi les cinq districts change de façon sensible. Mais ceci ne change guère la situation des comportements alimentaires, étant donné qu'il s'agit de quantités très limitées. Une remarque semblable concerne les huiles (priorités dans le 2ème et le 3ème en pénurie et dans le 4ème en abondance).

On pourrait interpréter ces données en tant qu'expression d'une intégration urbaine déjà consolidée, qui se manifeste, donc - comme nous avons essayé de le montrer précédemment - du point de vue, à la fois du cadre de vie dans son ensemble (habitat, occupation, instruction, etc.), de celui de l'intégration sociale, ainsi que de celui des chances alimentaires et nutritionnelles. Une lecture du tableau 22, concernant la consommation individuelle, nous montre aussi - d'ailleurs - que les alimentations des habitants du premier, du quatrième et même du cinquième district tendent à rester légèrement plus stables (en termes quantitatifs) - en passant d'une période à l'autre - en comparaison avec les autres districts.

Les indices du tab. 24 (malgré leurs méthodes très grossières de calcul) appellent quelques remarques.

- Il ne semblerait pas, du moins en ce qui concerne les céréales, la viande et le poisson, que la consommation à Niamey dans les mois de janvier et février diffère, en quantité, de celle des mois de juillet et août. Les différences entre les valeurs des indices IC et IV des tab. 21 et 24 pour les cinq districts ne semblent pas très significatives (voir, à ce propos, les chapitres concernant la consommation alimentaire).

- Les indices de diffusion sont généralement moins élevés dans le tab. 24 par rapport au tab. 21. Encore une fois, les différences ne sont pas très remarquables.

- En revanche, la différenciation pour ID, IDC et IDN entre les cinq districts, que nous avons mis en évidence auparavant (à savoir que l'alimentation dans les districts 1, 4 et 5 est plus diversifiée par rapport aux districts 2 et 3) est confirmée (mais elle est moins marquée pour le district 5).

Les données illustrées et les remarques que nous venons de faire ne sont qu'une première analyse d'une situation extrêmement complexe, où - comme l'on a déjà souligné - des facteurs démographiques, économiques et socio-culturels s'entremêlent étroitement. Il faudra donc reprendre la recherche sur cette base et l'approfondir, afin d'arriver, finalement, à suivre efficacement, à la fois, le processus d'urbanisation et l'évolution de la consommation alimentaire à Niamey.

Mais, entre-temps, après avoir comparé, ménages "AU" et "NU" confondus, la situation alimentaire des cinq districts de la ville et, au delà d'une certaine homogénéité, avoir mis aussi en évidence des différences entre le deuxième et le troisième district (c'est à dire ceux où les "NU" sont présents de façon significative) et le premier, le quatrième et le cinquième de l'autre (c'est à dire ceux où les "NU" sont presque absents), il faut essayer de comprendre combien cette différence est due à la variable "NU"/"AU" (qui a, sans doute, un "poids" considérable étant donné les résul-

tats présentés dans le chapitre qui précède) et combien elle dépend d'autres facteurs. A cet effet, le paragraphe qui suit soit dédié à la comparaison de l'alimentation dans les cinq districts de la ville pour les seuls ménages "AU", puis "NU".

4.3. Analyse de la consommation - "AU" et "NU" non confondus

Pour essayer de répondre à la question posée à la fin du paragraphe, nous avons examiné la situation de la consommation alimentaire dans les cinq districts en considérant distinctement les "AU" et les "NU". Les résultats sont reportés dans les tableaux qui suivent.

TAB. 25. Quantités moyennes consommées par membre du ménage sur trois jours ("AU" seulement)

	1	2	3	4	5
CEREALES					
mil en grains	0.458	0.649	0.471	0.303	0.474
farine de mil	0.002	0.004	0.000	0.084	0.019
gallet de mil	0.010	0.011	0.377	0.023	0.010
cruba-cruba	0.032	0.004	0.008	0.000	0.013
mais en grains	0.255	0.074	0.122	0.149	0.138
farine de mais	0.079	0.096	0.055	0.109	0.057
farine de blé	0.001	0.001	0.000	0.001	0.002
riz en grain non décortiqué	0.000	0.001	0.012	0.000	0.129
riz en grain décortiqué	0.618	0.693	0.681	0.520	0.683
riz à la sauce	0.015	0.009	0.013	0.000	0.005
sorgho grains	0.003	0.006	0.028	0.059	0.009
pain	0.028	0.020	0.024	0.050	0.033
pâtes aliment.	0.013	0.005	0.018	0.007	0.018

(À suivre)

(suite)

TUBERCULES

manioc	0.014	0.009	0.007	0.025	0.003
farine manioc	0.024	0.012	0.013	0.018	0.006
igname	0.062	0.018	0.007	0.076	0.013
pomme de terre	0.002	0.014	0.008	0.007	0.004

LEGUMINEUSES

haricots, niébé	0.017	0.020	0.032	0.041	0.037
beignet	0.003	0.009	0.003	0.006	0.011
arachides	0.001	0.002	0.002	0.001	0.000
couli-couli	0.001	0.007	0.001	0.001	0.002
tigadegué	0.017	0.006	0.012	0.011	0.017

VIANDE ET POISS

mouton	0.008	0.026	0.026	0.050	0.007
boeuf	0.077	0.091	0.123	0.085	0.111
poisson frais	0.008	0.009	0.004	0.002	0.000
poisson séché	0.004	0.001	0.005	0.006	0.009

LEGUMES

ropto	0.015	0.011	0.020	0.015	0.013
tomates	0.019	0.013	0.015	0.032	0.009
oignons	0.033	0.050	0.045	0.049	0.036
oignons cuits	0.000	0.001	0.001	0.002	0.000
poivrons	0.001	0.006	0.005	0.010	0.002
aubergines	0.003	0.007	0.004	0.009	0.002
courge	0.061	0.052	0.082	0.065	0.090

SUCRES ET CONSE

sucre	0.009	0.004	0.005	0.014	0.017
concent. tomate	0.013	0.011	0.013	0.013	0.017

AUTRES

lait frais	0.006	0.003	0.006	0.004	0.002
lait caillé	0.043	0.037	0.024	0.054	0.083
huiles	0.056	0.104	0.072	0.043	0.053

 TAB. 26. Quantités moyennes consommées par membre du ménage
 sur trois jours ("NU" seulement)

	1 (*)	2	3	5 (*)
CEREALES				
mil en grains	0.434	0.784	0.745	1.230
farine de mil	0.000	0.000	0.018	0.000
gallet de mil	0.025	0.009	0.014	0.018
cruba-cruba	0.000	0.001	0.021	0.000
maïs en grains	0.289	0.265	0.179	0.298
farine de maïs	0.383	0.078	0.025	0.070
farine de blé	0.000	0.000	0.000	0.000
riz en grain				
non décortiqué	0.000	0.000	0.000	0.000
riz en grain				
décortiqué	0.911	0.331	0.460	0.393
riz à la sauce	0.072	0.024	0.153	0.064
sorgho grains	0.000	0.033	0.058	0.068
pain	0.235	0.001	0.009	0.001
pâtes aliment.	0.029	0.003	0.012	0.009
TUBERCULES				
manioc	0.000	0.014	0.004	0.000
farine manioc	0.012	0.032	0.010	0.000
igname	0.000	0.000	0.006	0.077
pomme de terre	0.000	0.000	0.000	0.000
LEGUMINEUSES				
haricots, niébé	0.007	0.012	0.018	0.009
beignet	0.000	0.004	-0.287	0.000
arachides	0.000	0.000	0.000	0.000
couli-couli	0.000	0.014	0.004	0.000
tigadegué	0.027	0.007	0.006	0.002
VIANDE ET POISS				
mouton	0.000	0.002	0.000	0.000
bœuf	0.143	0.048	0.019	0.074
poisson frais	0.000	0.000	0.000	0.000
poisson séché	0.000	0.001	0.002	0.000

(suite)

LEGUMES

copto	0.000	0.032	0.000	0.000
tomates	0.017	0.007	0.000	0.000
oignons	0.170	0.020	0.015	0.006
oignons cuits	0.001	0.002	0.001	0.000
poivrons	0.000	0.002	0.000	0.001
aubergines	0.000	0.000	0.000	0.000
courge	0.234	0.026	0.043	0.019

SUCRES ET CONSE

sucre	0.000	0.014	0.007	0.010
concent. tomate	0.041	0.005	0.010	0.017

AUTRES

lait frais	0.000	0.000	0.000	0.000
lait caillé	0.000	0.031	0.217	0.091
huiles	0.124	0.079	0.048	0.029

(*) Les données de ces colonnes ont très peu de sens, étant donné le nombre très faible de "NU" dans ces districts

Les deux tableaux qui suivent concernent la consommation alimentaire dans les cinq districts de la ville de Niamey en période d' "abondance", en distinguant entre les "AU" et les "NU". Cette fois, les données se réfèrent à une période "d'abondance" (janvier-février 1990)

TAB. 27. Quantités moyennes consommées par membre du ménage sur trois jours ("AU" seulement)

	1	2	3	4	5
CEREALES					
mil en grains	0.631	0.833	0.653	0.642	0.713
farine de mil	0.030	0.033	0.062	0.000	0.038
gallet de mil	0.003	0.029	0.005	0.060	0.001
cruba-cruba	0.004	0.039	0.007	0.000	0.001
mais en grains	0.219	0.085	0.207	0.368	0.170
farine de mais	0.056	0.078	0.041	0.034	0.047
farine de blé	0.001	0.012	0.023	0.000	0.000
riz en grain non décortiqué	0.003	0.015	0.048	0.000	0.018
riz en grain décortiqué	0.631	0.581	0.589	0.748	0.608
riz à la sauce	0.010	0.027	0.011	0.000	0.012
sorgho grains	0.041	0.007	0.051	0.997	0.011
pain	0.023	0.009	0.015	0.018	0.016
pâtes aliment.	0.004	0.005	0.010	0.004	0.002
TUBERCULES					
manioc	0.000	0.005	0.001	0.000	0.000
farine manioc	0.034	0.017	0.020	0.012	0.006
igname	0.033	0.018	0.057	0.047	0.038
pomme de terre	0.000	0.002	0.002	0.006	0.032
LEGUMINEUSES					
haricots, niébé	0.059	0.072	0.086	0.037	0.046
beignet	0.000	0.000	0.000	0.000	0.000
arachides	0.000	0.002	0.000	0.000	0.000
couli-couli	0.000	0.001	0.001	0.001	0.000
tigadegué	0.014	0.009	0.010	0.014	0.010
VIANDE ET POISS.					
mouton	0.007	0.057	0.024	0.015	0.014
boeuf	0.078	0.073	0.080	0.131	0.076
poisson frais	0.004	0.005	0.008	0.006	0.005
poisson séché	0.003	0.002	0.001	0.004	0.004

(suite)

LEGUMES

copto	0.008	0.005	0.004	0.008	0.00
tomates	0.046	0.037	0.032	0.064	0.02
oignons	0.027	0.016	0.015	0.034	0.02
oignons cuits	0.001	0.000	0.002	0.004	0.00
poivrons	0.004	0.002	0.004	0.003	0.00
aubergines	0.000	0.000	0.000	0.000	0.00
courge	0.000	0.000	0.000	0.000	0.00

SUCRES ET CONSE

sucres	0.004	0.007	0.005	0.001	0.00
concent. tomate	0.020	0.015	0.021	0.020	0.02

AUTRES

lait frais	0.000	0.033	-0.030	0.001	0.01
lait caillé	0.019	0.040	0.027	0.025	0.06
huiles	0.036	0.047	0.045	0.055	0.04

 TAB. 28. Quantités moyennes consommées par membre du ménage
 sur trois jours ("NIJ" seulement)

	1 (*)	2	3	5 (*)
CEREALES				
mil en grains	1.350	1.042	1.215	1.258
farine de mil	0.179	0.013	0.064	0.060
gallet de mil	0.000	0.006	0.017	0.003
cruba-cruba	0.016	0.000	0.021	0.005
mais en grains	0.432	0.031	0.074	0.060
farine de mais	0.080	0.047	0.054	0.052
farine de blé	0.000	0.000	0.000	0.000
riz en grain non décortiqué	0.000	0.000	0.000	0.000
riz en grain décortiqué	0.738	0.593	0.363	0.476
riz à la sauce	0.131	0.008	0.030	0.060
sorgho grains	0.000	0.010	0.000	0.000
pain	0.043	0.002	0.008	0.010
pâtes aliment.	0.000	0.008	0.003	0.000
TUBERCULES				
manioc	0.005	0.000	0.008	0.000
farine manioc	0.063	0.015	0.014	0.000
igname	0.770	0.012	0.006	0.118
pomme de terre	0.000	0.000	0.000	0.000
LEGUMINEUSES				
haricots, niébé	0.000	0.039	0.024	0.004
beignet	0.000	0.002	0.000	0.000
arachides	0.000	0.000	0.000	0.058
couli-couli	0.000	0.001	0.001	0.000
tigadegué	0.020	0.006	0.005	0.002

(à suivre)

(suite)

VIANDE ET POISS

mouton	0.000	0.004	0.002	0.205
boeuf	0.198	0.054	0.024	0.064
poisson frais	0.000	0.000	0.013	0.000
poisson séché	0.000	0.000	0.001	0.021

LEGUMES

copto	0.000	0.026	0.210	0.000
tomates	0.096	0.006	0.009	0.002
oignons	0.047	0.035	0.011	0.024
oignons cuits	0.012	0.000	0.000	0.000
poivrons	0.000	0.005	0.017	0.003
aubergines	0.000	0.000	0.000	0.000
courge	0.000	0.000	0.000	0.000

SUCRES ET CONSE

sucré	0.030	0.014	0.016	0.009
concent. tomate	0.024	0.011	0.007	0.016

AUTRES

lait frais	0.161	0.126	0.036	0.000
lait caillé	0.083	0.098	0.088	0.130
huiles	0.062	0.052	0.022	0.086

(*) Les données de ces colonnes ont très peu de sens, étant donné le nombre très faible de "NU" dans ces districts

La comparaison entre les tab. 19 et 25 d'une part et les tab. 22 et 27 d'autre part (quantités consommées par personne sur trois jours pour tous les ménages et pour les seuls "AU" en période de pénurie - 19 et 25 - et d'abondance - 22 et 27) montre que toutes les tendances concernant les quantités consommées, ainsi que les différences entre les cinq districts de la ville qui avaient été mises en évidence en étudiant les données relatives à l'ensemble des ménages sont, grosso modo, confirmées si l'analyse est restreinte aux seuls "AU".

En particulier, la subdivision des produits dans les quatre groupes identifiés à la page 37 est maintenue, ainsi que les principales "priorités" (pour les principaux produits dont les quantités consommées varient sensiblement d'un district à l'autre), à savoir:

- le riz en grain décortiqué (1er et 4ème district en période d'abondance; en période de pénurie les variations entre les cinq districts sont faibles à la fois pour tous les ménages que pour les seuls "AU");
- les galets de mil (3ème district, en période d'abondance);
- le maïs - en grains ou farine (1er et 4ème district);
- le pain (4ème district, en période de pénurie; 1er et 4ème en période d'abondance);
- les huiles (2ème et 3ème district en période de pénurie; 4ème district en période d'abondance);
- les tomates (1er et 4ème district);
- la courge (3ème et 5ème district en période de pénurie; le produit est absent dans l'autre période);
- le boeuf (1er et 4ème district en période d'abondance; même remarque que pour le riz en période de pénurie);
- le niébé (2ème et 3ème district en période d'abondance; la consommation est très faible en période de pénurie).

En se concentrant seulement sur les "AU", quelques différences dans les tendances des données se vérifient, toutefois. La plus significative concerne le mil en grains décortiqué qui, pour les deux périodes, "reste" prioritaire dans les 2ème, 3ème et 5ème district (dans le sens que l'ordre de classement entre les cinq districts est maintenu), mais, en période de pénurie, le niveau de consommation dans le 1er district s'approche beaucoup de ceux du 3ème et du 5ème, alors qu'en période d'abondance c'est celui du 3ème qui "descend" presque à ceux du 1er et du 4ème.

D'autres changements moins importants concernent le lait caillé qui, par exemple, en période de pénurie, pour l'ensemble des ménages, est prioritaire dans le 3ème, 4ème et 5ème district, mais qui, si on regarde les seuls "AU" est

prioritaire dans le 1er et, encore, dans les 4ème et 5ème district; ou encore le concentré de tomates pour lequel, en période d'abondance, la priorité dans les 1er, 4ème et 5ème district s'annule, quand on ne tient plus compte des "NU".

Ces quelques considérations ne sont qu'un début pour une étude qui mériterait d'être plus approfondie. Elles sont, toutefois, suffisantes pour montrer qu'au delà de nombreux traits homogènes, des différences existent dans les comportements alimentaires moyens des ménages des cinq districts de la ville de Niamey. Ces différences tendent souvent (mais pas toujours) à partager la ville en mettant le 1er et le 4ème district d'un côté et le 2ème, le 3ème et, parfois, le 5ème de l'autre et sont certainement dues - les chapitres concernant la consommation alimentaire et les migrations le suggèrent - à la plus forte présence de "NU" dans ces derniers. Mais cette présence n'est aucunement suffisante pour justifier ces différences qui en grande partie subsistent quand on restreint l'attention aux seuls "AU". D'autres facteurs jouent, par exemple, le fait que les quartiers les plus "europanisés" font partie du 1er et du 4ème district (Plateau et Terminus) et plus généralement alors que, les différences ne sont pas excessives (cfr. par. 3), que les conditions sociales et économiques de vie y sont, en moyenne, meilleures. Mais nous pouvons aussi rappeler que dans le 4ème et, surtout, dans le 1er district résident ceux, parmi les "AU", qui sont urbanisés de plus longue date.

Les résultats de l'analyse de la consommation dans les cinq districts de la ville laisserait donc supposer que, non seulement il y ait des différences très marquées entre les régimes alimentaires moyens des "NU" et des "AU" (liés, par ailleurs, comme montrent aussi les données du par. 3 à des états de vie très différentes), mais il y en ait aussi, bien que nettement moins sensibles à l'intérieur de ces derniers (de même que les écarts entre les situations moyennes sociales et économiques).

L'étude qui a été sommairement menée dans ce chapitre sur l'évolution de l'urbanisation d'abord, les conditions de

vie des ménages enquêtés ensuite et leurs régimes alimentaires enfin, selon les cinq districts qui partagent actuellement la ville de Niamey, prouve encore une fois les liens existants entre la position des ménages au sein d'un processus d'urbanisation et leurs conditions sociales et économiques, ainsi que leurs influences sur la consommation, du point de vue des produits et des quantités.

Le prochain chapitre concernera un autre aspect de la consommation, à savoir ses modalités, lui aussi strictement en relation avec le phénomène d'urbanisation et les conditions socio-économiques de vie.

Annexe 3

L'organisation de l'enquête sur le terrain

Le but de ce chapitre est de fournir des renseignements concernant l'organisation de l'enquête, notamment les ressources matérielles et humaines utilisées, les activités de formation des enquêteurs et des contrôleurs réalisées, et le système de gestion et de contrôle du déroulement de l'enquête et de la saisie des données.

3.1. Les ressources matérielles

A Niamey, une villa a été mise à la disposition de l'équipe pour toute la durée de l'enquête. La villa était composée de trois pièces, la première affectée à la direction, la deuxième aux superviseurs et la troisième aux contrôleurs (voir par. suivant). Cette dernière a été utilisée aussi comme salle de réunion.

La villa a été dotée du téléphone, de chaises, de tableaux et de tables (une pour chaque membre de la direction, pour chaque superviseur et chaque contrôleur), d'une machine à écrire et du matériel de bureau. Une secrétaire de la DSI y a été affectée.

Chaque enquêteur et chaque contrôleur ont été reçus, pour les deux passages de l'enquête, une mobylette (18 au total), un pèse-personne, une autre balance (pour peser des quantités jusqu'à 5 kg), des sacs et diverses fournitures de bureau (bics, crayons, gomme et papier). De leur côté, les superviseurs et la direction disposaient de deux voitures, dont l'une tout terrain (TT).

La voiture TT a été utilisée aussi par les quatre enquêteurs et le contrôleur qui ont travaillé dans les trois villages concernés dans l'enquête. Cette dernière équipe, en plus du matériel mentionné ci-dessous disposait aussi de lits, lampes et ustensiles de cuisine.

3.2. La collecte des données et les activités de formation

L'enquête a été divisée en deux phases. La première a eu lieu durant les mois de juillet et août 1988 (soudure), et la deuxième dans les mois de janvier et février 1989 (période d'abondance).

3.2.1. Les ressources humaines

Dans chaque phase le recueil des données a été effectué par un groupe d'enquêteurs, qui ont travaillé sous la direction d'un équipe d'experts italo-nigériens. Les enquêteurs ont été partagés en 4 équipes, dirigées par 4 contrôleurs. Pendant la première phase 15 enquêteurs ont été engagés et 19 enquêteurs au cours de la deuxième. Dans la mesure du possible les mêmes enquêteurs ont été utilisés dans les deux phases. Plusieurs, toutefois, ont été remplacés à cause d'autres engagements pris au niveau de la DSI.

Le schéma reporté en annexe à ce chapitre contient la liste des personnes qui ont participé, à différents niveaux, à la collecte des données sur terrain.

Parmi les quatre équipes, une a travaillé pour la collecte des données dans les trois villages de Them, Dessa e Sarakoyre.

Les enquêteurs et les contrôleurs ont été sélectionnés par la Direction de la Statistique, grâce à un test d'aptitude. Il s'agissait, en majorité de personnel ayant une formation scolaire de niveau supérieur et une partie d'entre eux avait déjà participé à d'autres enquêtes. En outre, deux réservistes ont été sélectionnés pour chaque phase.

Chaque enquêteur a reçu un équipement composé d'une móbilette, d'une pèse-personne et d'une petite balance et de matériel de papeterie.

3.2.2. La formation des enquêteurs et des contrôleurs

Des activités de formation ont eu lieu durant les deux phases, notamment 2 stages de 3 jours.

Au cours de chaque phase, pour faciliter le travail des enquêteurs et des contrôleurs, on a rédigé deux guides contenant toutes les informations et les renseignements pour l'utilisation des instruments techniques et pour la réalisation des opérations sur le terrain.

Le premier cours de formation (première phase) s'est déroulé de la façon suivante:

* premier jour: présentation générale de l'enquête (objet, finalités, cadre institutionnel, méthodologie, etc.); présentation générale du questionnaire;

* deuxième jour: illustration détaillée des fiches calendrier, migration, logement, ménage, démographique, "acquisition des biens de consommation alimentaire", "formes de consommation alimentaire", "préférences et motivations du comportement alimentaire; réalisation de tests; illustration des opérations pour le repérage des ménages;

* troisième jour: présentation des fiches "inventaire du stock", "acquisition journalière" et "liste des commensaux"; réalisation de tests.

Les enquêteurs et les contrôleurs ont participé à ce cours de formation.

Les contrôleurs, en outre, ont suivi aussi un deuxième cours d'une journée qui leur a permis de maîtriser les aspects spécifiques de leur charge (contrôle du travail des enquêteurs, aide pour le repérage des ménages, etc.).

Pendant la deuxième phase (cf. chapitre précédent) la formation des enquêteurs a été réalisée en 4 jours, selon le programme suivant:

* premier jour: présentation générale de l'enquête et des questionnaires; présentation détaillée de la fiche "calendrier" et de la fiche "variations ménages" du questionnaire A;

* deuxième jour: présentation détaillée des fiches "naissance, décès, émigration, immigration, déménagement, emménagement, mariage, récapitulation événements, mouvements de population, repas" du questionnaire A; présentation détaillée des fiches "calendrier, ménage, caractéristiques des membres du ménage" du questionnaire B;

* troisième jour: présentation détaillée des fiches "logement, migration, démographique, acquisition des biens de consommation alimentaire, formes de consommation alimentaire, préférences et motivations du comportement alimentaire" du questionnaire B; présentation des opérations relatives à la détermination de la consommation alimentaire (fiches "inventaire du stock, acquisitions journalières, liste de commensaux", communes aux questionnaires A et B);

* quatrième jour: tests; présentation de l'organisation du travail.

Les contrôleurs, qui ont suivi tout le cours de formation, ont, ensuite, participé à des réunions spécifiques sur les activités et le rôle des contrôleurs dans le cadre de l'enquête.

3.2.3. L'organisation du recueil des données

Pour chacun des 770 ménages enquêtés, le recueil des données a été effectué en 4 jours, y compris la visite de contact. Pour assurer une optimisation des temps, chaque enquêteur a travaillé en même temps sur 5 ménages, selon le schéma suivant:

Lu	Ma	Me	Je	Ve	Sa	Di	Lu	Ma	Me	Je	Ve	Sa
vague				vague				vague				
/	-----			-----			-----			-----		
C1	2	3	4	C1	2	3	4	C1	2	3	4	C1
C1	2	3	4	C1	2	3	4	C1	2	3	4	C1
X	C1	2	3	4	C1	2	3	4	C1	2	3	4
X	C1	2	3	4	C1	2	3	4	C1	2	3	4
X	C1	2	3	4	C1	2	3	4	C1	2	3	4

- C = Visite de contact
- 1 = Première visite
- 2 = Deuxième visite
- 3 = Troisième visite
- 4 = Quatrième visite
- X = Vide

Les opérations à effectuer durant chaque jour de la vague sont partagées selon le schéma suivant.

* Visite de contact et premier jour: identification des ménages à enquêter, vérification, avec le chef du ménage ou avec sa femme, de la disponibilité à être interviewés, et, si le ménage accepte, fixation des rendez-vous quotidiens pour toute la durée de la vague, administration des fiches calendrier (composées de différentes parties pour chaque jour), ménage, logement, formes d'acquisition des biens de consommation alimentaire, formes de consommation alimentaire, préférences et motivations du comportement alimentaire, inventaire du stock.

* Deuxième jour: administration des fiches calendrier, démographique, liste des commensaux (où différentes parties sont consacrées aux différents jours de la vague), acquisitions journalières.

* Troisième jour: administration des fiches calendrier, liste des commensaux, acquisitions journalières.

* Quatrième jour: administration des fiches calendrier, liste des commensaux, acquisitions journalières, inventaire du stock.

Dans la deuxième phase, le même schéma d'organisation du travail de la vague a été utilisé pour les questionnaires de type B (ménages non enquêtés lors du premier passage), alors que, dans le cas des questionnaires de type A (ménages déjà enquêtés lors du premier passage), de nouvelles fiches ont été ajoutées. L'administration, durant les 4 jours de la vague, a suivi le schéma suivant:

* visite de contact et première visite: identification des ménages à enquêter, vérification, avec le chef du ménage ou avec sa femme, de la disponibilité à être interviewés, administration des fiches calendrier, inventaire du stock initial, variations du ménage, naissances, décès, emménagement, déménagement, immigration, émigration, mariage, récapitulation événements, repas;

* deuxième jour: administration des fiches acquisitions journalières, liste des commensaux, calendrier;

* troisième jour: administration des fiches acquisitions journalières, liste des commensaux, calendrier;

* quatrième jour: administration des fiches acquisitions journalières, liste des commensaux, calendrier, inventaire du stock final.

3.2.4. La coordination de la collecte des données: la salle opérationnelle

Une salle opérationnelle de suivi journalier de la collecte des données a été constituée afin de suivre et de coordonner le travail des enquêteurs et des contrôleurs.

Le personnel de la salle opérationnelle a été composé par l'équipe italo-nigérienne qui a dirigé l'enquête sur le

terrain.

En détail la salle opérationnelle s'est occupée des opérations suivantes:

* la préparation des questionnaires (composés, comme on l'a déjà dit, de plusieurs fiches) pour chaque enquêteur;

* la codification des instruments techniques (on a numéroté chaque questionnaire avec un numéro progressif; en outre tous les questionnaires ont été dotés d'un code d'échantillonnage);

* la répartition des ménages à enquêter par vagues et par équipe, selon des critères toponomastiques et géographiques (district, quartiers, zones);

* la préparation des cartes de district de la ville de Niamey pour le repérage, avec des indications sur les flots où se trouvent les ménages choisis;

* l'attribution à chaque enquêteur de Niamey, pour chaque vague, d'un ensemble de 5 ménages à enquêter, avec les renseignements pour le repérage;

* l'attribution à chaque enquêteur des villages de Them, Saraikora et Dessa, de l'ensemble de questionnaires nécessaires pour toutes les vagues d'un village;

* dans la deuxième phase, la préparation d'une annexe au questionnaire A;

* l'attribution à chaque contrôleur, de vague en vague, des coordonnées d'environ 8 ménages supplémentaires;

* l'attribution, selon la nécessité, de ménages supplémentaires à enquêter, avec les renseignements pour leur repérage;

* le tirage, selon la nécessité (c'est-à-dire tant en cas de

manque de repérage des ménages remplaçants, que d'un refus des nouveaux ménages à être enquêtés), sur la base des données des nouveaux ménages à interviewer, pris à l'intérieur du même flot et dans la même zone que les autres;

* la substitution, dans la deuxième phase, des questionnaires A avec des autres de type B dans le cas de ménages à remplacer;

* la mise en archives, par vague et par équipe, des questionnaires remplis;

* l'envoi en Italie de tous les questionnaires remplis.

Pour l'administration des questionnaires, surtout à la suite des contrôles effectués sur les fiches déjà remplies, les responsables de la salle opérationnelle ont fourni des renseignements complémentaires concernant les modalités de compilation des questionnaires ou les autres procédures à suivre.

Deux réunions ont eu lieu chaque jour dans la salle opérationnelle:

- la première, le matin, avec les contrôleurs pour organiser le travail de supervision sur le terrain;

- la deuxième, l'après-midi, avec tous les enquêteurs et les contrôleurs pour vérifier la administration progressive des questionnaires, résoudre les problèmes de repérage et de refus des ménages à être enquêtés, recueillir les questionnaires déjà remplis.

3.2.5. Verification de la qualité des données

Deux système de contrôle (sur le terrain et sur les questionnaires remplis) ont été mis en place pour vérifier la qualité des données et l'utilisation des instruments techniques.

Contrôles sur terrain. Dans la première phase les trois équipes de Niamey ont reçu environ deux visites de contrôle par équipe et par vague. L'équipe qui a travaillé dans les villages de Them, Sarakoyre et Dessa a reçu en tout dix visites de contrôle, à cause des déplacements problématiques pendant la saison des pluies. Il faut ajouter que dans les villages, les difficultés de repérage ou les refus ont été presque nul. Pour cette raison aussi les contrôles ont été plus rares.

Durant la deuxième phase, les trois équipes de Niamey ont reçu une seule visite de contrôle pour chaque vague, alors que l'équipe qui a travaillé dans les villages a reçu, comme dans le premier passage, dix visites.

Les procédures utilisées pour les contrôles sont résumées dans les paragraphes suivants:

- * L'administration, avec le contrôleur et l'enquêteur, d'une ou plusieurs fiches du questionnaire (en particulier les fiches inventaire du stock ou acquisitions journalières);
- * la vérification de la correcte utilisation des instruments techniques;
- * le contrôle sur place des fiches déjà remplis, afin de pouvoir corriger tout de suite les fautes éventuelles.

Les contrôles sur les questionnaires déjà remplis. En détail ils ont comporté les opérations suivantes:

- * la vérification de la compilation du questionnaire et en particulier de certaines fiches (comme la fiche calendrier ou la fiche ménage) qui impliquent la correcte application de tous les critères établis, comme le concept opérationnel de ménage, ou de nouveau urbain;
- * la vérification de la cohérence des données entre les dif-

férentes fiches du questionnaire (il s'agit de 7 contrôles tant de cohérence, de type logique que de correspondance entre données recueillis pendant les quatre jours d'enquête auprès du ménage).

- * La vérification de la cohérence interne des différentes fiches;

- * La vérification de la validité et de la fiabilité des calculs concernant le nombre d'unités de consommation et les relations entre les prix et les poids des aliments déclarés par les enquêtés.

A cause de l'utilisation de deux types de questionnaire, au cours de la deuxième phase, on a dû mettre en place un système plus complexe de contrôle.

Pour le questionnaire B les contrôles ont été les mêmes.

Pour le questionnaire A, on a contrôlé la cohérence entre les nouvelles fiches insérées par rapport à l'ancien questionnaire B (administré durant la première phase), et en particulier:

- * La cohérence des données de la fiche variation ménage avec ceux de la fiche ménage, remplis lors du premier passage;

- * L'identité entre le numéro d'ordre de chaque membre du ménage dans la fiche variations du ménage et les numéros utilisés dans la fiche ménage du premier passage.

3.2.6. Les activités pour la détermination de l'échantillon des nouveaux urbains

La carence de ménages "nouveaux urbains" de la base de données fournies par la DSI, et utilisée dans l'enquête générale a contraint l'équipe italo-nigérienne d'utiliser une autre base de sondage. En effet, les caractéristiques des

flux migratoires vers la ville de Niamey ne répondent pas facilement à la notion de "nouveau urbain". D'une part, en effet, le phénomène migratoire est surtout individuel. De l'autre, il s'agit, pour la plupart des cas, d'une migration saisonnière. Mais surtout (cf. ch. 6) la migration à Niamey est très modeste par rapport à celle de la plupart des autres villes africaines.

La nouvelle base de sondage a été construite à partir d'un recensement de la population résidente dans les localités périphériques de la ville (où, selon des informations préliminaires, les "nouveaux urbains" sont plus nombreux), grâce à la collaboration des structures de la Commune de Niamey, tels que les districts et les quartiers. Les ménages "nouveaux urbains" de 7 quartiers de Niamey (notamment Koirategui, Lazaret, Couronne Nord, Sabongari, Medina, Route Filingué et Pont Kennedy), sélectionnés sur la base des indications fournies par les chefs de district et de quartier, ont été recensés.

Les listes des tous les ménages recensés ont été rassemblées pour former une seule liste à partir de laquelle les ménages ont été tirés avec la même méthode utilisée pour le tirage des ménages ordinaires.

Dans la deuxième phase on a essayé de recontacter, pour l'échantillonnage des nouveaux urbains, les ménages déjà interviewés lors du premier passage. En cas d'échec, on a suivi, pour le choix des ménages remplaçants, la même procédure utilisée pour la construction de la base principale de sondage de l'enquête.

3.3. Les enquêtes complémentaires

Des études complémentaires ont été réalisées à côté de l'enquête principale, décrite dans le paragraphe précédent.

Il s'agit, en particulier, de:

* la collecte de textes (presque 25), de données de type statistique et de type informatif sur l'urbanisation, les mouvements migratoires, la consommation alimentaire, la commercialisation des produits alimentaires;

* l'administration, au cours des deux phases du travail sur terrain, d'un bref questionnaire complémentaire sur l'organisation sociale et culturelle des repas;

* le relevé des prix des produits alimentaires à Niamey, dans les principaux marchés (Grand Marché, Petit Marché, le Nouveau Marché, le Marché Cimetière, le Super Marché Score et le Marché de Katako);

* l'analyse des principales procédures de transformation alimentaire qui concernait les principaux produits considérés dans l'enquête, avec indications sur la nature de la transformation (pilage, mouture, dessiccation, etc.), le type de transformation (industrielle, artisanale, familiale), le nom (en haussa et en djerma) utilisé pour indiquer le produit avant et après la transformation;

* pour certaines céréales mangées à la fois dans la forme cuite et crue, la réalisation d'un test pour calculer le changement du poids après la cuisson.

3.4. Les procédures informatiques et les archives des données

La saisie des données a été décalée de 3/4 semaines par rapport à la collecte. Elle a donc commencé avant la fin de cette dernière.

Pour la saisie des données sur ordinateurs, un informaticien italien a préparé deux logiciels compilés en dbase III.

4 agents de saisie et 1 contrôleur ont été utilisés durant les deux phases. Leurs noms sont reportés en annexe.

Les 4 agents ont été partagés en deux équipes qui ont utilisé, chacune, un ordinateur pour saisir les données. Le contrôleur a effectué les vérifications des données saisies sur un troisième ordinateur. Il faut préciser que, à cause de problèmes de compatibilité entre les logiciels préparés et les ordinateurs mis à disposition par la DSI, un expert expatrié de l'équipe italienne a mis expressément au point un programme de contrôle des données saisies.

Les opérations nécessaires pour la saisie des données sont exposées ci-dessous:

- * préparation d'un logiciel de contrôle de la saisie sur DBASE III;
- * formation des 4 agents de saisie, partagés en deux groupes, et d'un contrôleur;
- * organisation du travail et détermination du calendrier;
- * saisie des données et contrôles relatifs;
- * mise en archives du matériel.

On a estimé que chaque équipe d'agents pouvait saisir environ 24 questionnaires par jour (ce standard a été maintenu). Il faut rappeler que pendant la deuxième phase on a saisi deux types différents de questionnaires (ménages déjà interviewés au premier passage et nouveaux ménages).

Après la saisie, un système standardisé automatique de contrôle a été mis en place, afin de vérifier la qualité des données et de corriger les fautes éventuelles. En particulier les contrôles ont été effectués pour vérifier:

- * la correcte saisie des codes d'identification des questionnaires;
- * la cohérence interne de certaines fiches du questionnaire,

comme la fiche ménage et les fiches inventaire du stock et acquisitions journalières;

* La cohérence des données entre différentes fiches (notamment entre la fiche ménage et les fiches démographiques et de migration et entre la fiche inventaire du stock et les fiches des acquisitions journalières);

Un autre petit programme a été mis a point pour calculer le poids des aliments à partir du prix.

Ce schéma de contrôle et de vérification a été appliqué à toutes les données collectées par l'enquête, avant d'effectuer des élaborations plus sophistiquées.

ANNEXE

LISTE DES PERSONNES AYANT TRAVAILLE DANS LE CADRE DE L'ENQUETE

1. Enquête sur terrain

(s = senior; j = junior)

	Phase 1 (7-8/1988)	Phase 2 (1-2/1989)
Direction s.	M. Ali Badjo Gamatié M. Luciano Ciucci M. Michel Kagan Mme Dionisia Maffioli M. Gabriele Quinti M. Luciano d'Andrea	M. Michel Kagan Mme Dionisia Maffioli M. Gabriele Quinti M. Luciano d'Andrea
j.	M. Djibo Saidou M. Hervé Huyghes Mme Maresa Berliri M. Renato D'Arca	M. Djibo Saidou M. Eric Vigneron Mme Maresa Berliri M. Steffano Taurelli
Contrôleurs	M. Abdou Nomau M. Lawali Kane M. Malam Moutari Ib. M. Euloge Bienvenu	M. Diallo Issaka M. Hamidou Ide M. Magagi Abdoussalam M. Adam Gerard M. Euloge Bienvenu
Enquêteurs	Mlle Zouleye Rabiou M. Lahadi Issa M. Boubacar A. Hima M. Magadji Abdoussalam M. Maman Dan Inkwana M. Arzika Ali M. Bachir Abache M. Amadou Alkassoum M. Abdou Garba M. Abdou Mahamane M. Abdou Abarchi M. Mahamadou Ouakasso M. Issa Diamande	M. Abache Bassirou M. Hassane A. Karimou Mlle Habsatou Beido Alio M. Pierre Rabiou M. Issa Garba Karimou M. Djibo Ibrahim M. Sowley Moussa M. Hassane Yahaya M. Harouna Adamou Moumouni M. Ousmane Oumarou M. Ibrahim Ambi Mamane M. Kaka Mamane M. Abdou Garba

M. Garba Maiguecheme	M. Sanda Moumouni
M. Adam Gerard	M. Gassarou Alou
M. Boureima Madougou	M. Boubakar Bonkano
	M. Issoufou Mamane
	M. Mahamadou Alik
	M. Gao Nazoumbou

2. Saisie des données

	Phase 1 (7-8/88)	Phase 2 (1-2/89)
Contrôleur	M. A. Mathieu	M. A. Mathieu
Agents de saisie	M. Soumala Djodi M.lle Fati Boussou M. Djibo Saidou M. Zelani Souleymane	M. Boubakar Ali M.lle Fati Boussou M.lle Mariam Kourgeini M. Zelani Souleymane

3. Rédaction du rapport

partie nigérienne

M. Idrissa Alichina Kourgueini, directeur de la DSD
 M. Ousseini Hamidou, chef du service enquêtes de la DSD
 M. Harouna Mazou, chef de la division suivi des travaux sur terrain du services enquêtes
 M. Abdou Nomao, chef de la division conception et analyse du service enquêtes
 M. Moussa Dan Malam, division suivi des travaux du service enquêtes

partie italienne

M. Luciano Ciucci, directeur de l'enquête pour la partie italienne, département de démographie, Université de Rome "La Sapienza"
 Mme Dionisia Maffioli, faculté de sciences économiques, Université de Verone

M. Gabriele Quinti, directeur CE.R.FE.
M. Luciano d'Andrea, directeur adjoint CE.R.FE.

avec la collaboration de:

Mme Maria Teresa Berliri, CE.R.FE.
M. Renato D'Arca, CE.R.FE.
M. Stefano Taurelli, CE.R.FE.

4. Elaboration des données

Mme Daniela Cusmai, CE.R.FE.
M. Stefano Taurelli, CE.R.FE.

Annexe 4

Les résultats de l'enquête CILSS dans le cadre des enquêtes nigériennes budget-consommation

Introduction

L'expérience nigérienne en matière d'enquête budget-consommation est récente. Ces enquêtes ne couvrent en général qu'une région ou une localité (à l'exception de l'Enquête Nationale Budget-Consommation qui devrait couvrir tout le territoire national). Les dernières opérations menées à ce sujet sont les suivantes:

- L'enquête sur les budget familiaux réalisée à Niamey de mars 1961 à avril 1962;
- L'enquête consommation des produits essentiels (ECPE) sur laquelle nous nous attarderons plus tard;
- L'enquête sur la préférence de consommation des céréales dans la ville de Niamey réalisée par Mariama GAMATCHIE (sociologue) en février 1987;
- L'enquête CILSS objet de ce rapport;
- L'enquête consommation des céréales (Ministère de l'agriculture et de l'élevage) qui avait comme unité d'observation les exploitations dans 12 villages de la zone de Filingué et 6 localités autour de Loga (à raison de 5 exploitations par village); cette enquête était un test devant permettre la mise au point d'une méthodologie et l'étude de la faisabilité de l'enquête "Consommation des céréales" qui avait comme objectif de déterminer la consommation des céréales en milieu rural sédentaire et en milieu nomade;
- L'enquête consommation des ménages en milieu rural, réalisée par l'ICRISAT;
- L'Enquête National Budget-Consommation dont la première phase (phase urbaine) vient de prendre fin (29 mars 1990) et la seconde (phase rurale) pourrait débuter dans les prochains mois.

Bien sûr, ces enquêtes n'ont pas toujours eu, au départ

Les mêmes objectifs même si certains points leur sont communs; il s'agit par exemple de la consommation. Parmi ces enquêtes, l'enquête CILSS s'est intéressée uniquement à la consommation des aliments.

Cet ensemble d'investigations quelque peu hétérogène ne se prête que difficilement (et au prix d'hypothèses parfois hasardeuses) à la comparaison. Nous ne tenterons l'exercice que pour deux enquêtes voisines dans le temps et le champ: l'ECPE et l'enquête RUMCA (CILSS).

A. PRESENTATION DES DEUX ENQUETES:

NB: tous nos raisonnements se baseront sur les rapports présentant les résultats des deux enquêtes; donc, tout tableau ou page référé se trouve dans le rapport de l'enquête en question.

1) L'ECPE

Cette enquête avait pour objectif de cerner la consommation des produits (biens et services courants) à travers les quantités, les valeurs, les lieux d'acquisition afin de pouvoir réviser l'indice des prix à la consommation et disposer de données sur la consommation des biens et services courants. Elle a eu lieu à Niamey de décembre 1986 à janvier 1987 sur un échantillon de 576 ménages tirés à partir d'un dénombrement effectué en septembre 1986. Chaque ménage a été enquêté pendant 6 jours. Sur les 576 questionnaires, on en a eu 572 exploitables. Les principaux tableaux qu'on retrouve sont la répartition des ménages par catégorie socio-professionnelle, les consommations quotidiennes, hebdomadaires, mensuelles des produits, les dépenses de transport, de logement, de santé. On retrouve plutôt des valeurs au niveau des différents tableaux.

2) L'enquête CILSS

On a déjà eu l'occasion de dire que cette enquête avait

pour objectif d'éclaircir les mécanismes qui accompagnent l'urbanisation et qui sont responsables des changements dans les modèles de consommation alimentaire afin de réconcilier disponibilité et demande des aliments.

Elle s'est effectuée en Août et Septembre 1989, puis en janvier et février 1989 au niveau de la ville de Niamey (625 ménages) et de trois villages du département de Tillabéri (Tem, Dessa et Sarakoiri soit 145 ménages). Au niveau de Niamey, on a distingué les ménages "anciens urbains" (AU) qui sont les ménages dont le chef a vécu à Niamey ou dans un autre centre urbain depuis au moins cinq années consécutives et les ménages "nouveaux urbains" (NU) qui sont les ménages qui ne sont pas "anciens urbains". Quant aux villages, ils ont été choisis suivant le critère de l'existence d'une agriculture de substance ou d'un marché pouvant permettre l'approvisionnement, les principaux tableaux nous présentent la répartition des ménages de l'échantillon par caractéristique socio-économique (taille, CSP, instruction du CM), les principaux produits alimentaires en stocks et les principales acquisitions et consommations alimentaires.

B. COMPARAISON

Les deux enquêtes ont en commun certains points. Elles ont toutes eu lieu à Niamey (plus trois villages pour l'enquête RUMCA) en partie pendant la même saison, mais à une année d'intervalle. Mais, ces deux enquêtes se différencient par leur méthode d'observation et par le fait que l'une se intéresse uniquement à la consommation des aliments (CILSS) tandis que l'autre s'intéresse à tous les aspects du budget et de la consommation des ménages. En raison de tous ces éléments, notre comparaison portera uniquement sur:

1. la composition de l'échantillon;
2. la composition des stocks;
3. les principales acquisitions;
4. les principales consommations.

1) La composition de l'échantillon

Pour un caractère donné, les mêmes modalités n'ont pas forcément été retenues au niveau des deux enquêtes; en outre, le regroupement ou le redécoupage des modalités (pour avoir des mêmes modalités comparables) n'est pas toujours faisable. Ce qui rend parfois difficile une comparaison. Pour la catégorie socio-professionnelle par exemple, la modalité "condition non professionnelle" (enquête CILSS) correspond à trois modalités de l'ECPE ("chômeur", "retraité, rentier ou pensionné" et "étudiant ou élève"). Cependant la composition de l'échantillon présente les caractéristiques suivantes:

- les commerçants ou artisans représentent 39,7% de l'échantillon de Niamey pour l'enquête CILSS et 32,2% de l'ensemble de l'échantillon CILSS contre 30% au niveau de l'ECPE; on peut supposer que la couverture de cette catégorie socio-professionnelle par l'échantillon est approximativement la même au niveau des deux enquêtes;

- les agriculteurs et éleveurs constituent 6,5% des ménages de l'ECPE contre 6,9% de l'échantillon CILSS de Niamey, 81,4% de l'échantillon CILSS de villages et 20,9% de l'ensemble de l'échantillon CILSS. On remarque la même couverture pour les agriculteurs et éleveurs au niveau de Niamey pour les deux enquêtes et la prédominance de cette catégorie socio-professionnelle au niveau des villages; ce qui est tout à fait normal;

- les étudiants, les élèves, les retraités et les chômeurs représentent 15,5% de l'échantillon de l'ECPE contre 25,8% de l'échantillon de Niamey pour l'enquête CILSS. On constate également que cette catégorie est plus importante au niveau des "nouveaux urbains" (37,7%) qu'au niveau des ménages "anciens urbains" (23,1%). Ceci peut s'expliquer par le fait qu'il y a plus de chance qu'un ménage "ancien urbain" occupe un emploi qu'un "nouveau urbain" (donc plus de chômeurs pour le dernier cas;

- Les fonctionnaires et employés du privé (y compris les ouvriers) représentent 47,5% des ménages de l'ECPE contre 25,4% de l'échantillon de Niamey pour l'enquête CILSS et 20% de l'ensemble de l'échantillon de l'enquête CILSS. On constate que cette catégorie a été deux fois plus représentée au niveau de l'ECPE qu'au niveau de l'enquête CILSS, ce qui nous paraît bizarre.

D'autre part, l'enquête CILSS nous présente la répartition des ménages suivant la taille et l'instruction du chef de ménage. Ce type d'informations n'est pas disponible au niveau des résultats de l'ECPE, ce qui limite notre comparaison des deux échantillons.

2) La composition des stocks

Si l'enquête CILSS nous permet de savoir le pourcentage des ménages ayant un produit donné en stock, il n'est pas possible d'avoir la même information au niveau de l'ECPE où on ne dispose de données par produit. Cependant, on constate pour les deux enquêtes une prédominance des céréales dans les stocks:

- au niveau de l'ECPE, les céréales représentent 98% des quantités et 72,4% des dépenses;

- l'enquête CILSS nous fait apparaître une prédominance de trois céréales (riz, mil et maïs) de la manière suivante:

* ménages anciens urbains de Niamey: 58,7% ont du riz en stock, 55,2% ont du mil et 26,6% du maïs.

* ménages nouveaux urbains de Niamey: 50,9% ont du mil en stock, 19,3% du riz et 16,6% du maïs.

* villages: presque tous les ménages ont du mil en stock; la deuxième et troisième position sont occupées respectivement par l'oignon et le riz à Tem, le riz et le lait à Sarakoira et enfin le sorgho et le riz à Dessa.

Comme on le constate bien, on n'a à ce niveau aucune possibilité de faire des comparaisons entre les deux enquêtes.

3) Les principales acquisitions

A ce niveau la méthode d'appréciation n'est pas la même pour les deux enquêtes: l'ECPE considère les céréales globalement tandis que l'enquête CILSS a présenté les produits individuellement.

- ECPE: les dépenses en céréales constituent 10,6% des dépenses quotidiennes contre 17,8% (la part la plus importante des dépenses quotidiennes) pour les viandes et poissons et 12% pour les condiments.

- Enquête CILSS: on a (page 29 du rapport de l'enquête) le pourcentage des ménages ayant acquis un produit donné le premier jour de l'enquête.

Etant donné qu'on n'a pas les quantités moyennes acquises au niveau de l'enquête CILSS, il n'est pas possible de savoir la part des céréales dans les dépenses quotidiennes afin de faire des comparaisons avec le cas de l'ECPE.

4) Les principales consommations

L'ECPE nous présente à la page 10 les consommations hebdomadaires (en valeur et à défaut en nombre de consommations) de différents produits pour l'ensemble des ménages tandis que l'enquête CILSS nous a présenté (page 21) les consommations hebdomadaires (quantité) par tête de certains produits. Comme on connaît la taille des ménages au niveau de l'enquête CILSS (page 15), le prix du kilogramme de ces produits, le nombre total de ménages au niveau de l'ECPE (55 448) et que par ailleurs on peut calculer la valeur moyenne d'une consommation d'un produit donné au niveau de l'ECPE, on a pu évaluer les quantités hebdomadaires consommées en

moyenne par ménage pour certains produits: ces quantités sont présentées dans le tableau suivant.

Tab. 1 - Quantité (en Kg) hebdomadaire consommée par ménage selon les produits pour les deux enquêtes

Produits	ECPE		Enquête CILSS				Villages		R=% (?)
	QH	QJ	Niamey		Ensemble		QH	QJ	
			QH	QJ	QH	QJ			
mil	5,8	0,83	9,7	1,52	13,5	1,83	27,6	3,06	232
riz	6,7	0,96	12,2	1,72	10,7	1,53	6,4	0,71	41
maïs	4,7	0,67	3,9	0,53	3,3	0,43	0,1	0,01	2
huile	0,9	0,13	2,8	0,37	2,6	0,33	1,2	0,14	37
viande	1,2	0,17	1,8	0,23	1,5	0,19	0,0	0,00	

QH = quantité hebdomadaires

QJ = quantité journalière

On constate sur ce tableau que les consommations au niveau de l'enquête CILSS sont deux fois plus importantes qu'au niveau de l'ECPE. Ce rapport, tout de même étonnant, peut avoir plusieurs explications:

- il peut provenir du fait que les deux enquêtes n'aient pas été faites au même moment, et dans les mêmes conditions ;
- il peut provenir de la catégorie des ménages enquêtés;
- il peut être la conséquence de la structure de l'échantillon;
- il peut aussi être dû à la méthode de calcul utilisées de part et d'autre (par exemple non prise en compte des prix en gros pour l'estimation de la valeur des produits en stocks)

qui peut agir de manière significative sur les chiffres.

Toutefois, il convient de souligner que les résultats des deux enquêtes convergent sur le fait que les céréales occupent une part prenante dans la consommation des ménages nigériens. Parmi celles-ci les plus consommées sont dans l'ordre le riz, le mil et le maïs suivant les milieux.

Conclusion

L'enquête CILSS et l'ECPE étant toutes des enquêtes sur la consommation des ménages, on peut penser qu'il serait aisé de faire des comparaisons au niveau de leurs résultats. Malheureusement, ces comparaisons (nous venons de le constater) ne peuvent se faire aisément. En effet, on assiste à l'existence d'informations précises et détaillées sur un phénomène au niveau de l'une des enquêtes pendant que ce même phénomène est à peine abordé (simon omis) par l'autre. L'ECPE permet de voir la part de l'alimentation dans l'ensemble des consommations des ménages tandis que l'enquête CILSS s'est limitée à l'aspect alimentaire de ces consommations. Cependant, nous pensons que ces deux enquêtes s'approchent de beaucoup de points de vue. Les comparaisons qu'on a pu faire même si elles touchent peu de points le prouvent. Enfin, nous estimons que cette comparaison aurait été plus intéressante si on disposait de documentations sur les autres enquêtes sur la consommation des ménages réalisées au Niger.